

demains de fêtes

Le 31 décembre, jour de fêtes, les Français ont fêté la fin de l'année. Les fêtes de Noël ont été marquées par une ambiance de joie et de sérénité. Les Français ont profité de ces quelques jours de vacances pour se retrouver en famille ou entre amis. Les fêtes de Noël ont été marquées par une ambiance de joie et de sérénité. Les Français ont profité de ces quelques jours de vacances pour se retrouver en famille ou entre amis.

Dissuasion au Tchad

QUATRE cent cinquante hommes en renfort à N'Djamena, quatre Jaguar «pré-positionnés» à Débar, une demi-douzaine d'appareils en état d'alerte dans l'Hexagone... La réaction de la France à l'attaque surprise des fidèles d'Hissène Habré dans l'Ouest tchadien a été aussi prompt qu'imposante.

L'objectif de Paris est double. L'ampleur des moyens témoigne d'abord de la volonté de jouer de l'effet «dissuasif» sur les assaillants. Ceux-ci savent à quel s'en tenir, pour avoir reçu l'aide de la France par le biais de l'opération «Epervier», en 1986, du temps où, au pouvoir, ils devaient faire face aux attaques libyennes...

Officiellement, la France apporte son soutien au processus démocratique «amorcé» par le président Déby. Le «tombé» d'Hissène Habré clame en effet sa bonne volonté en la matière. Les faits, eux, sont loin d'être convaincants, et l'on aurait plutôt tendance à croire que les militaires français, sauf à se retirer, ne peuvent qu'en rajouter dans le soutien à celui qu'ils ont toujours tenu pour un excellent stratège.

Il n'existe guère de solution alternative. Le colonel Déby est considéré comme le dernier rempart face à deux menaces. Paris ne prenait en compte jusqu'à présent que l'une d'entre elles : l'éventuelle prise du pouvoir par l'ethnie des Zagawas, qui a contribué à la chute d'Hissène Habré et qui a tout à perdre en cas de réelle démocratisation. Celui qui est considéré comme son chef, M. Abbas Kodj, jouerait actuellement un rôle déterminant dans la contre-offensive, bien qu'il ait perdu la porte-feuille de la défense il y a trois semaines. Le risque d'un «coup dans le coup» est donc réel.

La menace d'une arrivée à N'Djamena des partisans d'Hissène Habré est pour l'instant plus immédiate. Les assaillants sont bien armés. En décembre 1990, ils avaient quitté la capitale tchadienne avec un butin de plusieurs dizaines de millions de francs qui leur a permis de s'équiper. L'armée nationale, désorganisée et peu motivée, saura-t-elle faire face? La situation demeure incertaine : les informations en provenance des deux parties au conflit sont contradictoires, et les vents de sable qui balayent la région du lac Tchad, réduisant la visibilité, contribuent à entretenir la confusion.

La France interviendrait-elle dans le cas où les assaillants approcheraient de N'Djamena? Le gouvernement refuse pour l'instant de se prononcer, tout en sachant qu'il faudrait protéger une communauté française, forte de trois mille personnes. Il le ferait alors en s'efforçant de ne pas porter atteinte à ce principe de non-ingérence qu'il se fait un devoir d'appliquer.

Ces derniers temps, dans des cas similaires, la France s'est bornée à jouer le jeu de la dissuasion. L'effet «d'annonce» serait-il le nouvel instrument de sa politique africaine? Fin novembre, elle avait espéré faire avorter le putsch au Togo en envoyant trois cents hommes au Bénin voisin... qui n'ont pas franchi la frontière. Même chose à Djibouti, où le principe d'une intervention avait été évoqué fin novembre, sans suite. A Lomé comme à Djibouti, ces demi-gestes n'ont en rien résolu les crises...

Lire nos informations page 4

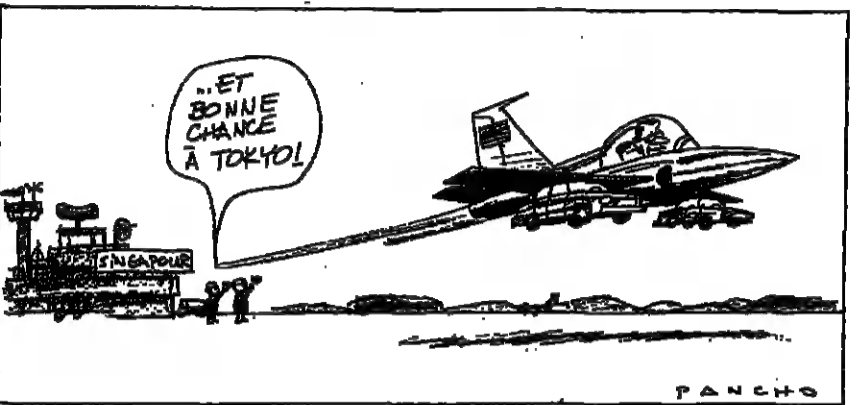
M0146 - 0106 0 - 6.00 F

pages 11 à 14

Des installations transférées des Philippines à Singapour

M. Bush veut maintenir en Asie une présence militaire «crédible»

Le président Bush a annoncé, samedi 4 janvier, à Singapour, qu'un accord de principe avait été conclu avec le gouvernement local pour le transfert dans l'île d'une partie de la base américaine de Subic-Bay, aux Philippines, ajoutant que les Etats-Unis maintiendraient en Asie une présence militaire «visible, crédible». Il a d'autre part confirmé la levée de l'embargo imposé au Cambodge depuis 1975. M. Bush devait se rendre ensuite en Corée du Sud et au Japon.



Lire nos informations page 5

Pour dénouer la crise que traverse le parti

M. Pierre Mauroy serait prêt à quitter le secrétariat du PS

M. Pierre Mauroy pourrait annoncer, lors d'une rencontre avec la presse, mardi 7 janvier, son intention de quitter le poste de premier secrétaire du PS. L'ancien premier ministre s'en est entretenu, vendredi 3 janvier, avec MM. Lionel Jospin et Louis Mermaz, cosignataires avec lui de la motion 1 présentée au congrès de Rennes en mars 1990. Il souhaiterait prendre une initiative pour trouver une issue à la crise que traverse son parti.

Lors du congrès extraordinaire du PS, du 13 au 15 décembre dernier, l'hypothèse du remplacement de M. Mauroy à la tête du Parti avait été évoquée dans les trois principaux courants. M. Laurent Fabius avait rappelé, implicitement, sa candidature à cette fonction, et indiquait en privé qu'il souhaitait qu'une décision soit prise lors d'une réunion du comité directeur, à la fin du mois de janvier. M. Michel Rocard avait avancé officiellement sa propre candidature à la direction du parti. M. Jospin s'était déclaré, pour sa part, hostile, à tout «arrangement de personnes», conclu hors des instances officielles. Après le congrès, et malgré les réticences des amis de M. Mauroy, une réunion du comité directeur avait été déci-

dée pour les 1^{er} et 2 février. A la fin de cette semaine, les discussions engagées par M. Mauroy ont visé à préparer cette réunion, au cours de laquelle le premier secrétaire sait bien que la question de son maintien à son poste sera soulevée. Le maire de Lille, qui a souvent laissé entendre qu'il considère M. Michel Delebarre comme son meilleur successeur possible, a eu l'occasion de s'en entretenir avec lui au cours des derniers jours.

Cependant, le maire de Dunkerque, ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, est actuellement engagé dans une difficile campagne électorale pour conserver au PS la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais.

Lire la suite page 6

Algérie : la chimère d'un «troisième tour»

Après le premier tour des élections législatives, plus de 340 recours en annulation ont été déposés : les adversaires du FIS sont tentés de remettre en cause son succès

ALGER de notre envoyé spécial

Chaque son tour : la veille, la rue était aux démocrates; vendredi 3 janvier, aux islamistes. A l'heure de la grande prière hebdomadaire, tout autour de la mosquée Es-Souma à Bab-el-Oued, les «frères» avaient défilé nattes ou tapis, voire de simples bouts de carton, pour écouter, assis sur le macadam, les prêches d'un «dno d'enfer» - l'enfer justement, qu'ils promettaient aux «mécréants». - MM. Abdelkader Hachemi, président du bureau exécutif du Front islamique du salut (FIS), et Abdelkader Moghni, imam du lieu et heureux élu du premier tour. Avant que les haut-

parleurs, disposés sur les terrasses des immeubles alentour, ne diffusent la bonne parole, certains «barbus» font à la va-vite leurs ablutions rituelles, tandis que des «frères quêteurs» recueillent, dans des épulettes, les dinars de la «guerre sainte». M. Hachemi monte le premier en chaire, avant de céder le micro à M. Moghni. Les deux orateurs tiendront les milliers de fidèles en haleine pendant une heure et demie, avant les prosternations traditionnelles.

A leur auditoire, ces deux bateleurs intégristes promettent l'avènement d'un califat islamique, sur le modèle de celui qui avait été instauré par les successeurs du Prophète. Egal à lui-même, M. Moghni vilipende la démocra-

tie. Il tente de répliquer à la campagne de dénigrement dont le FIS est la cible : «L'Etat islamique, ce n'est pas un agresseur; nous sommes la Lumière». Au chapitre des droits de la personne, il s'emploie à distinguer liberté et permissivité, comme on sait si bien le faire du côté du Vatican. Au-dessus de Bab-el-Oued brille le dôme argenté de Notre-Dame d'Afrique.

Cherche-t-on à s'enquérir du contenu des homélies? «Le Coran, encore le Coran, toujours le Coran!», tranche un fidèle, qui se méfie de cette curiosité malsaine. Dans la mosquée voisine An Naar (la Victoire), qui ne passe pourtant pas pour intégriste, les paroles de l'imam - effet de

contagion? - ne sont guère plus apaisantes que celles de M. Moghni : «S'il y a des Algériens qui ne sont pas musulmans, lance-t-il, qu'ils quittent le pays!»

Pendant ce temps-là, dans le quartier d'Hydra, les sept «sages» du Conseil constitutionnel s'appliquent plus prosaïquement à comptabiliser les recours en annulation, que candidats et partis ont introduits après le premier tour des élections législatives. A l'heure limite de dépôt - vendredi, à 0 heure - on en comptait 341, dont 174 signés par le seul FLN.

JACQUES DE BARRIN Lire la suite page 4

Washington «condamne fermement» Israël

L'Etat hébreu est invité à reconsidérer la mesure d'expulsion de douze Palestiniens des territoires occupés

Le capharnaüm retrouvé de Gustave Moreau Avec ses nombreux trésors, l'appartement parisien du peintre est ouvert au public

«Grand Jury RTL-Le Monde»

M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, président du conseil général des Hauts-de-Seine, est l'invité de l'émission dimanche 5 janvier à 18 h 30. Il répond aux questions d'André Fassin et d'Olivier Biffaud, du Monde, et de Dominique Penneguin et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Le sommaire complet se trouve page 21

Un point de vue du PDG de La Cinq

Non-assistance à télévision en danger

par Yves Sabouret

L'expérience de la nouvelle Cinq se conclut par une défaite. Je souhaite de toutes mes forces que cette chaîne trouve une solution pour survivre, ou revivre. Mais, pour préserver les quelques chances qui restent, il faut garder de cette triste aventure quelques souvenirs et accepter d'en tirer les leçons.

A l'automne 1990, La Cinq était déjà en proie aux pires difficultés. Après cinq années d'interférences politiques, de lourds déficits et de conflits entre actionnaires, son audience s'effondrait faute de programmes nouveaux. Son déficit cumulé atteignait près de 3 milliards de francs, ses dix premiers mois d'exploitation en 1987 s'étaient soldés par 850 millions de francs de perte, son dernier

exercice 1990 par près de 650 millions, les amendes infligées pour non-respect du cahier des charges s'élevaient à plus de 70 millions (nous les payions encore en 1991). La fin paraissait proche faute de repère. C'est dans ce contexte que le groupe Hachette, et lui seul, se porta candidat au rôle d'opérateur de la chaîne. Lors de la procédure d'examen menée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le ministre de la culture, le ministre de la communication, le président de TF1 et celui de M6 firent connaître leur hostilité à l'attribution de La Cinq au groupe Hachette.

Lire la suite page 19

PDG de La Cinq, Yves Sabouret est maire de Saint-Cast-Le-Guildo, conseiller général des Côtes-d'Armor et conseiller régional de Bretagne (div. droite).

HEURES LOCALES

Un tour de France des régions Midi-Pyrénées

Toulouse n'est plus dans Toulouse. La capitale de la région Midi-Pyrénées connaît depuis trente ans un essor sans précédent qui menace d'aggraver les disparités dans ces anciennes provinces d'Occitanie, imprégnées de ruralité. Les mutations sociales et économiques qui en résultent tuent les mythes politiques sur lesquels s'était fondé l'empire des radicaux de gauche représentés par la toute-puissante Dépêche du Midi.

Lire page 16 et 17

l'enquête d'ALAIN ROLLAT

CHRONOLOGIE

Quatre pages spéciales consacrées aux principaux événements de 1991.

pages 11 à 14

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Janvier 1992

Premier dossier

Les Jeux olympiques d'hiver

Formidable enjeu pour la Savoie, les Jeux olympiques d'hiver ont été l'occasion d'un épique marathon financier, et on n'est pas encore... au bout des comptes. Les difficultés ne doivent cependant pas faire oublier l'idéal olympique et la beauté du spectacle.

Second dossier

Les PME-PMI

Les PME-PMI occupent une place prépondérante dans le tissu industriel français. Souvent dynamiques et créatrices d'emplois, elles rencontrent de nombreux problèmes que le plan lancé à la rentrée par le premier ministre devrait aider à résoudre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUCONNIER
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.906 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot-Deraillet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 44-44-71. Société filiale
de la SARL Le Monde et de M. Jacques Lesourne

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Clément
94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-0337
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-25-23

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE
ou 36-15 - Types LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS tarif normal CDE
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal :
Localité :
Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP. Para RP 201MQR01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Fregier
directeur de la rédaction
Jacques Gula
directeur de la gestion
Manuel Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Gail
(départé au directeur
de la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Fereczi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Favier (1969-1982)
André Lauener (1982-1986)
André Fontaine (1986-1991)

DATES

Il y a quatre-vingts ans

Sun Yat-sen fonde la République chinoise

EN ce 1^{er} janvier 1912, quand Sun Yat-sen proclama à Nankin - la capitale du Sud - la République, le vieux révolutionnaire qui combat la dynastie des Qing (Tsing) depuis deux décennies semble proche de réaliser son rêve de créer une Chine nouvelle sur les débris d'un empire pourrisant. Les hommes qui s'étaient soulevés le 10 octobre contre la « tyrannie usurpatrice » des Mandchous viennent de le porter à la présidence du nouvel État. En cette période d'euphorie et d'espoir, ce patriote longtemps contraint à l'exil, où il a personifié la lutte du peuple chinois pour le progrès et la démocratie, peut revêtir les uniformes galonnés et emplumés qu'il affectionne tout comme le strict costume noir et le chapeau melon.

Tout n'est cependant pas facile pour les révolutionnaires. Sun n'est en effet que le chef d'un gouvernement provisoire qui contrôle seulement quelques provinces de la Chine centrale. Le Fils du Ciel n'a pas encore abdiqué : Pu Yi, « le dernier empereur », continue officiellement de régner sur les quatre points cardinaux du fond de la Cité interdite de Pékin - la capitale du Nord - même si ce gamin qui n'est, et ne sera jamais qu'un hochet de l'histoire, n'a pas même six ans... Et surtout, l'homme dont les révolutionnaires attendent tout, le pire s'il les rejoint, le général Yuan Shikai, fait attendre sa décision.

Ce n'est que le 12 février, cinq jours après qu'il a eu six ans, que Pu Yi appose enfin le sceau du Dragon sur le rescrit mettant fin à la plus ancienne monarchie de l'histoire. Mais, s'il le fait, c'est que Yuan Shikai, le général ambitieux qui avait déjà trahi les réformateurs de 1898 au profit de l'impératrice douairière Tseu-Hi, a fait son choix. Appelé une nouvelle fois à la rescousse de l'empire, il a après une démonstration de force destinée à obtenir plus de concessions des révolutionnaires, lâché une dynastie que les puissances étrangères avaient abandonnée à son triste sort.

Les ambitions de Yuan Shikai

Unis sur le seul programme négatif de détruire l'empire et de chasser les Mandchous, les républicains sont divisés sur tout le reste. Même si le groupe le plus cohérent est celui formé autour de Sun et de sa Ligue jurée (Tongmenhui), fondée sur un programme vague, dit du Triple déisme (« Les trois principes du peuple » ou « Sanmin-zhuyi ») : nationalisme, démocratie et bien-être du peuple. Incapables d'unir le pays, voire de s'unir entre eux, ils ont dès le début d'une insurrection dans la ville de Wuchang, qui ne semblait pas plus sérieuse et digne de succès que les précédentes mais qui a réussi presque par accident, fait appel au puissant général. Qui ne les a pas découragés, bien au contraire, mais qui, ils ne le découvriront que trop vite, a encore plus d'ambition que tous les révolutionnaires réunis.

L'empire tombé comme un fruit trop mûr sous les dérisoires coups de boutoir de quelques bataillons révoltés, Yuan Shikai sent son heure venue. Il obtient des révolutionnaires pratiquement tout ce qu'il voulait, en échange de son acceptation de la coquille vide d'un régime républicain. Sun qui - par idéalisme et naïveté, a sous-estimé la pesanteur du conservatisme - a promis de s'effacer au nom de l'unité nationale. Il démissionne six semaines à peine après son élection pour être chargé de moderniser les chemins de fer. Constitution et Parlement ne pèsent d'aucun poids face au pouvoir appuyé par les armes du nouvel homme fort. D'autant que ce dernier a obtenu, à l'aide de ruses et de promesses, de gouverner de Pékin, capitale impériale et foyer du conservatisme, et non de Nankin.

C'est ainsi que, le 10 mars 1912, Yuan Shikai devient président en titre. La corruption, les menaces, et même l'assassinat ont rapidement raison des plus déterminés qui continuent de croire à leurs principes. Sun Yat-sen est bientôt contraint à un nouvel exil. La « Seconde révolution » de 1913, après que Yuan Shikai ait montré qu'il ne faisait aucun cas d'une Assemblée élue dominée par le Kuomintang - Parti nationaliste successeur de la Ligue jurée - ne sera qu'un feu de paille.

Le soutien dont les révolutionnaires avaient bénéficié en 1911 a

disparu, avec les illusions. Progrès, démocratie, indépendance paraissent toujours aussi lointains. Les intellectuels qui rêvaient de mettre fin à l'humiliation de l'« homme malade de l'Asie » sont déçus, comme le sont les étudiants, à la recherche de ce qu'ils appellent « M.M. Démocratie et Science ». Quant à la bourgeoisie nationale, elle est avant tout désireuse de faire du pays une puissance économique.

secouer le carcan du vieux monde. Ils ont lu les philosophes, tels l'Anglais Bertrand Russell ou l'Américain John Dewey, dont l'influence en Chine est considérable. Déçus par le lâchage d'un Occident dans lequel ils avaient puisé les idées modernistes et où ils avaient cru voir le modèle à imiter pour sortir la Chine de l'ornière, ils se tournent vers la toute nouvelle URSS, symbole de la libération des peuples, et le marxisme, idéologie à la

revue *Nouvelle Jeunesse* (*Xin Xin-nian*), qui appelle à la lutte contre Confucius, avant de faire connaître les idées de Marx et d'Engels. Son collègue Li Dazhao appelle la jeunesse à « déchirer le fillet de l'histoire passée et à détruire la prison des idées anciennes ». Pour « sauver le pays », il importe d'« abattre la boutique de Confucius », de se débarrasser des vieilles coutumes, symbole d'un passé rejeté en bloc, de libérer les femmes, d'aller dans

Chine. Après s'en être pris aux « laquais » de Tokyo au pouvoir, ils lancent une campagne de boycottage des produits nippons, qui rencontre un immense succès chez les ouvriers comme parmi les commerçants saisis dans le tourbillon du nationalisme. Le 4 mai 1919, « le jour où Confucius est mort », sera considéré comme le symbole de la naissance de la Chine contemporaine, plus que le 10 octobre 1911, qui reste la fête officielle du régime nationaliste de Taïwan.

Deux ans plus tard, en juillet 1921, quelques intellectuels prestigieux et un obscur aide-bibliothécaire du nom de Mao Zedong fondent à Shanghai le PC chinois. Au cours du quart de siècle qui suit, il est à la pointe des luttes sociales et « patriotiques », soutenant les étudiants qui manifestent contre les Anglais après l'incident du 30 mai 1925 à Shanghai (qui sera suivi d'une grève longue de seize mois à Hongkong), ou contre l'invasion japonaise le 9 décembre 1935.

Ce sont les héritiers de ces étudiants prêts à braver les fusts des seigneurs de la guerre ou du Kuomintang qui se sont dressés au printemps 1989 place Tiananmen, toujours au nom de la démocratie, contre des communistes parvenus au pouvoir quarante ans plus tôt. Cette fois, le PC est devenu le symbole du passé et de la répression face à ces jeunes qui, comme leurs aînés, exigent l'ouverture du pays aux idées venues du reste du monde.

Dans les années 20, Deng Xiaoping - qui avait sept ans le 1^{er} janvier 1912 - était dans la rue avec les jeunes de son âge. C'est pourtant lui qui, il y a deux ans, a fait ouvrir le feu contre les étudiants. En Chine, la République a quatre-vingts ans, mais elle est encore loin de s'identifier au progrès et à la liberté ; le vieux despotisme a seulement changé de visage.

PATRICE DE BEER

Lire

► La Chine 2 : de la guerre franco-chinoise à la fondation du Parti communiste chinois, 1895/1921, de Marianne Baud, Marie-Claire Bergère et Jean Chesneaux, Collection « Histoire contemporaine », Hachette Université, 224 p., 1972.

► *Republican China* (China Reading 2), textes présentés par Franz Schurmann et Orville Schell, Pelicon Books, éd. Penguin, 390 p., Londres 1987.

► *La Révolution de 1911*, de Wu Yu-chang, Éditions en langues étrangères de Pékin, 148 p., 1983.

► *La Guerre civile en Chine, 1919-1949*, de Patrice de Beer, Castelman, 300 p., 1989.



Sun Yat-sen et sa femme

Les puissances, Japon et Grande-Bretagne en tête, soutiennent Yuan Shikai au nom de la stabilité et d'un conservatisme qui leur fait voir en Sun Yat-sen un dangereux agitateur, alors que, pour convaincre, ce dernier a mis des bâtons à tout ce qui, dans son programme, pouvait inquiéter.

La première « révolution culturelle »

Et pourtant, la Chine a changé. Les Puissances peuvent toujours lui dicter sa conduite, l'anarchie et la misère y prendre des proportions catastrophiques, une page a bel et bien été tournée par la première génération de Chinois éduqués à l'étranger, au Japon, aux États-Unis ou en Europe. Yuan Shikai sera le premier à l'apprendre à ses dépens. Une fois son pouvoir assuré avec l'aide des éléments les plus conservateurs et corrompus, il croit le moment venu de réaliser son rêve de fonder une nouvelle dynastie. Il place ses pions les uns après les autres, célébrant tout d'abord, fin 1914, les rites traditionnels confucéens. Un an plus tard, il fait voter la restauration de l'empire. A sa grande surprise, l'opposition est immédiate et quasi unanime. Le 22 mars 1916, il est contraint d'abolir l'empire avant de s'éteindre, le 6 juin.

La Chine sombre alors dans l'une des périodes les plus noires de son histoire, celle des Seigneurs de la guerre qui se taillent à coups de canon des fiefs avant de les mettre en coupe réglée, manipulés par les Japonais qui veulent faire de la Chine, ou de ses lambeaux les plus vulnérables, un protectorat nippon. L'empire millénaire est au bord de l'effondrement. Mais c'est au même moment qu'éclate la première « révolution culturelle » chinoise du vingtième siècle, avec le Mouvement du 4 mai 1919.

Le vieux despotisme

Pétris de patriotisme et d'idées étrangères, les des humiliations, les étudiants, souvent issus de l'intelligentsia ou des nouveaux milieux d'affaires de province, veulent

fois révolutionnaire et occidentale. Le communisme, c'est, pense-t-on alors, l'avenir.

C'est l'époque où les idées les plus radicales sont permises. L'écrivain Hu Shi, revenu d'Amérique, part en guerre contre les « ismes » et fait adopter la langue parlée, compréhensible par tous, comme langue nationale, au lieu d'un chinois classique réservé aux lettrés, permettant l'éclosion d'une nouvelle et très riche littérature.

L'universitaire Chen Duxiu, futur fondateur du PC, crée la

les campagnes porter la bonne parole aux paysans, de partager le sort des ouvriers. C'est le programme « travail-études », qui permettra, entre autres, à Zhou Enlai et Deng Xiaoping de découvrir le marxisme en France.

Le Mouvement du 4 mai explose dans les rues de Pékin au lendemain de la grande guerre, quand les étudiants découvrent que le traité de Versailles, en attribuant aux « nations japonaises » les anciennes concessions allemandes, foule aux pieds les droits et la dignité de la

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

CHARLES PASQUA

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON
ET OLIVIER BIFFAUD (LE MONDE)
DOMINIQUE PENNEQUIN
ET ISABELLE TORRE (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

Le Monde • Dimanche 5 - Lundi 6 janvier 1992 3

chinoise

YUGOSLAVIE : après un nouvel accord de cessez-le-feu

Les combats se sont apaisés en Croatie

Après une journée de violents affrontements, les combats entre forces croates et unités de l'armée serbo-fédérale se sont apaisés, vendredi soir 3 janvier, en Croatie, où un nouvel accord de cessez-le-feu - le quinzième depuis le début des hostilités, il y a six mois - a été conclu jeudi, parallèlement à l'adoption par Belgrade et Zagreb d'un plan de déploiement de «casques bleus» dans les zones de guerre.

Après avoir obtenu des belligérants cette trêve - sur le papier - dont l'entrée en vigueur était prévue pour vendredi à 18 heures, l'émissaire spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, a quitté Belgrade et fait étape au Portugal (président en exercice de la CEE depuis le 1^{er} janvier) avant de regagner les Etats-Unis pour rendre compte de sa mission au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. Lord Carrington, président de la conférence européenne sur la Yougoslavie, qui a rencontré M. Vance à Lisbonne, a, de son côté, annoncé qu'il convoquerait une nouvelle session de la conférence à Bruxelles la semaine prochaine. Selon le ministre portugais des affaires étrangères, les

travaux, qui ont débuté en septembre dernier à La Haye, reprendront le 9 janvier.

Les heures qui ont précédé l'entrée en vigueur de la trêve ont été marquées par de violents combats. Selon Radio-Zagreb, l'aviation yougoslave a bombardé à la roquette la ville de Zadar (sur la côte adriatique) pour le sixième jour consécutif et touché des positions croates proches de Daruvar, en Slavonie occidentale.

Congrès pour une «nouvelle Yougoslavie»

Selon la radio, plus de 700 obus se sont abattus sur Nova-Gradiska (Slavonie occidentale, dans le centre de la Croatie). L'armée a également pilonné des positions près de Sibenik, en Dalmatie. L'agence Tanjug de Belgrade a, quant à elle, affirmé que les forces fédérales avaient repoussé des offensives de la garde nationale croate près de Daruvar et Pakrac. Mais, sur plusieurs fronts, les armes se sont tuées quelques minutes avant 18 heures. A Zagreb, la capitale croate, les tirs de la DCA ont pris fin à la même heure. Les hostilités ont également cessé à Zadar et Sibenik ainsi qu'à Osijek, où les combats ont fait trois morts, et à Vinkovci, dans l'est de la Croatie.

L'armée serbo-fédérale a toutefois accusé les forces croates de

violer le cessez-le-feu, qui paraissait néanmoins tenir samedi au début de la nuit. On a de nombreux points de Croatie soumis depuis des mois aux pilonnages aériens, terrestres et navals. L'agence Tanjug a cité un communiqué de l'armée de l'air selon lequel des gardes nationaux croates ont attaqué au lance-roquettes l'aéroport de Zemunik, près de Zadar, vingt-cinq minutes après le début de la trêve. Les militaires yougoslaves ont également accusé les forces croates d'avoir attaqué des positions de l'armée en Slavonie occidentale, autour de Novska, Lipik, Pakrac et Kamensko, en mobilisant pièces d'artillerie, unités d'infanterie et chars.

Avant son départ, M. Vance a rappelé que le respect de la trêve était une condition préalable au déploiement de «casques bleus» en Croatie, en soulignant que la décision revenait aux Yougoslaves. Malgré la poursuite des combats dans la journée, le général croate Imra Agotic a estimé que la trêve conclue jeudi à Sarajevo (capitale de la Bosnie-Herzégovine) avait de bonnes chances de tenir car, a-t-il dit, «tout le monde comprend désormais que la guerre ne sert à rien».

Contraint par l'optimisme, l'un des dirigeants de la Krajina, enclave serbe de Croatie, a affirmé que ses partisans ne déposeraient

pas les armes et s'opposeraient au déploiement de «casques bleus» dans leur région. Dans l'entourage de l'ancien secrétaire d'Etat américain, on indiquait que celui-ci jugerait «dans quelques jours ou semaines» au plus tard si le cessez-le-feu était assez solide pour recommander l'envoi en Croatie d'une force de quelque 10 000 «casques bleus».

A Belgrade, les représentants de mouvements panserbes - quelque 160 partis, organisations et associations culturelles - se sont réunis en congrès pour jeter les bases d'une «nouvelle Yougoslavie» formée de la Serbie et du Monténégro ainsi que des zones de Croatie et de Bosnie-Herzégovine sous contrôle serbe. Appuyé par le Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir en Serbie, mais boycotté par les principaux mouvements d'opposition serbes, ce congrès a adopté, vendredi soir, une proclamation prévoyant la formation d'une «Assemblée constituante» ainsi que l'élaboration d'une nouvelle Constitution et d'une loi électorale selon Tanjug. Le document prône «la consolidation et la continuité de la Yougoslavie dans de nouvelles frontières» et sa transformation en une communauté «démocratique et fédérale». - (AFP, Reuters)

GÉORGIE

Une manifestation de soutien au président Gamsakhourdia a été brutalement dispersée

Deux personnes ont été tuées et plusieurs blessées, vendredi 3 janvier à Tbilissi, lors d'une manifestation de soutien au président géorgien Zviad Gamsakhourdia, assiégé dans le bâtiment du Parlement depuis le 22 décembre. Mille à deux mille manifestants s'étaient rassemblés en début d'après-midi à la périphérie de la ville à l'appel des partisans de M. Gamsakhourdia.

C'est lorsque la foule scandait des slogans dénonçant «le fascisme» de l'opposition armée qu'un groupe d'hommes armés, portant des casques, a commencé à tirer pour disperser le rassemblement. Un jeune homme a été tué d'une balle dans la tête et plusieurs autres personnes ont été blessées. Les manifestants se sont alors emparés de trois des agresseurs pour les lyncher; l'un a été battu à mort par la foule en colère. Un peu plus tard, des fusillades ont repris au centre de Tbilissi, après presque deux jours de relative accalmie. Les combats se sont même étendus à des quartiers jusque-là épargnés par les affrontements. Durant toute la journée de vendredi, les différentes par-

ties de l'opposition ont mené des négociations pour mettre sur pied le gouvernement provisoire de coalition annoncé la veille. Les représentants des partis politiques opposés à la «dictature» du président Gamsakhourdia ont formé, vendredi, un «Comité consultatif» chargé d'organiser des élections législatives, tandis que l'ancien premier ministre, M. Tengiz Sigua, commençait à former le gouvernement provisoire de coalition en nommant un procureur et un ministre de l'intérieur. Le Conseil militaire qui a déclaré, jeudi, avoir pris le pouvoir, a instauré l'état d'urgence dans tout le pays et un couvre-feu à Tbilissi.

Selon l'agence Tass, une délégation arménienne est arrivée à Tbilissi pour tenter de jouer un rôle de médiation entre les belligérants. La Tchétchénie, République voisine de la Géorgie, a pour sa part, décidé de créer une force d'interposition du Caucase pour venir en aide au président Gamsakhourdia. Ce dernier, qui refuse toujours de démissionner, estime que l'opposition se comporte comme «les putschistes» qui ont tenté de renverser le président Gorbatchev. Le chef de l'Etat géorgien accuse également ses adversaires d'être soutenus par Moscou. - (AFP, Reuters, Tass)

ALLEMAGNE : l'ouverture des archives de l'ancienne police politique de l'Est

Des milliers de victimes de la Stasi veulent consulter leurs dossiers

Depuis le 1^{er} janvier, les dossiers de la Stasi, la police politique de l'ex-RDA, peuvent être consultés par les anciens victimes de ses activités. Dès le 2 janvier, près de 3 000 demandes ont été déposées dans la seule ville de Berlin. Une dizaine de personnalités connues ont pu consulter immédiatement leurs dossiers - qui comptent souvent des centaines, voire des milliers de feuilles - et découvrir les noms de leurs dénonciateurs.

D'autre part, l'ancien chef des services de renseignement est-allemand, M. Markus Wolf, affirme dans un entretien publié, samedi, par le Figaro : «Je me sens moralement responsable de tous les actes infâmes de la Stasi. Dans ce sens, il est certain que j'ai une responsabilité pour ce qui s'est passé aux frontières (les tirs contre les fuyards, NDLR). Ce qui s'est passé chez nous était beaucoup plus courant sur toutes les frontières des Etats socialistes. Ce qui n'excuse rien mais mérite d'être dit. Néanmoins, M. Wolf affirme : «Je n'ai jamais causé la mort d'un seul homme.»

L'ancien «maitre espion», qui indique que M. Mikhail Gorbatchev n'est plus son «idole» mais «l'a été longtemps», affirme, à propos du rôle de l'ancien président soviétique dans la chute du mur de Berlin : «Je ne pense pas qu'il ait su quand s'écroulerait le mur de Berlin.» Selon M. Markus Wolf, le «châsser de la mort» qu'il a donné à M. Erich Honecker, le 7 octobre 1989, a seulement permis à un fruit mûr de tomber de l'arbre : «C'est vrai que beaucoup de monde au Politburo, y compris M. Erich Mielke, le patron de la Stasi, souhaitait le départ de M. Honecker. Le fait que M. Gorbatchev ait retiré son soutien au président de la RDA fut simplement le coup de grâce.» M. Markus Wolf affirme également que le physicien allemand Rolf Döbertin, chercheur au CNRS, qui vient d'être acquitté de l'accusation d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère (le Monde daté 1-2 décembre 1990), était bien l'un de ses «deux ou trois» meilleurs agents dans l'Hexagone. M. Wolf précise : «Il est arrivé muni

de sa propre identité avec une série d'étudiants que nous contrôlions et qui avaient été orientés vers les secteurs sensibles : la nucléaire, l'électronique, la construction aéronautique, les missiles. Notre zone de prédilection était la technologie militaire. Döbertin est arrivé en France dans des conditions délicates à expliquer. Il s'est dirigé vers l'énergie nucléaire, dans le secteur civil, c'est vrai. Mais il était un homme important. Lorsqu'il fut trahi en 1979, il n'était plus très actif. Il avait perdu beaucoup de son importance.»

■ IRLANDE DU NORD : un catholique première victime de la violence en 1992. - Un catholique a été tué par balles, un autre homme grièvement blessé, et une fillette légèrement atteinte par un ou plusieurs tireurs, vendredi 3 janvier, dans une boucherie du village de Moy, au centre de l'Irlande du Nord. Avant Noël, un protestant avait été tué dans le même village. - (AFP)

ESPAGNE

Grève générale des mineurs asturiens

Les mineurs de la région espagnole des Asturies ont observé une grève générale de quarante-huit heures, jeudi 2 et vendredi 3 janvier, comme ils l'avaient fait après Noël (le Monde du 28 décembre 1991) en solidarité avec les mineurs de la compagnie asturienne Hunosa, qui terminent, eux, leur deuxième semaine de grève, pour protester contre le plan de restructuration de l'entreprise, qui prévoit des milliers de suppressions d'emplois d'ici à 1993.

Vendredi, une grève a paralysé l'ensemble des activités des vallées du Caudal et du Nalon, où est implantée Hunosa. Le même jour, des incidents avec la police ont éclaté à la fin d'une manifestation dans la ville de Mieres et trente-six syndicalistes qui s'étaient enfermés depuis le 23 décembre au fond d'un puits sont remontés à la surface. - (AFP)

■ RUSSIE : établissement de relations diplomatiques avec Washington. - Les Etats-Unis ont établi des relations diplomatiques avec la Russie et espèrent faire de même avec cinq autres républiques de l'ancienne URSS. - L'Ukraine, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan et le Kirghizistan. - a annoncé, vendredi 3 janvier, le Département d'Etat américain. La Russie a annoncé de son côté qu'elle avait été reconnue comme Etat indépendant par 105 pays. - (Reuters)

■ Le Musée Marx-et-Engels de Moscou remis à la noblesse. - La Mairie de Moscou a décidé, vendredi 3 janvier, d'attribuer le Musée Marx-et-Engels à l'Union des descendants de la noblesse russe, a annoncé l'agence Tass. Le musée, situé dans une demeure du centre historique de Moscou ayant appartenu avant la révolution de 1917 aux comtes Dolgorouki, doit être transformé en bibliothèque et en musée par l'Union des descendants de la noblesse, qui entend célébrer avec faste, en 1993, le 125^e anniversaire de la naissance du dernier tsar, Nicolas II. - (AFP)

■ OUBÉKISTAN : établissement de relations diplomatiques et économiques avec la Chine. - L'Ouzbékistan et la Chine ont établi, vendredi 3 janvier, des relations diplomatiques, a rapporté l'agence Chine nouvelle. L'Ouzbékistan est la première des Républiques de l'ex-URSS à établir des relations formelles avec la

Chine, qui a reconnu toutes les Républiques de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) et la Géorgie. Les deux pays ont également signé un accord de coopération économique. - (AFP)

■ AZERBAÏDJAN : l'Iran transforme son consulat en ambassade. - L'Iran va transformer son consulat à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, en ambassade, a rapporté jeudi 2 janvier, l'agence iranienne IRNA. Téhéran est également prêt à ouvrir une ambassade à Achikabad, capitale du Turkménistan. Le vice-ministre iranien des affaires étrangères a quitté Téhéran pour Bakou pour assister à l'inauguration de l'ambassade. L'Iran a soutenu l'entrée de l'Azerbaïdjan dans l'Organisation de la conférence islamique (OCI). - (AFP)

■ Le Kazakhstan demande son admission à l'ONU. - Le Kazakhstan a demandé son admission aux Nations unies, a indiqué, vendredi 3 janvier, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à l'ONU. Cette requête, soutenue par la Russie, devrait être examinée la semaine prochaine par le Conseil de sécurité. Elle devra être approuvée par les deux tiers des membres de l'Assemblée générale. Il est probable que toutes les Républiques de l'ancienne URSS présenteront sous peu de telles demandes. La Russie occupe le siège de l'ex-URSS. L'Ukraine et la Biélorussie disposent d'un siège depuis la création des Nations unies. - (Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

BURUNDI

Les affrontements de novembre ont fait des centaines de morts

Le ministre de l'intérieur, M. Libéré Bararuyaratsa, a assuré, vendredi 3 janvier, à Bujumbura, que «le calme» était «revenu» dans le pays, théâtre de violents affrontements, en novembre, entre les forces de sécurité et les maquisards du Parti de libération du peuple hutu (Palipe-hutu). Ces combats ont fait 551 morts, a-t-il précisé.

En donnant ce nouveau bilan - les autorités parlaient, jusque-là, de 300 à 400 morts - M. Bararuyaratsa a indiqué que les victimes avaient été massacrées par les rebelles. Les réfugiés, qui avaient fui vers le Rwanda voisin, commencent à revenir, a-t-il également affirmé. Le Rwanda avait avancé le chiffre de 10 000 réfugiés, accueillis sur son territoire.

Ces déclarations apaisantes ont été contredites, à Bruxelles, par un professeur belge, M. Filip Reyntjens, de retour du Burundi. Selon ce militant des droits de l'homme, au moins 3 000 Burundais ont péri, ces dernières semaines, lors de représailles, perpétrées par l'armée gouvernementale. M. Reyntjens a estimé à environ 2 000 le nombre des victimes dans les seules régions où l'enquête a pu être menée, et a cité celui de 1 000 morts, avancé par des «témoins», dans le reste du pays. - (Reuters)

CAMBODGE

Controverse sur la libération de détenus politiques

La libération de quatre cents prisonniers politiques par le régime de Phnom-Penh a été annoncée vendredi 3 janvier, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le chef de la mission des Nations unies ayant refusé d'y apporter leur caution, car elle ne respectait pas les modalités prévues par l'article 21 de l'accord de paix de Paris. M. Jean-Jacques Fressard, représentant du CICR, a déclaré : «Je suis très heureux qu'ils libèrent des gens, mais ils ne devraient pas nous utiliser pour cacher le fait qu'encre plus de gens restent emprisonnés. S'ils veulent organiser un spectacle, c'est leur droit, mais je ne veux pas y faire de la figuration.» On ne connaît pas le nombre exact des prisonniers politiques détenus par Phnom-Penh, bien que l'agence officielle SPK ait fourni récemment le chiffre de mille deux cent soixante, a-t-il ajouté : «Je ne sais même pas combien de personnes ont été arrêtées au cours des manifestations du mois dernier, ni combien ont été relâchées. Je ne pourrais le dire que si nous étions autorisés à visiter les prisons.»

Par ailleurs, une délégation parlementaire française, dirigée par M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, est arrivée, samedi 4 décembre, à Phnom-Penh. Les députés devraient rencontrer le premier ministre Hun Sen et le prince Sihanouk. - (UPI, AFP)

GRANDE-BRETAGNE : selon des archives rendues publiques

Il y a trente ans, Harold Macmillan redoutait l'influence française dans le Marché commun

L'histoire se répète parfois, comme en témoigne la publication, à l'expiration du délai légal, d'une partie du compte rendu des réunions du gouvernement britannique, il y a trente ans. En 1961, celui que ses biographes ont dépeint comme un européen convaincu, l'ancien premier ministre Harold Macmillan, avait tenté d'obtenir l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Il avait dû à l'époque affronter la révolte d'un groupe de trente députés conservateurs opposés à un projet qui allait «brader la souveraineté britannique», soit une situation étrangement analogue à celle dans laquelle se trouvait M. John Major à la veille du sommet européen de Maastricht.

LONDRES

de notre correspondant

«En pesant les avantages, avait souligné Macmillan, il est dans notre intérêt d'adhérer, mais seulement aux conditions qui sont politiquement et économiquement tolérables pour

nous.» C'est, presque mot pour mot, le discours qu'a tenu récemment M. John Major, lors d'un débat aux Communes, pour tenter de convaincre les «euro-sceptiques» de son parti d'accepter le traité sur l'union économique et monétaire. Mais la tentative de Macmillan, qui suscita l'hostilité d'autres pays européens a priori sceptiques quant à la volonté communautaire de Londres, fut vaine. Elle se heurta au veto du général de Gaulle, qui avait probablement deviné que les intentions britanniques n'étaient pas innocentes.

Selon ces documents, dont le contenu est aujourd'hui divulgué à l'issue de la prescription de trente ans imposée aux documents officiels, Macmillan et ses ministres avaient surtout peur que la France ne prenne la direction d'une Europe unie et qu'elle ne devienne ainsi plus puissante, notamment sur le plan économique, que la Grande-Bretagne, associée aux Etats-Unis et aux pays du Commonwealth. «Si nous restons à l'écart, avait souligné le premier ministre, nous pourrions nous retrouver dans une position de faiblesse croissante. L'Europe sous la conduite de la France (...) serait une menace contre la position politique de la Grande-Bretagne.»

Macmillan avait ajouté que le Royaume-Uni devait servir de pont entre le Marché commun et l'Amérique.

L'ancien premier ministre avait même envisagé d'«acheter» l'entrée de son pays dans le Marché commun en offrant à la France de partager avec elle les secrets de la bombe atomique britannique (1) «C'est la seule chose qui persuaderait de Gaulle d'accepter un règlement européen», écrivait Macmillan, pas simplement dans le domaine économique (...), mais dans le cadre d'une association globale des Britanniques avec d'autres gouvernements, dans un système confédéral. De Gaulle, ajoutait Macmillan, «avait que la France soit reconnue comme une grande puissance, au moins égale à la Grande-Bretagne, il se méfia des Anglo-Saxons». «Par un étrange paradoxe, poursuivait l'ancien premier ministre, si de Gaulle devait disparaître, un compromis pourrait être encore plus difficile (...), des Français timorés chercheraient refuge dans un Etat européen fédéral. Si difficile que soit de Gaulle, sa vision de la structure politique adéquate (confédération et non fédération) est réellement plus proche de la nôtre.»

Pour une part, la volonté britannique d'entrer - à l'époque -

coûte que coûte dans l'Europe semble avoir été activement soutenue par les Etats-Unis. Le président Kennedy était préoccupé par le fait que la France ait refusé de prendre toute sa part de responsabilité dans l'OTAN, et le premier ministre britannique avait demandé au président américain d'intercéder en faveur de Londres auprès du général de Gaulle. Paine perdue, celui-ci, selon les propos de Kennedy rapportés par Macmillan, n'avait «aucun souhait que ce soit» de voir l'Europe s'ouvrir aux Britanniques. Londres s'étant nettement rapproché de Washington sur le plan militaire, en 1962, l'année suivante, le «non» du général de Gaulle fut exprimé sans appel.

Ce veto français dura longtemps : une deuxième tentative, cette fois lancée par Harold Wilson quelques années plus tard, se solda par un résultat analogue, et ce n'est seulement le 1^{er} janvier 1973 que le gouvernement de M. Edward Heath obtint l'adhésion de la Grande-Bretagne.

LAURENT ZECCHINI

(1) La Grande-Bretagne a procédé à un premier essai nucléaire en 1952, la France en 1960.

AFRIQUE

KENYA : en dissolvant le Parlement

Le président arap Moi ouvre la voie à des élections pluralistes

Le vent de démocratisation, qui souffle sur le continent depuis bientôt trois ans, a longtemps paru « égaré » par les pays de l'Afrique de l'Est. Faut-il voir, dans ce regain apparent, une part de l'héritage du passé colonial britannique ? Fragilisé par d'innombrables guerres civiles (particulièrement meurtrières en Somalie et en Éthiopie) et sujet à des accès de fièvre tribale impressionnants (au Burundi et au Rwanda, notamment), l'Afrique orientale aura mis, en tout cas, plus de temps que l'Afrique occidentale à s'orienter vers le changement politique. Les bouleversements spectaculaires qui s'opèrent au Kenya semblent devoir sonner le glas de cet immobilisme.

Les bailleurs de fonds étrangers, il est vrai, n'auront pas pris de gants pour faire connaître à Nairobi le fond de leur pensée. En novembre, le gouvernement kenyan s'était vu accorder un délai de six mois, pour mettre en œuvre des réformes économiques et politiques – faute de quoi, l'avis-on prévenait, aucune aide financière ne serait versée en 1992. Du concept « doux » de « prime à la démocratie », on passait à celui, net-

tement plus « dur », d'« amende à l'autoritarisme prolongé ».

Le régime du président Daniel arap Moi, sensible à l'argument, a aussitôt lâché du lest. Comment aurait-il pu en être autrement ? Contesté de plus en plus bruyamment par les puissantes tribus luo et kikouyou, rabroué par les États-Unis et par certains pays scandinaves, le chef de l'État ne disposait que d'une marge de manœuvre extrêmement limitée. Le 11 décembre, le Parlement votait l'abrogation de l'amendement constitutionnel, qui faisait du Kenya un État à parti unique.

Signal

de la débâcle

Le coup de semonce des occidentaux est survenu au moment même – coïncidence ? – où plusieurs barons du régime, dont le ministre de l'énergie, M. Nicholas Biwott, étaient publiquement mis en cause et accusés de corruption, à l'occasion de l'enquête sur le meurtre de l'ancien ministre des affaires étrangères, Robert Ouko, mystérieusement assassiné en février 1990. La presse

kenyane, jusque là sévèrement tenue en laisse, s'est aussitôt engouffrée dans la brèche.

L'instauration du multipartisme a également donné des ailes aux « vieux routiers » de la politique, hauts responsables de la Kenyan Africa National Union (KANU, ex-parti unique) ou du gouvernement. Le luo Peter Oloo Aringo, ancien pilier de la KANU et ministre de l'emploi, puis le kikouyou Mwai Kibaki, ancien vice-président du Kenya, que le président arap Moi avait « rétrogradé » au poste de ministre de la santé, ont tous les deux claqué la porte avec éclat, donnant le signal de la débâcle.

Depuis le rétablissement du multipartisme, les autorités ont légalisé le Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), fondé par les chefs de file de l'opposition luo. Cette dernière jouit d'une grande popularité, en raison de sa position de « pionnière de la contestation ». En effet, c'est en pays luo, dans l'ouest du Kenya, qu'avait éclaté, en février 1990, à l'occasion de l'enterrement de M. Robert Ouko, les premières émeutes contre le régime.

Mais la communauté kikouyou semble bien décidée à ne pas être en reste. M. Kibaki devrait ainsi annoncer, en début de semaine prochaine, la création de son propre mouvement, le Parti démocratique du Kenya (PDK). Bien que la date officielle des élections générales n'ait pas encore été fixée, chacun fourbit ses armes. Le chef de l'État est désormais tenu dans la boue. M. Kibaki, très en vogue, le qualifie publiquement de « dictateur », la presse indépendante la somme, en gros titres à la une, de « voler sa place ».

L'origine kalenjin de M. arap Moi, qui avait d'abord représenté un atout, est désormais un handicap. L'éthnie des Kalenjins, minuscule tribu de l'ouest, n'a guère de chance de faire le poids, face aux kikouyou et luo. Le chef de l'État, au pouvoir depuis octobre 1978, en est vraisemblablement conscient. Privé de l'appui de la KANU, lâché par ses ministres, il a, sans un mot de commentaire, annoncé, vendredi 3 janvier, la dissolution du Parlement, ouvrant ainsi la voie aux premières élections pluralistes.

CATHERINE SIMON

AMÉRIQUES

SALVADOR

Une amnistie générale sera proclamée après le cessez-le-feu

Le ministre salvadorien de la présidence, M. Oscar Santamaría, a affirmé, vendredi 3 janvier à San Salvador, que son gouvernement décrèterait une amnistie générale, après le cessez-le-feu qui doit entrer en vigueur le 1^{er} février. Cette mesure vise à permettre la réinsertion des rebelles dans la vie civile et politique une fois qu'ils auront déposé les armes, a-t-il précisé au cours d'un entretien télévisé. M. Santamaría n'a pas dit si l'amnistie s'appliquera aussi aux membres des forces armées et des organes paramilitaires accusés ou reconnus coupables d'atteintes aux droits de l'homme.

Le ministre a par ailleurs confirmé que les négociateurs de son gouvernement et de la guérilla du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) reprendront leurs discussions à New York, à partir de lundi. Un délai de dix jours a été fixé pour définir le calendrier et les modalités d'application du plan de paix arrêté le 1^{er} janvier aux Nations unies.

Le Conseil de sécurité, de même que la CEE, se sont félicités vendredi de l'accord, qui prévoit le désarmement de la guérilla, la réduction des forces armées, la dissolution des corps de sécurité et des organes

paramilitaires. Le Conseil a invité les parties à ne rien faire pour fragiliser l'accord d'ici à sa ratification, prévue pour le 16 janvier. Après de nouveaux affrontements dans la province de Chalatenango (le Monde du 4 janvier), l'armée a affirmé qu'elle suspendait toutes ses opérations. Invité par le président Cristiani à déposer les armes dès à présent, le FMLN a indiqué qu'il ne le ferait que devant des observateurs internationaux, qui pourraient être les membres de l'ONU (groupe de l'ONU en Amérique centrale). Cette force de maintien de la paix, créée il y a deux ans, sera vraisemblablement renforcée et déployée le 1^{er} février au Salvador, pour veiller à l'application du cessez-le-feu, indique-t-on à l'ONU.

Par ailleurs, le Costa-Rica a lancé vendredi un appel à la communauté internationale pour aider à la reconstruction du Salvador, ravagé par douze années d'une guerre qui a fait près de quatre-vingt mille morts. Le gouvernement de M. Cristiani affirme qu'il a besoin de 2 milliards de dollars pour les infrastructures de son pays et pour fournir des emplois aux quelque cinquante mille combattants qui devront être démobilisés. — (AFP, Reuters, UPL)

CUBA

Trente-cinq fugitifs ont gagné Miami en hélicoptère

Pour fuir le régime castriste qui leur impose chaque jour davantage de restrictions, des Cubains ont imaginé un rocambolesque plan d'évasion. Trente-cinq d'entre eux sont arrivés à Miami, le 3 janvier, à bord d'un hélicoptère de fabrication soviétique, portant les couleurs de la compagnie aérienne Cubana. Le groupe, composé de plusieurs familles, a aussitôt demandé le statut de réfugié politique, qu'il a toutes les chances d'obtenir. « Il n'y a presque plus de quoi manger à Cuba. Les choses sont désespérées », a déclaré l'un des passagers.

D'après les témoignages recueillis, le pilote devait emmener des touristes pour une brève excursion. Il est parti à vide de la station balnéaire de Varadero, à l'est de La Havane, et s'est posé une vingtaine de kilomètres plus loin, pour récupérer sa famille et des amis. L'appareil a

d'abord suivi son plan de vol, puis est descendu à environ 15 mètres au-dessus de la mer pour échapper aux radars. Il a été intercepté par un avion des douanes américaines et escorté jusqu'à Miami.

En 1987, le numéro deux du ministère cubain de la défense, le général Rafael del Pino Díaz, avait fait défection avec sa famille à bord d'un petit avion, et d'autres transfuges ont récemment fait le voyage à bord d'un appareil d'espionnage de pesticides. Le départ en exil des Cubains – le plus souvent sur des embarcations de fortune – s'est accéléré depuis la dégradation de la situation économique, qui s'est accentuée après l'effondrement de l'URSS. En 1991, plus de deux mille d'entre eux ont été recueillis par les gardes-côtes américains. — (AFP, Reuters)

Les silences de Gabriel Garcia-Marquez

ZERMATT

de notre envoyé spécial

« L'effondrement de l'Union soviétique et la démission de Gorbatchev sont le résultat de la politique des États-Unis que les Européens de l'Ouest ont laissé faire. Vous avez les premières victimes avec la chute qui s'installe à vos portes et des millions de réfugiés d'Europe orientale qui menacent de déferler sur vos pays. Nous autres, en Amérique latine, nous sommes moins touchés. »

Vivement excité par ce qui se passe dans l'ex-camp socialiste, l'écrivain colombien Gabriel Garcia-Marquez ne mâche pas ses mots. Invité à un « symposium sur la créativité de l'économie, l'art et la science », qui vient de se tenir dans la station helvétique de sports d'hiver de Zermatt, l'ancien journaliste devenu Prix Nobel de littérature avait expressément fait savoir aux organisateurs qu'il se refusait à tout entretien avec des journalistes.

Ce mutisme soudain pouvait paraître d'autant plus surprenant que l'auteur de *Cent Ans de solitude* ne s'était jamais privé

de prendre position sur les questions politiques. Écrivain engagé, militant de toutes les causes révolutionnaires, ami de longue date et interlocuteur privilégié de M. Fidel Castro, Gabriel Garcia-Marquez n'hésitait pas à se répandre en déclarations pour défendre passionnément des causes qu'il croyait justes. Mais le vent de l'histoire a tourné. Et aujourd'hui, alors que les événements s'accroissent, Garcia-Marquez éconduit sèchement les représentants de la presse internationale...

« L'écroulement du communisme est aussi tragique que le passage au capitalisme », nous a finalement déclaré l'écrivain. Et Cuba ? « Laissez-les faire. Nous nous en occupons », répond-il, subitement irrité. Fidèle en amitié, Garcia-Marquez s'active pour tenter de favoriser une transition pacifique, afin de permettre à M. Castro de ne pas perdre la face et de lui ménager une sortie honorable. En juillet dernier, l'écrivain colombien était aux côtés du leader mexicain du mouvement révolutionnaire, au Mexique.

JEAN-CLAUDE BUHRER

■ BRÉSIL : le travail forcé se répand dans les campagnes, selon la Commission pastorale de la terre. — Le travail forcé dans l'agriculture a triplé en 1991 au Brésil par rapport à l'année précédente, selon un rapport de la Commission pastorale de la terre (CPT), publié vendredi 3 janvier. La CPT a indiqué que 4 501 personnes « retenues en esclavage » ont été dénombrées, contre 1 500 en 1990. Il s'agit d'hommes, de femmes et d'enfants travaillant sans rémunération dans des grandes propriétés foncières, dont ils ne peuvent sortir et où ils sont souvent maltraités physiquement. — (AFP)

■ CHILI : décès de M. Radomiro Tomic, l'un des fondateurs du parti démocrate-chrétien. — Adversaire malheureux de Salvador Allende à l'élection présidentielle de 1970, M. Radomiro Tomic est décédé d'un cancer à l'âge de soixante-dix-sept ans, a-t-on appris, vendredi 3 janvier, à Santiago. M. Tomic, qui fut aussi ambassadeur du Chili aux États-Unis, était l'un des fondateurs du parti centriste chrétien-démocrate. Il avait obtenu 28 % des suffrages contre 36 % pour M. Allende, soutenu par les socialistes et les communistes, et 35 % pour un autre centriste, M. Jorge Alessandri. — (AP)

TCHAD : les combats dans l'Ouest

Le gouvernement affirme avoir « entièrement détruit » les forces d'Hissène Habré

Les « assaillants qui se sont aventurés dans une action » contre le Tchad ont été « entièrement détruits », a annoncé le ministère de la défense à N'Djaména, vendredi 3 janvier, deux jours après l'attaque surprise des partisans d'Hissène Habré dans la région du lac Tchad. Ce message radiodiffusé a été immédiatement démenti par un mouvement d'opposition au régime du président Idriss Déby, le Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD), qui se présente comme la branche politique des forces s'étant introduites au Tchad.

Selon le gouvernement, les villes conquises par les rebelles mercredi, Bol et Liwa, situées à quelque 150 kilomètres au nord de la capitale, ont été reprises par l'armée nationale tchadienne (ANT). Le bilan des violents combats qui ont lieu depuis le 22 décembre dernier dans l'ouest du Tchad est de 400 tués parmi les assaillants, affirme N'Djaména. Les principaux

chefs militaires rebelles figurent parmi les victimes, plusieurs centaines d'assaillants ont été faits prisonniers, 60 véhicules ont été récupérés, ajoute le communiqué du ministère de la défense, qui fait état de 25 tués et de 70 blessés au sein de l'armée nationale.

Le ministre de la défense, le colonel Nadjita Bessoumal, a par ailleurs affirmé que les rebelles avaient profité du passage du rallye Paris-Le Cap pour s'emparer des positions de l'armée nationale dans les localités de Bol, Liwa et Tchouhou-Hadje. Des unités de l'armée avaient été déployées pour assurer la sécurité du rallye qui devait traverser la région du lac Tchad, a-t-il précisé.

A Lagos, au Nigéria, le Mouvement pour la démocratie et le développement a pour sa part affirmé vendredi soir, dans un appel téléphonique à l'AFP, avoir gardé le contrôle des localités de Bol et Liwa. Le MDD a par ailleurs démenti l'annonce d'une pro-

gression des forces gouvernementales dans la région du lac Tchad, affirmant qu'il s'agissait d'un « mensonge pour rassurer la population de N'Djaména ». Le MDD, qui est présidé par M. Goukouni Guze, ancien proche collaborateur de l'ex-président Hissène Habré, a indiqué que son « seul objectif était l'instauration du multipartisme et d'une démocratie intégrale » au Tchad.

Un autre mouvement revendique sa participation aux attaques perpétrées depuis le 22 décembre par les Forces armées tchadiennes (FAT), dont le vice-président, M. Ibrahim Malla, a affirmé vendredi, à l'AFP, à Lagos, que les forces s'opposant à l'armée nationale tchadienne étaient constituées à 60 % de membres de son mouvement. Selon M. Malla, la coalition des forces d'opposition engagées dans la région du lac Tchad représente 3 000 à 3 500 hommes. — (AFP, Reuters)

Algérie : la chimère d'un « troisième tour »

Suite de la première page

Ce sont les résultats dans lesquels 145 circonscriptions (sur 430) qui sont ainsi contestées – qu'un député y ait été élu ou qu'il y ait ballotté.

Les élus ou les candidats visés (c'est dans les préfectures d'Alger, de Blida, de Djelfa et de Médéa que les recours ont été les plus nombreux) ont quatre jours, dès réception de la notification, pour faire appel. Le Conseil constitutionnel dispose alors de trois jours pour statuer sur le fond. Il se peut qu'une fois passée au peigne fin les procès-verbaux et dressés les constats d'un nombre élevé d'irrégularités graves (manipulation des électeurs, pléthore de bulletins nuls, etc.), les membres de ce Conseil se décident finalement à annuler, purement et simplement, le premier tour. Si « troisième tour » il devait y avoir, pour corriger les résultats du premier, la loi prévoit que ces élections partielles aient lieu dans les trois mois suivant la décision du Conseil constitutionnel. Si le premier tour est annulé, le gouvernement dispose d'un délai de deux mois, pour organiser un nouveau scrutin législatif.

On reconnaît, dans les milieux autorisés, que « le second tour ressemble comme un frère au premier ». Le FIS, qui a table sur 375 sièges, devrait pouvoir, sans difficultés majeures, selon bon nombre d'observateurs locaux, obtenir la majorité des deux tiers, sauf « improbable » sursaut des abstentionnistes.

En appelant de ses vœux un troisième tour, au cours duquel l'élection de quelques dizaines de candidats du FIS pourrait être remise en jeu, voire l'annulation du premier, le pouvoir cherche à rééquilibrer la répartition nationale, en tablant sur le fait, hautement aléatoire, que les Algériens finissent par reprendre leurs esprits et mesurer le danger islamiste.

Victoire

à la Pyrrhus ?

A vrai dire, ces scénarios « légalistes », expliquent les milieux autorisés, visent à « gagner du temps pour trouver une solution politique » à l'impasse dans laquelle se trouve le pays. Et d'évoquer, à cet égard, de possibles négociations entre les forces en présence – parmi lesquelles figurent surtout le FLN et le FIS – et, au-delà, la formation d'un gouvernement de coalition, dont on voit très mal les contours.

Pour tenter de rendre crédible cette approche, les milieux autorisés font valoir que le FIS pourrait être, à son corps défendant, demandeur d'une solution négociée à la crise politique, s'il veut éviter que sa victoire ne ressemble à celle de Pyrrhus. Ils soulignent que les responsables intégristes commencent à avoir peur d'une partie de leurs troupes. Plutôt que d'un État islamique, celles-ci ne réclament-elles pas pour tout de suite des emplois et davantage de justice sociale ? Ces revendications, le FIS n'est pas, à lui seul, en mesure de les satisfaire.

Au reste, s'interroge-t-on en haut



صكنا من الأصل

MÉRIQUES

SALVADOR

La guerre générale sera proclamée après le cessez-le-feu

La guerre générale sera proclamée après le cessez-le-feu. Les dirigeants du Front révolutionnaire (FR) ont déclaré que le cessez-le-feu n'était qu'un prétexte pour retarder la guerre. Ils ont promis de reprendre les hostilités dès que les conditions leur paraîtront favorables. Le FR a également accusé le gouvernement de trahison et de collaboration avec les forces armées américaines. Les tensions restent élevées dans le pays, et les violences continuent de faire rage.

PROCHE-ORIENT

La situation dans les territoires occupés

Les États-Unis « condamnent fermement » Israël pour l'expulsion de douze Palestiniens

La décision du gouvernement de Jérusalem d'expulser douze Palestiniens des territoires occupés a été condamnée par les États-Unis. Le département d'État a déclaré que cette mesure était une violation flagrante du droit international. Les États-Unis ont également exprimé leur soutien à la cause palestinienne et ont promis de continuer à exercer une pression sur Israël pour qu'il respecte ses obligations. La situation dans les territoires occupés reste tendue, et les tensions continuent de monter.

Proche-Orient. Évoquant ces développements, le conseiller du chef de l'OLP, M. Bassam Abou Charif, a appelé les États-Unis et la CEE à adopter « des positions fermes mettant fin au sabotage israélien ». Les Palestiniens, a-t-il ajouté, « font confiance au président Bush, mais nous attendons de lui des mesures efficaces et pratiques ». Mais, à la question de savoir si la délégation palestinienne se rendrait à Washington, il a répondu : « Si vous voulez mon avis personnel, je dirais oui. »

Les suites des attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

Paris, Londres et Washington tentent d'obtenir une résolution de l'ONU contre la Libye

Les ambassadeurs américain, britannique et français aux Nations unies ont informé, vendredi 3 janvier, le nouveau secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, de leurs intentions communes à l'égard de la Libye. Washington, Paris et Londres tentent d'obtenir du Conseil de sécurité - probablement au cours du mois de janvier - une résolution demandant l'enquête coopération des autorités libyennes dans la recherche de responsabilité des attentats commis contre deux avions en décembre 1988 et septembre 1989.

ASIE

En visite à Singapour

Le président Bush a voulu rassurer ses alliés asiatiques sur le maintien de la présence militaire américaine

La brève visite officielle du président américain dans cet îlot de prospérité capitaliste et pro-occidentale qu'est Singapour aura été bien remplie. Dans ce micro-Etat de 620 kilomètres carrés, dont la diplomatie se réduit souvent à des relations commerciales, c'est de politique et de stratégie que M. Bush a essentiellement parlé.

C'est ainsi qu'il a annoncé qu'il « était tombé d'accord » avec ses interlocuteurs « sur le principe d'envoyer l'établissement (à Singapour) du quartier général » de la base navale américaine de Subic Bay, qui doit fermer ses portes avant la fin de l'année. Car, selon lui, « la fermeture des bases aux Philippines ne signifie pas la fin de l'engagement américain » en Asie du Sud-Est.

« Nous avons l'intention d'y rester tant que nous y serons les bienvenus (...). Nous maintiendrons une présence visible, crédible, en Asie-Pacifique avec nos forces de déploiement avancé, grâce à des arrangements bilatéraux avec les nations de la région. » Il a qualifié l'accord conclu avec Singapour de « symbole de notre engagement dans la région », sans fournir de calendrier pour son application.

Le premier ministre singapourien, M. Goh Chok Tong, a « salué la présence américaine en termes de sécurité dans la région », ajoutant que les détails de l'accord seront examinés « par nos ministères respectifs ». Ce transfert concernerait essentiellement un centre de commandement logistique de la marine américaine et impliquerait le stationnement dans l'île d'environ deux cents militaires, chargés de superviser les réparations et le ravitaillement des navires de la Vth Flotte dans la région.

« Nouer des liens durables avec l'Indochine »

Par ailleurs, comme on pouvait s'y attendre (le Monde du 4 janvier), M. Bush a annoncé la levée de l'embargo commercial contre le Cambodge. Ces sanctions avaient été imposées par Washington après l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges à Phnom-Penh en 1975. Les États-Unis sont représentés à Phnom-Penh depuis novembre dernier, après la signature de l'accord de paix de Paris, par un diplomate de haut rang, M. Charles Twining.

En revanche, M. Bush a jugé « prématuré » de lever l'embargo commercial contre le Vietnam. Pour cela, il continue d'exiger de Hanoi des « assurances complètes » sur le sort des militaires américains disparus pendant la guerre du Vietnam. Ce qui ne l'a pas empêché d'exprimer son désir d'améliorer ses relations avec le Laos et le Vietnam : « Après nous être montrés forts, déterminés et patients, nous pouvons enfin nourrir l'espoir de nouer avec l'Indochine des liens durables fondés sur

l'intérêt et l'amitié. » Il a enfin exhorté le régime militaire birman accusé de violation des droits de l'homme.

L'annonce de la levée des sanctions contre le Cambodge et d'une probable normalisation - certes encore fort timide - avec le Vietnam marque un retour de la diplomatie américaine dans une région qu'elle avait quittée sans gloire en 1975. Même si la Maison Blanche s'est jusqu'à présent montrée incapable de saisir la chance que représentait le lâchage du régime communiste vietnamien par l'ancien allié soviétique, contraignant Hanoi à resserrer ses liens avec ses « frères » en marxisme-léninisme de Pékin. Et c'est surtout le Japon - et accessoirement les pays de l'ASEAN et l'Europe - qui devraient tirer des avantages commerciaux de cette normalisation.

L'accord conclu avec Singapour, même s'il demeure vague et limité, devrait par ailleurs rassurer tous les pays asiatiques - et ils sont nombreux - qu'inquiétait un possible retrait militaire américain d'Asie, déjà concrétisé par le rappel de milliers de GI du Japon et de Corée. D'ici à la fin de l'année, ce sont douze mille militaires américains qui auront quitté ces deux pays, s'ajoutant aux quelque deux mille qui étaient basés aux Philippines.

Tokyo, en particulier, avait accueilli avec préoccupation la fermeture de la base aérienne de Clark, détruite l'an dernier par l'éruption du volcan Pinatubo, suivie de l'échec des négociations avec Manille sur le maintien de Subic Bay, la plus importante base navale américaine hors des États-Unis. D'autant que cet échec était en bonne partie dû à des ratés de la diplomatie de Washington, qui paraissait se désintéresser de l'Asie au bénéfice de l'Europe ou du Proche-Orient, alors même qu'elle est devenue son principal partenaire économique.

Plusieurs pays avaient fait des offres d'accueil pour des bases américaines. Y compris le Vietnam, qui, par la voix du secrétaire général du PC, proposait il y a un an aux États-Unis de réutiliser leur ancienne base de Cam-Ranh, dont l'URSS était en train de se retirer. C'est finalement Singapour qui a été choisie, en raison de la fidélité obstinée de son fondateur, Lee Kuan Yew, à l'alliance occidentale, de sa position stratégique, et des facilités les plus modernes dont dispose son port.

Entre deux intermédiaires commerciaux - australiens et nippons - destinés à montrer à son opinion publique qu'il se préoccupe de l'emploi aux États-Unis, M. Bush aura donc profité de l'étape singapourienne pour s'efforcer de convaincre qu'il dispose toujours d'une stratégie asiatique. D'où cette déclaration d'intention sur une présence « visible, crédible », destinée à des dirigeants asiatiques qui comptent toujours sur cette présence américaine pour préserver la stabilité régionale.

P. de B.

INDE : Le « Voyage pour l'unité » du parti BJP

La croisade des hindouistes

Perceptible depuis quelques années, le renouveau de l'hindouisme militant est marqué actuellement par le « Voyage pour l'unité » organisé à travers le pays par le parti BJP.

NEW-DELHI
de notre correspondant

Il existe en Inde deux méthodes pour se faire mieux entendre tout en faisant vibrer la corde, sacrée, de l'identité nationale : la grève de la faim et la pèlerinage militant. C'est cette dernière solution qu'ont choisie les leaders du BJP, le Parti nationaliste hindou, pour alerter les foules de l'Inde éternelle sur les dangers séparatistes qui menacent « Bharat mata », la mère patrie.

Baptisé « Voyage pour l'unité », une croisade de 13 000 kilomètres à travers quarante des vingt-cinq États de l'Union a commencé, le 11 décembre dernier, à Kanyakumari, pointe méridionale de la péninsule. Elle devait aboutir, le 26 janvier prochain, tout au nord du pays, à Srinagar, capitale d'un Cachemire en proie à la « guerre de libération » menée par des séparatistes musulmans. Ce choix n'est pas le fruit du hasard : il s'agit de mobiliser la majorité hindoue contre ces « guerilleros » cachemiris qui, au nom du prophète et d'un particularisme régional, remettent en cause l'appartenance de leur État à l'Inde une et indivisible.

Le président du BJP, M. Murli Manohar Joshi, a pris la tête de la procession. Juché sur une Toyota dont les formes ont été remaniées pour donner au véhicule l'apparence d'une « maison flottante », l'habitat traditionnel de Srinagar, cet ancien professeur de physique au sourire éblouissant tient aux masses un discours très simple : « L'Inde aux hindous. »

La deuxième force du pays

Certes, il préfère ne pas employer publiquement de telles formules. Il a recours à l'histoire pour faire passer son message : « Tous les hindous, explique-t-il, appartiennent au creuset de l'hindouisme ; les musulmans ne sont donc que des hindous mahométans. » Les 110 millions d'indiens de confession islamique n'ont qu'à bien se tenir !

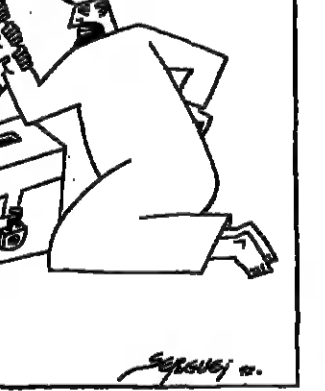
La « Longue marche » des zélotes du BJP a eu bien des précédents. Les casseroles de propagande diffusées par le parti abondent d'ailleurs en références à d'illustres prédécesseurs, du philosophe Shankaracharya qui, au neuvième siècle, parcourut le pays pour défendre l'hindouisme contre le bouddhisme, à ceux qui, au temps de la conquête moghole, avaient défendu les valeurs de l'Inde hindoue contre la déferlante islamique.

Le mahatma Gandhi lui-même - pour des raisons différentes - était venu ramasser, en un geste de défi

à la Couronne britannique, une poignée de sel sur une plage de l'océan indien au terme d'un pénible pèlerinage (1). En 1930, le chef parlementaire du BJP, M. Lal Krishna Advani, avait entrepris un long voyage jusqu'à la sainte ville d'Ayodhya pour dénoncer la présence d'une mosquée (2) sur le lieu de naissance prétendu du dieu Rama. Ce pèlerinage arriva à son terme pour un BJP qui risque d'être victime de son imprévoyance : depuis sept ans, le parti hindou a connu une progression fulgurante, passant de 2 à 119 députés, devenant la deuxième force du pays à l'issue des élections de juin dernier.

Le « Voyage pour l'unité » témoigne d'un entêtement de la part du BJP à vouloir à tout prix imposer sa vision de l'Inde.

Un autre facteur explique le changement de tactique du parti : son adversaire direct, le Congrès du premier ministre Narasimha Rao, bénéficie d'un certain consensus. Les Indiens ont dû retourner deux



sa tactique pour la conquête du pouvoir. « L'affaire » d'Ayodhya, qui avait mobilisé des foules et permis au BJP d'enregistrer de nombreuses victoires électorales, semble avoir eu un effet de boom-rang. La droite hindoue espérait, en effet, que le BJP, après avoir été triomphalement élu en Uttar-Pradesh (où se situe Ayodhya) tenait à l'Inde du Nord. Leur discours n'obtient pas le succès escompté, et la mosquée sera détruite et remplacée par un temple.

Tel n'a pas été le cas. Le BJP ne peut se permettre de violer la loi qui protège le statut de tous les lieux saints. Les nouveaux dirigeants hindouistes d'Uttar-Pradesh ont donc été obligés de calmer l'ardeur de leurs sympathisants, provoquant des dissensions entre la pléiade des organisations extrémistes hindoues et le BJP, plus « modéré ». Certaines de ces formations n'ont pas hésité à accuser MM. Joshi et Advani de trahison.

En conséquence, les deux chefs du BJP ont décidé de ne plus se concentrer sur une querelle religieuse d'un autre âge. Il s'agit plutôt d'élargir la base de leur électorat en jouant sur la fibre nationale.

« Ces gens sont des réactionnaires, mais pas des fondamentalistes au sens où on l'entend généralement », souligne M. Ashis Nandy, chercheur au Centre d'études des sociétés politiques. Leur compréhension de l'hindouisme n'a rien de la haine de la caste ou du fanatisme religieux. Leur rêve serait de transformer le pays en une sorte de Japon où, brandissant les valeurs de la nation hindoue, les Indiens pourraient retrouver leur fierté face à l'Occident.

La galaxie des organisations nationalistes s'est considérablement développée au fil des ans. L'une d'elles, la Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) - dont le BJP est de facto l'« aile politique » - affirme compter un million de membres. Très disciplinée, encourageant la pratique des arts martiaux, cette organisation fascisante a été créée en 1925 pendant la lutte contre les Britanniques. C'est l'un de ses militants qui assassinèrent Gandhi, jugé trop tolérant à l'égard des musulmans.

Histoire officielle

Le RSS possède des milliers d'écoles. On s'y emploie à redonner une histoire officielle dont on juge qu'elle s'appuie trop sur les textes hérités de l'époque des invasions de l'islam ou de la présence britannique. « Les Aryens sont les habitants originaux de l'Inde, enseignent les professeurs du RSS - ce qui est faux. Les empereurs moghols (musulmans) étaient des étrangers - ce qui est exact. Et « la culture indienne se résume à la multi-millénaire culture hindoue » - ce qui est sujet à caution, même s'il est vrai que l'hindouisme se caractérise par sa capacité d'absorption des autres cultures.

Une question se pose dans l'immédiat : le gouvernement indien permettra-t-il à la caravane du « Voyage pour l'unité » de parvenir à destination, en plein Cachemire insurgé ? Tout porte à croire que non, d'autant que l'expédition d'Ayodhya avait provoqué la mort de centaines de personnes dans des émeutes entre hindous et musulmans. Mais comment justifier qu'on empêche des Indiens de défendre l'unité nationale ? Le ministre de l'Intérieur, M. S. B. Chabhai, déclare simplement : « J'attendrai que des émeutes éclatent, et alors seulement j'agis. »

BRUNO PHILIP

(1) En 1930, pour protester contre les impôts sur le sel levés par les Britanniques, Gandhi organisa cette marche jusqu'à Dandi. Le fait de ramasser du sel sans payer de taxe était illégal, et Gandhi fut arrêté.

(2) Cette mosquée avait été construite par Babur, le premier empereur de la dynastie Moghole au seizième siècle.

POLITIQUE

Les cérémonies du Nouvel An à l'Élysée

M. Mitterrand exhorte les fonctionnaires à éviter « l'esprit de caste »

Au cours des cérémonies qui ont eu lieu, vendredi 3 janvier, au palais de l'Élysée, à l'occasion du Nouvel An, le président de la République a multiplié les allusions aux échéances politiques prévues dans le courant de l'année. Il a même suggéré certaines hypothèses mais en évitant soigneusement de préciser ses intentions, donnant ainsi l'impression qu'elles n'étaient pas encore vraiment arrêtées. Ce rituel des vœux présidentiels doit se poursuivre lundi 6 janvier.

Devant les membres du gouvernement, vendredi matin, à huis clos (nos dernières éditions du 4 janvier), M. François Mitterrand a évoqué les prochaines échéances électorales en invitant fermement les ministres et les secrétaires d'État à accélérer dès à présent la cadence dans leur travail, sans attendre l'approche des scrutins. Il a souligné que le gouvernement n'avait pas d'autre choix, pour gagner les élections, que de faire la preuve d'un bilan très positif, le moment venu, devant les électeurs. Le ton était mobilisateur et le porte-parole de l'Élysée, M. Jean Musitelli, a résumé le propos du président de la République en disant que M. Mitterrand avait demandé aux membres du gouvernement d'aborder cette période « avec force, homogénéité et esprit de décision » et de se comporter « comme des capitaines de navire quand ça commence à souffler » en leur conseillant de « rester au contact » des Français « pour savoir ce qu'ils pensent et comment ils réagissent ».

En présence des membres des bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat, M. Mitterrand a évoqué la future ratification des accords de Maastricht et les réformes constitutionnelles que ces accords impliquent, en manifestant, selon son porte-parole, « la volonté de poursuivre les efforts d'explication entrepris pour que les Français aient une claire vision du dossier » et en soulignant que le Conseil constitutionnel a « vocation à démêler ce qui est constitutionnel et ce qui ne l'est pas ». Ce qui amè-

nera l'assemblée des neuf « sages » du Palais Royal « à donner son avis » sur les dispositions du traité de Maastricht en distinguant celles qui obligent à des retouches constitutionnelles et celles qui peuvent être traitées de façon moins solennelle. M. Mitterrand a souhaité, selon son porte-parole, que, de toute façon, il y ait un « large débat » et que la procédure se déroule « dans le plein respect des prérogatives du Parlement ».

« Un péché mignon... »

Dans l'après-midi, en présence de la presse cette fois, M. Mitterrand a livré quelques-unes de ses réflexions aux représentants des corps constitués en disant notamment à propos de son souhait de corriger les institutions de la V^e République, qu'il ne s'agissait pas, dans son esprit, d'inventer une nouvelle Constitution : « J'ai indiqué que j'estimais nécessaire de retoucher nos institutions pour les adapter à l'évolution des temps. Il ne s'agit pas pour autant de bouleverser, d'avoir la manie des Constitutions, c'est un péché mignon des Français qui en font une consommation excessive. (...) En 1958, nous aurons l'occasion d'en repenser. Il faut adapter les institutions (...) tout en restant fermement attaché aux règles essentielles qui font l'équilibre des pouvoirs. Personnellement, je m'y suis attaché. Beaucoup de spécialistes doutaient que les mécanismes de la Constitution de 1958 puissent le permettre. Et je ne reculerai pas leur jugement : je n'ai pas été des points de départ le plus engagé des théoriciens de notre Constitution et je n'éprouverais pas de drame intime s'il devait y avoir, ici ou là, quelques modifications que vous jugeriez, vous, les Français, indispensables. (...) Il s'agit de tirer les leçons de l'expérience : la correction nécessaire des mécanismes, restituer peut-être à la représentation nationale un rôle que ses propres excès, naguère, avaient conduit à lui retirer, donner à la justice non pas exactement tout ce que certains de ses représentants réclament lorsqu'ils pensent plus à eux-mêmes qu'aux autres, mais ils pensent aussi aux autres, et, dans ce cas-là, il faut tenir compte de ce

qu'ils demandent, c'est-à-dire la défense normale du droit, l'indépendance des juges et, n'oublions pas, on aurait trop tendance parfois à l'oublier - l'autorité du judiciaire. (...) Retoucher les institutions pour- rait nous offrir la satisfaction d'avoir quelque chose à ce qu'on fait nos prédécesseurs pour que cela marche mieux, pour que les libertés soient défendues et pour que les citoyens se sentent représentés ».

Au passage, M. Mitterrand a exhorté les services de l'État à éviter les « ornières » de la « routine » et regretté l'existence d'un « esprit de caste » dans la fonction publique : « Je pense que les citoyens ne reçoivent pas de la fonction publique l'accueil qui leur est dû. (...) C'est le contraire de l'esprit démocratique. Je ne suis pas de ceux qui critiquent les fonctionnaires, (...) je suis même de ceux qui les défendent. Trop de professions, trop de couches socioprofessionnelles depuis également trop longtemps se sont acharnées à vouloir détruire non seulement l'État, mais aussi, c'est la même chose, la fonction publique. Mais il faut aussi que les fonctionnaires sachent aussi qu'ils sont au service de la nation ».

Enfin, en présence du corps diplomatique, vendredi soir, le président de la République a réaffirmé trois des principes fondamentaux de sa politique étrangère : la prééminence des Nations unies, la lutte contre le sous-développement et pour la paix. « Nous souhaitons ne plus être mêlés à aucun conflit sauf si les Nations unies disent le droit et souhaitent la force et dans ce cas-là nous continuerons d'être un pays qui emploiera les moyens disponibles pour le faire », a-t-il affirmé. M. Mitterrand a notamment formé le vœu que les anciennes Républiques soviétiques veillent « à ce que tous les liens [entre elles] ne soient pas coupés » pour éviter qu'« on retourne à une situation du Moyen Âge européen ». Évoquant l'Amérique latine, il a estimé qu'on y « souffre trop de blocus, des embargos avoués ou non avoués ». Le président de la République, en conclusion, a indiqué à ses hôtes, qu'il leur dirait « à peu près la même chose... l'année prochaine ».

Le communiqué du conseil des ministres

En raison des fêtes de fin d'année, le conseil des ministres s'est réuni, exceptionnellement, vendredi matin 3 janvier, à l'hôtel de Marigny, sous la présidence de M. François Mitterrand. Le communiqué diffusé au terme des délibérations indique notamment :

DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE MARITIME

Le secrétaire d'État à la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre maritime.

1) Pour respecter nos obligations communautaires, le projet de loi permet aux ressortissants des autres États membres de la Communauté de posséder un navire battant pavillon français, pourvu que ce navire soit exploité à partir d'un établissement situé sur le territoire français.

De la même façon, le projet de loi remplace l'obligation d'employer une proportion minimale de Français dans l'équipage des navires battant pavillon national par celle d'y employer une proportion minimale de ressortissants des États membres. Toutefois, les capitaines et leurs seconds devront être, comme aujourd'hui, de nationalité française, en raison des prérogatives de puissance publique qui leur sont confiées.

2) Le montant des indemnités dues aux victimes de dommages corporels résultant d'un accident causé par un navire ou engin de plaisance ne sera plus soumis à un plafond. Cette mesure a pour objet d'inciter leurs conducteurs à la prudence.

3) En application du plan pour la pêche arrêté par le gouvernement au printemps de 1991, le projet de loi supprime la possibilité de reconduire indéfiniment les contrats de travail à durée déterminée conclus dans le secteur de la pêche artisanale avec les marins salariés exclusivement rémunérés à la part.

Ceux-ci se verront appliquer le droit commun, qui prévoit une limitation du nombre des contrats à durée déterminée successifs.

4) Les modalités des contrôles opérés à bord des navires pour vérifier le respect des règles de sécurité sont précisées. Les agents des douanes pourront désormais y concourir, notamment à l'égard des navires de plaisance et des navires transportant des matières dangereuses.

LE SMIC DANS LES DOM

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté un décret portant relèvement du salaire minimum de croissance (SMIC) dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Conformément aux orientations arrêtées à l'occasion du conseil des ministres du 13 février 1991 pour assurer l'égalité sociale entre la métropole et les départements d'outre-mer, le gouvernement entend poursuivre la réduction de l'écart qui sépare le montant du SMIC en métropole et son montant dans ces départements.

Dans les départements des Antilles et de la Guyane, le SMIC est inférieur de 14,95 % à son niveau métropolitain. A la Réunion, cet écart s'élève à 17,15 %.

Le rythme du rapprochement doit tenir compte du résultat des négociations par branche engagées entre les partenaires sociaux sur la revalorisation des bas salaires et sur la révision des grilles de classification prévues par les conventions collectives. Ces négociations se sont déroulées en 1991 de manière satisfaisante et ont abouti à la conclusion d'un certain nombre d'accords.

Il est décidé, en conséquence, de majorer à compter du 1^{er} janvier 1992 le taux horaire du SMIC de 1 % dans les départements des Antilles et de la Guyane et de 1,67 % à la Réunion. Le niveau du SMIC sera ainsi le même dans tous les départements d'outre-mer. L'écart avec la métropole est ramené à 14,08 %.

DÉLOCALISATION DES EMPLOIS PUBLICS

(Le Monde du 4 janvier.)

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Le secrétaire d'État aux affaires étrangères a présenté une communication sur les Français à l'étranger.

Le nombre des Français résidant à l'étranger est estimé à environ 1 400 000, dont le tiers ont une double nationalité. Ce nombre a tendance à régresser, le recensement particulièrement sensible en Afrique. Cependant, l'évolution est plus favorable dans les régions les plus dynamiques : l'Europe, où réside désormais plus d'un Français expatrié sur deux, l'Amérique du Nord et l'Extrême-Orient.

Or la présence des Français à l'étranger est un élément essentiel du rayonnement économique et

culturel de notre pays. Le gouvernement entend donc créer les conditions favorables au développement de l'expatriation.

Dans cette perspective, les propositions contenues dans plusieurs rapports parlementaires préparés à la demande du gouvernement ont été examinées avec attention.

Une « Maison des Français à l'étranger » sera ouverte en octobre. Elle sera un carrefour de l'expatriation, où pourront être obtenues toutes informations sur le départ à l'étranger et le retour en France.

La sécurité des Français à l'étranger est une préoccupation constante des pouvoirs publics. Les missions de coopération militaire stationnées dans certains États y contribuent. Les ambassadeurs et consuls renforceront le dialogue qu'ils entretiennent sur ce sujet avec les communautés françaises. Des décisions seront prochainement prises sur la question de l'indemnisation des biens perdus en cas de départ imprévu lié à des troubles politiques.

Plusieurs mesures sont destinées à faciliter la vie quotidienne ou la réinsertion des Français à l'étranger. Le fonctionnement depuis le 1^{er} janvier 1991 de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger doit permettre d'améliorer les conditions de scolarisation des enfants français à l'étranger. Le loi de finances rectificative pour 1991 comporte des mesures fiscales favorisant l'achat d'une résidence en France par les expatriés.

□ Loiret : M. Douffignies ne se représentera pas aux élections cantonales. — M. Jacques Douffignies, qui fut maire (UDF-PR) d'Orléans de 1980 à 1988 et ministre délégué aux transports de 1986 à 1988, vient d'annoncer qu'il ne solliciterait pas le renouvellement de son dernier mandat électoral, celui de conseiller général du canton d'Orléans-Bourgoigne. Il confirme ainsi la décision qu'il a prise en 1988 d'abandonner la vie politique. M. Douffignies soutient que son successeur soit M. Jean-Louis Bernard (UDF-rad.), chirurgien, devenu maire d'Orléans après la démission spectaculaire de M. Douffignies en octobre 1988, avant d'être battu aux élections municipales suivantes par M. Jean-Pierre Sueur (PS), actuel secrétaire d'État aux collectivités locales. — (Corresp.)

LIVRES POLITIQUES

MILLEURS vœux électoraux pour 1992, année qui sera chargée dans ce domaine. On peut espérer que le déficit démocratique, dont certains se plaignent, sera largement compensé, car il y aura beaucoup mieux que les élections cantonales et régionales déjà prévues : un référendum, peut-être deux, puis- qu'il faudra adapter la Constitution aux dispositions des traités européens, en ce qui concerne notamment les transferts de souveraineté et la citoyenneté nationale et communautaire, et se prononcer sur la réduction du mandat présidentiel, sur une réforme du système judiciaire, sur la modification de la procédure référendaire, éventuellement sur d'autres changements qui apparaissent opportuns. La question du changement du mode de scrutin aux législatives reste en suspens, mais il y a tout lieu de penser que l'on y reviendra, ce qui ouvre d'autres perspectives électorales... Quelle année ! Il convient de se préparer sérieusement et de réviser les questions de cours avant les révisions annoncées.

L'édition a pris les devants, comme s'il s'agissait d'une rentrée scolaire : une imposante documentation, généralement destinée aux étudiants, est mise à la disposition des électeurs soucieux de se recycler. Chacun a plus ou moins son idée sur la question, et le débat politique va s'employer à préciser les enjeux, mais rien ne vaut un petit retour aux sources du savoir. Celui qui veut remonter loin dans le temps se reportera à ce classique qu'est l'ouvrage de Jean-Jacques Chevallier et Gérard Conac, *Histoire des institutions et des régimes politiques de la France de 1789 à nos jours*, qui vient de faire l'objet

Révisons avant la révision

d'une huitième édition. En la présentant, Gérard Conac souligne le défi au droit constitutionnel français que représente le droit communautaire européen « discrètement envahissant ». On peut compléter cette approche historique avec l'étude de Didier Linotte sur les Constitutions françaises, car c'est peu dire que la France a été dans ce domaine un laboratoire d'expérience sans équivalent.

Pour la quatrième édition de son manuel, le *Gouvernement de la France sous la V^e République*, Jean-Louis Quermonne a fait appel au concours de Dominique Chagnolleud, pour mieux cerner l'expérience de la cohabitation (qui risque de se renouveler), et il a ajouté un développement relatif à la présence de la V^e République dans la Communauté européenne. L'un des points les plus délicats, à cet égard, est le sort des parlementaires français « pris en ténaille entre la décentralisation et la montée en puissance des organes de Bruxelles ». S'il est souhaitable de renforcer le poids démocratique du Parlement européen, il le serait tout autant qu'un organe spécialisé du Parlement français assure le suivi de l'élaboration fort complexe des règlements et directives de la Communauté et le contrôle de l'action de ses gouvernements à ce niveau : ce pourrait être la mission d'une commission permanente dans chacune des assemblées, comme cela existe dans d'autres Parlements nationaux. Sauf qu'en France le nombre de ces commissions est limitativement fixé à six

par la Constitution : voilà un nouvel objet de révision !

Les *Grandes Décisions du Conseil constitutionnel* donnent lieu à une étude commentée, que Louis Favoreu et Loïc Philip remettent régulièrement à jour. Ils en sont à leur sixième édition, qui tient compte de la soixantaine de décisions intervenues depuis juillet 1989, celle sur le statut de la Corse notamment.

Par rapport à ces épais volumes, voici un ouvrage de synthèse qui est davantage un instrument d'initiation au système institutionnel : les *Institutions de la V^e République*, de Philippe Ardant, permet de comprendre rapidement comment les Français sont gouvernés. Introduction à la politique, de Charles Debbsch et Jean-Marie Pontier, dont c'est la troisième édition, traite des principaux problèmes que pose le fonctionnement des sociétés. Notons que tout un chapitre est consacré aux médias, qui influencent la politique en même temps qu'ils en sont l'un des enjeux. Le modèle institutionnel français est confronté à ses équivalents à l'étranger. Pour une meilleure connaissance des régimes politiques de nos partenaires de la Communauté, il suffit de se reporter à l'étude de Pierre-Henri Chavideau et Hervé Trépo, *Les régimes politiques de l'Europe des Douze*, de Pierre-Henri Chavideau et Hervé Trépo. Eyrolles Université, 149 p., 148 F.

Au service de toutes ces lectures (et notamment du *Monde*), ensuite, à celui de la mémoire, le *Lexique de droit constitutionnel*, de Pierre Avril et Jean Gicquel, sera d'un précieux secours en cas de panne, si l'on est désarçonné par un cavalier budgétaire ou trou-

ANDRÉ LAURENS

blé par l'intervention du Kangourou à la Chambre des Communes. Dans le même esprit, un autre ouvrage, dû à Jean-Pierre Bourgois et produit d'une démarche informatique, propose une lecture des dispositions de la Constitution de 1958 couplée avec celle des dispositions correspondantes dans les précédents textes constitutionnels (jusqu'à 1875). Un glossaire et d'autres données informatives complètent cet outil de travail, également disponible dans une version exploitable sur micro-ordinateur.

► *Histoire des institutions et des régimes politiques de la France de 1789 à nos jours*, de Jean-Jacques Chevallier et Gérard Conac. Dalloz, 1 026 p., 240 F.

► *Les constitutions françaises*, de Didier Linotte. Litec, 273 p., 80 F.

► *Le gouvernement de la France sous la V^e République*, de Jean-Louis Quermonne et Dominique Chagnolleud. Dalloz, 719 p., 228 F.

► *Les Grandes Décisions du Conseil constitutionnel*, de Louis Favoreu et Loïc Philip. Sirey, 858 p., 174 F.

► *Les institutions de la V^e République*, de Philippe Ardant. Hachette, 159 p., 53 F.

► *Introduction à la politique*, de Charles Debbsch et Jean-Marie Pontier. Dalloz, 421 p., 188 F.

► *Les régimes politiques de l'Europe des Douze*, de Pierre-Henri Chavideau et Hervé Trépo. Eyrolles Université, 149 p., 148 F.

► *Lexique de droit constitutionnel*, de Pierre Avril et Jean Gicquel. PUF, 135 p., 58 F.

► *Notes, notices, notices de droit constitutionnel*, de Jean-Pierre Bourgois. Ester (BP 79, 59260 Hellemmes), 217 p., Brv ou cassette, 110 F.

M. Pierre Mauroy serait prêt à quitter le secrétariat du PS

Suite de la première page

Son accession éventuelle à la direction du parti est, au surplus, loin de faire l'unanimité parmi les jospinistes et se heurte à l'hostilité de M. Laurent Fabius. Quant à M. Rocard, s'il jugeait, il y a encore quelques mois, M. Delebarre comme le meilleur « renouveau » du PS, les liens du ministre de la ville avec M. Jacques Delors, l'ont amené à réviser son jugement.

L'hypothèse d'un affrontement devant le comité directeur entre MM. Fabius et Delebarre - réédition de celui qui avait mis aux prises le même M. Fabius et M. Mauroy en mai 1988 - inquiète plusieurs dirigeants socialistes, qui estiment qu'elle ne serait pas de

nature à relever l'image du parti.

L'éventuel remplacement de M. Mauroy au poste de premier secrétaire supposerait donc une redistribution plus générale des responsabilités à l'initiative du Président de la République. Elle s'inscrirait dans la perspective, souvent évoquée ces quinze derniers jours, d'un remaniement du gouvernement en instance pour « libérer » l'ordre du jour de la session de printemps et offrir une place nette à de nouveaux ministres.

La Ville du Pouliguen

(Loire-Atlantique)

organisé en 1992, son 3^e concours de nouvelles. Les nouvelles sont à adresser, en 4 exemplaires, avant le 31 janvier, à

M^{me} Sylvie Thébaud, service culturel Hôtel de ville Brécéan, 44510 LE POULIGUEN (une seule nouvelle par candidat ; 50 F droit d'inscription).

Tous renseignements auprès de M^{me} S. Thébaud, au (06) 40-42-10-29.

Le Monde de l'éducation

NOUVELLE FORMULE

ENQUÊTE

JANVIER 1992

PARTEZ ÉTUDIER EN EUROPE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صكنا من الأصل

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Gaz paset d'histoire : 19 h. Jérusalem photo : 20 h 30. Comment vous le dire : 22 h.

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-08-77-71). Puzi : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Fantôme : 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (46-06-49-24). L'Antichambre : 21 h, dim. 15 h 30.

RATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 19 h, dim. 15 h 30. La Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France : 20 h 30. Moby Dick : 20 h 30, dim. 17 h.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE PARIS (AUDIT. COLBERT). Dissident, il va s'en dire : 19 h, dim. 15 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). Oniric : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

CARÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thé à la menthe ou l'es citron : 17 h et 20 h. Coller de nouilles : 19 h. Les Condoirs de la honte : 22 h. Dim. Festival d'expression arabe : 20 h.

CARTOUCHE EPEE DE BOIS (49-08-38-74). La vie est un songe : 20 h 30, dim. 18 h.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-89-61). Les Vaux du président : 20 h 30.

CASINO DE PARIS (49-95-99-99). Peter Pan : 17 h, dim. 14 h 15 et 17 h 15.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans la salle ? : 21 h, dim. 15 h 30.

CHATELET-THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). West Side Story : 15 h et 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Mes parents sont de grande envergure que j'ai eu quand j'étais petit : 20 h 30, dim. 18 h. Sans titre : 22 h, dim. 17 h 30.

COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00). Les Possédés : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les Trois Filles de M^{lle} Akoun : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Place montée : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Arlequin et Colombine au carnaval de Venise : 20 h, dim. 14 h. L'Épouse prudente : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-10-00-18). Le roi s'amuse : 20 h 30. Dim. Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 20 h 30. Iphigénie : 14 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Grand-Feur et mœurs du lit Riche : 21 h. Voltaire's Folies : 19 h.

DAUNOU (42-81-89-14). Coucou ! le Grand Orchestre du Splendid : 20 h 45, dim. 15 h 30.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Le Diable tentateur : 19 h.

DEUX ANES (46-06-10-28). Crasson qui s'en dédit : 21 h, dim. 15 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babes cadras : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-58-92). Dédébel : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30.

ELDORADO (42-48-80-27). Monsieur Amédée : 18 h et 21 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Au pays des enfants de Cham : 20 h 30, dim. 18 h.

ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Sables d'été : 20 h 30.

ESPACE MARAIS (49-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h, dim. 15 h 30. La Mouette : 20 h. Y a pas que la folie dans le vieil Si : 22 h, dim. 18 h. Dim. Baudelaire's Fantasia : 17 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Une mouche en novembre : 20 h 30, dim. 18 h.

FONTAINE (46-74-74-40). Le Cien des veuves : 15 h 30 et 20 h 45.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-80-08). Les Bidochons. Histoire d'amour : 18 h et 20 h 15.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-39-03). Opéra bulles : 12 h 23 h et 12 h 21 h.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-88-81). Eux seuls le savent : 18 h 45. Libertine : 20 h 30. Le Ticket : 22 h 15.

GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-78). L'opéra : 20 h 30.

HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12). Les Origines de l'homme : 18 h.

HOTEL LUTÉCIA (45-01-25-75). A la rencontre de Marcel Proust : 17 h et 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice cheuve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Poète à New-York : 21 h 30.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-88-83). L'Apocalypse, version pauvre : 20 h 30, dim. 17 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Le Mont-Pèze : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45. La Nuit et le Moment : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Beresht : 18 h. Mademoiselle Elia : 20 h. Oncle Vania : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). N'écoutez pas, mesdames : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (42-58-04-41). La Dame de chez Maxim's : 20 h 30, dim. 15 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Génération chante Brassens : 17 h et 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-80-00). Caligula : 20 h 45, dim. 15 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-80-00). Chorus : 18 h 30.

MÉTAMORPHOSIS (THÉÂTRE SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-61-33-70). Marchand de rêves : 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-65-35-02). Darling Chérie : 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MOGADOR (48-78-04-04). Les Mésalliances : 18 h et 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

OUVRE (48-74-42-52). Le Médecin : 20 h 45.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Jésus était son nom : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 17 h 30.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Valérie Lemerclier au Palais-Royal : 20 h 45.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle I. Chambre 108 : 21 h, dim. 15 h. Salle II. Abraham et Samuel : 18 h et 21 h, dim. 15 h.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Richard Taxy : 0 h.

POTINIERE (42-81-44-16). Zizanie : 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Le Bouffon et le Roi : 21 h, dim. 17 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Chantal Galla : 21 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). L'Onze myrtilles : 14 h 30. Un petit goût d'Anis : 20 h 30. La Strada : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin seuls I : 17 h et 20 h 45.

SENIER DES HALLES (42-36-37-27). Je m'plaisante : Paul Adam : 20 h 30. Louis Belmont : 22 h.

SHOW-BUS (42-62-36-58). Dim. Show Bus : 14 h 30.

SOUS CHÂTEAU (40-02-61-18). Archéos : 20 h 30, dim. 17 h.

SPLINDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Un couple au Splendid : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). Les Jours se traitent, les nuits aussi : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (48-08-10-17). Lille dans l'accès le choc : 22 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47). Anne Roumanoff : 20 h 30, dim. 18 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-99). Salle de Mai. Les œuvres sont très gentes comme les autres : 17 h et 20 h 30, dim. 15 h. Après l'amour : 21 h, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE MONTMARTRE (47-45-75-80). Petite salle. Amélie le masacre I : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (48-74-10-75). No Woman's Land : 20 h 45.

THÉÂTRE MONTROUGE (48-36-06-08). On va faire la cocotte : On purge bébé : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. Marilyn Montreuil : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Comédies barbares : 20 h, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Sur le côté et l'autre bord : 18 h 30, dim. 18 h 21 h 30.

THÉÂTRE DE NESLE (48-34-81-04). Salomé : 19 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-58-60-70). Petite salle. L'Échange : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DU SPHINX (42-78-39-28). Jésus et le Petit Prince des galaxies : 20 h 30, dim. 15 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). 21 Sanctions et un chien perdu dans la nuit. Pedro : 22 h. Je ne me souviens plus de rien : Clara : 20 h 30, dim. 17 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Le Troisième Témoin : 15 h. Les Méduses Tiro : 21 h.

RÉGION PARISIENNE

ÉLANCOURT (LE POLLEIN) (30-62-82-81). Raymond Devos : 20 h 30.

RAMBOUILLET (THÉÂTRE DU NICKELLODÉON) (30-41-82-77). Chéri : 21 h.

SAINT-MAUR (THÉÂTRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-89-99-10). Remy-Ménages : 21 h, dim. 15 h.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

AU BEC FIN (42-96-29-35). Nijinsky l'ange de papier : 19 h. Devos extra, je l'ai rencontré : 20 h 30, 22 h 15. I'm just a Gilles Gauthé : 22 h et 23 h 30. Banc d'essai des jeunes : 22 h.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Salade de nuit : 20 h 15. Chénier et Chénier : 21 h 30. En attendant : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Finissez les costumes je vais chercher le rô : 21 h 30. Coste-Vignon : 22 h 30.

CAPÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Faits dans son premier fatma-show : 20 h 15. Mangesons d'hommes : 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça t'as tout : 24 h 22 h.

MOVIES (42-74-14-22). Tranche de quel : 18 h 30.

PETIT CASINO (42-78-38-50). C'est-ce que je trinque ? : 21 h. Je ne pourrais pas me passer de toi, faites passer : 22 h 30.

PLATEAU 26 (48-87-10-75). Contradiction sociologique à l'Élysée : 20 h 15. Crise en thèmes : 21 h 15. Max de Bley... en herbe : 22 h 30. Mais où est donc Océ ? : 21 h 15. Elles jouent des v : 20 h 15. Le Bonjour d'Alfred : 22 h 15.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Richard Taxy : 0 h. Le Tremplin : 17 h. Gustave Parking : 20 h. Valéry dans... Nadine : 21 h 15. Charmant mais fou : 22 h 30.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

BROKEN HEART. Film américain de Paul Verhoeven. 14 juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24).

SAMÉDI

Hiroshima mon amour (1985), d'Alain Resnais, 18 h 30 ; Huit et demi (1965), v.o. s.t.f., de Federico Fellini, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29).

SAMÉDI

Hommage à la Warner Bros : Baby Doll (1956, v.o. s.t.f.), d'Elia Kazan, 14 h 30 ; Les Amers aux figures sales (1938, v.o. s.t.f.), de Michael Curtiz, 17 h 30 ; Qui a peur de Virginia Woolf ? (1967, v.o. s.t.f.), de Mike Nichols, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30).

SAMÉDI

Paris Musique : Musique de films : Actualité Giscard, la Bohème (1987) de Luigi Comencini, 14 h 30 ; Comédie musicale : Bill Baxter chante Bienvenue à Paris (1987) de Cass-222, Avril à Paris (1952, v.o.) de David Butler, 18 h 30 ; Jazz : Fat's Domino (1974) de Jean-Pierre Menouillet, Duke Ellington à la salle Pleyel (1958) de Claude Lorrain, les 70 ans du Duke (1970) de Bernard Lior, 18 h 30 ; Portraits : Accusé Gaumont, 184 (1977-1988) de Clint Eastwood, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.). Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33). Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48). Les Trois Batailles, 6 (45-61-10-60). Sept Panosseries, 14 (43-20-32-20). AMERIKA, TERRA INCOGNITA (Vendéen, v.o.), de Lina, 4 (42-78-47-88). L'AMOUR AVEC DES GANTS (Fr., v.o.), 14 juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00).

L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr., Can.), Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48).

LES ARCANDIERS (Fr.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 9 (42-74-84-04) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 4 (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.). Les Trois Luminaires, 6 (46-33-97-77).

CLOSE UP (français, v.o.). Utopia, 5 (43-26-84-85).

CONTRE L'OUBLI (Fr.). Pathé Hautes-Faibles, 6 (46-33-79-38).

DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.). Utopia, 5 (43-26-84-85).

LA FUTE AU PARADIS (Fr.-It.). Épée de Bois, 5 (43-37-87-47).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-It.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; 14 juillet Bastille, 19 (45-61-94-81) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; UGC Maitre, 17 (40-89-00-18) ; Pathé Clichy, 18 (46-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-88).

VAN GOGH (Fr.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Alcala, 14 (43-27-84-50) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.). Les Trois Luminaires, 6 (46-33-97-77) 12 h.

AKIRA (Jap., v.o.). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85) 13 h 45.

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (Fr., v.o.). Rialto Cinéma, 11 (48-05-51-33) 13 h 50.

L'AMOUR NÉCESSAIRE (It.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) 10 h 55.

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85) 12 h.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (Fr., v.o.). Rialto Cinéma, 11 (48-05-51-33) 21 h 50.

ARTHUR RIMBAUD, UNE BIOGRAPHIE (Fr.). Images d'ailleurs, 5 (46-87-18-08) 21 h 30.

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.). Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.

LES AVENTURES DE PINOCCHIO (It., v.o.). Rialto Cinéma, 11 (48-05-51-33) 13 h 50.

BOYZ'N THE HOOD (A., v.o.). Images d'ailleurs, 5 (46-87-18-08) 22 h.

BRAZIL (Br., v.o.). Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 16 h.

BRISBY ET LE SECRÉT DE NIMH (A., v.o.). Ciné Gaumont (Publie Matignon), 6 (43-58-31-97) 14 h 30, 16 h 30.

LE CABINET DU DOCTEUR RAMIREZ (Fr.-A., v.o.). Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) 13 h 30.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.). Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) 22 h 30.

CASABLANCA (A., v.o.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

CHUCK BERRY, HAIL HAIL ROCK'N ROLL (A., v.o.). Épée de Bois, 5 (43-37-87-47) 22 h.

LES CINQ MILLE DOLLARS DU DR T. (A., v.o.). Escorial, 13 (47-07-28-04) 16 h 40.

CRIN BLANC (Fr.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.). Ciné Gaumont (Publie Matignon), 6 (43-58-31-97) 20 h, 22 h.

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.). Rialto Cinéma Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) 13 h 40.

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.). Rialto Cinéma Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) 12 h.

DIEU VOMIT LES TRÈDES (Fr., v.o.). Utopia, 5 (43-26-84-85) 15 h 15.

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.). Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) 16 h 15.

EPIDÉMIE (Do, v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) 0 h.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.). Rianegh, 16 (42-68-64-44) 15 h.

EPIDÉMIE (Do, v.o.). Escorial, 13 (47-07-28-04) 12 h.

EXCALIBUR (A., v.o.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

L'EXPERIENCE INTERDITE (I., v.o.). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85) 15 h.

FANTASIA (A.). République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 17 h 10 ; Denfert, 14 (43-21-41-01) 17 h 20.

FASTER PUSY CAT, KILL! KILL! (I., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) 0 h 45.

FAUX-SEMBLANTS (I., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) 0 h 15.

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fr., v.o.). La Berry Zèbre, 11 (43-57-51-58) 17 h 30.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h 20.

HAIRSPRAY (A., v.o.). La Bastille, 11 (43-07-48-00) 0 h.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (I., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) 0 h 20.

HOTEL DU NORD (Fr.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h.

JUNGLE FEVER (A., v.o.). Images d'ailleurs, 5 (46-87-18-08) 18 h.

LE KID (A.). République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 15 h 20.

LAAR (Burmabé, v.o.). Images d'ailleurs, 5 (46-87-18-08) 18 h.

LADY FOR A DAY (A., v.o.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h 15.

LOLA MONTES (Fr.-A.). Rialto Cinéma Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) 11 h 50.

LOLITA (Br., v.o.). Denfert, 14 (43-21-41-01) 21 h.

LUCKY DAISSY TOWN (Bel.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 30.

LUST IN THE DUST (A., v.o.). La Bastille, 11 (43-07-48-00) 0 h.

MARY POPPINS (A., v.o.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.

MAUVAIS SANG (Fr.). Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) 18 h 15.

MERCI LA VIE (Fr.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) 10 h 40.

MÉTAL HURLANT (A., v.o.). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85) 0 h 30.

MORT A VENISE (It., v.o.). Escorial, 13 (47-07-28-04) 11 h 50.

MUSIC LOVERS (Br., v.o.). Accatone, 6 (46-33-86-86) 12 h.

NEUF SEMAINES ET DENIE (I., v.o.). Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 20 h 10.

L'OURS (Fr.-A.). Escorial, 13 (47-07-28-04) 14 h 50.

LES PETITS SCHTROUMPFS (Bel.). Locomotive, 6 (45-44-57-34) 14 h, 16 h.

PAYSAGE DANS LE BRUILLARD (Gr., v.o.). Europe Pathéon (ex-Rialto Pathéon), 5 (43-54-15-04) 11 h 50.

PETER ET ELIOTT LE DRAGON (A., v.o.). Denfert, 14 (43-21-41-01) 15 h 50.

PINK LOYD THE WALL (Br., v.o.). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85) 0 h 15.

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.o.). La Berry Zèbre, 11 (43-57-51-58) 15 h 30.

POINT BREAK (I., v.o.). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85) 20 h 15.

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (A., v.o.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Br., v.o.). La Berry Zèbre, 11 (43-57-51-58) 20 h 30.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.o.). Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) 20 h 10.

LE ROI ET L'ONCLEAU (Fr.). Denfert, 14 (43-21-41-01) 15 h 40.

SAO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (I., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) 22 h.

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.). Utopia, 5 (43-26-84-85) 14 h 30.

TCHAIKOVSKI (Sov., v.o.). Cosmos, 6 (45-44-28-80) 20 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (I., v.o.). Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h.

TOP HAT (A., v.o.). Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LES TORTUES NINJA II (A., v.o.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h.

TOTAL RECALL (I., v.o.). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85) 22 h 15.

LA TRAVIATA (It., v.o.). Grand Pavois, 15 (45-64-48-85) 11 h 45.

TU MI TURBI (It., v.o.). La Berry Zèbre, 11 (43-57-51-58) 19 h.

20.000 LIEUES SOUS LES MERS (A., v.o.). Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.

LE VOLEUR DE CHEVAUX (Chn., v.o.). L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83) 21 h 30.

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) 10 h 45.

VOYAGE SUR JUPITER (Can.). Cinéma, 19 (42-08-34-00) 11 h, 19 h.

PARIS EN VISITES

LUNDI 6 JANVIER

«L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Hausmann», 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autotour).

«Exposition Géricault au Grand Palais», 13 h 30, hall de l'exposition (Arts et caetera).

«L'Ecole des beaux-arts et les salons de l'hôtel de Chimay», 14 heures, 13, quai Malaquais (P.-Y. Jassé).

«Les places pittoresques de Paris rive droite», 14 heures, métro Arts et Métiers, sortie rue Réaumur (A nous deux, Paris).

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«La Sorbonne, son amphithéâtre, sa chapelle», 14 h 30, 47, rue des Ecoles (S. Rojon-Kern).

«Le Palais de justice en activité. Histoire et fonctionnement», 14 h 30 et 18 h 30, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

«La Renaissance française au Musée du Louvre», 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Europ exil).

«La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres lieux logés parisiens», 14 h 40, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autotour).

LUNDI 6 JANVIER

«Appartements royaux du Louvre et vis des rois et reines de France», 14 h 45, métro Palais-Royal, terre-plein central (M. Banassac).

«Exposition : la Bible, Dieu en son royaume», 15 heures, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

«Promenade à travers le vieux Montmartre», 15 heures, métro Lemaître-Caulaincourt (Lutèce-vist).

«Les crèches de Noël, à Saint-Sulpice et Saint-Germain-des-Près», 15 heures, entrée principale de l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice (Paris et son histoire).

«Exposition Géricault», 16 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jassé).

CONFÉRENCES

«Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : «Aspects de la Terre et de la Lune» (Cours d'astronomie pratique).

Galerie Colbert (auditorium), 2, rue Vivienne, 19 heures : «Absence

CULTURE

DANSE

Le pourpoint aux orties

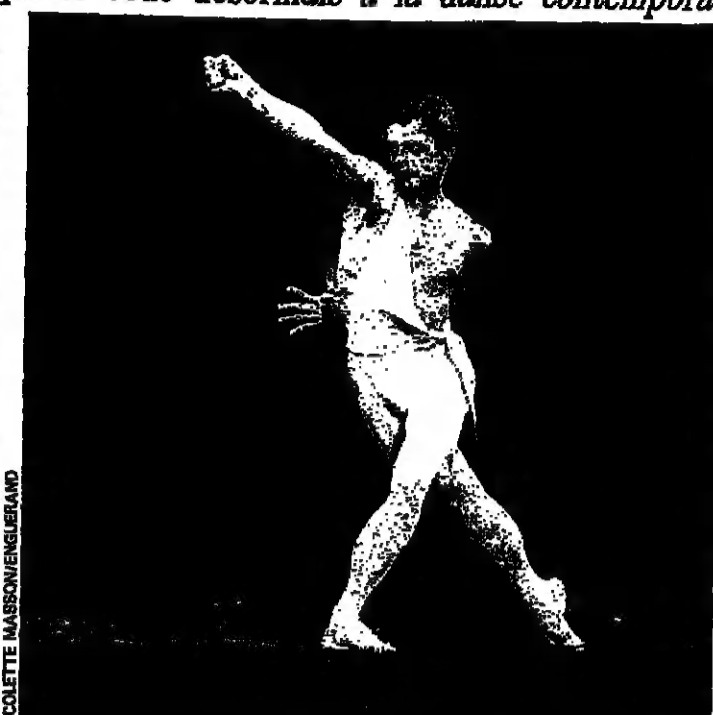
Virage sur l'aile pour Mikhail Barychnikov
qui se voue désormais à la danse contemporaine

Mikhail Barychnikov se produira à Paris, au Théâtre des Champs-Élysées, du 5 au 12 mars prochain. Avec une troupe pas comme les autres, The White Oak Dance Project, dont il assume la responsabilité non seulement artistique mais financière : il a, pour cela, fondé sa propre société, Barychnikov Productions Inc. The White Oak a débuté à Boston en octobre 1990 et a déjà effectué quatre tournées aux États-Unis : sa tournée européenne, la première, le conduira, après Paris, à Rome, Francfort, Hambourg, Copenhague, Stockholm et, enfin, Londres où elle s'achèvera le 12 avril. Elle est présentée (sauf à Londres) en association avec le producteur Gilles Bay-Fouey, également producteur des « Cécilia de la danse » qui débutent prochainement à Paris.

Au programme du White Oak - qui dispose, il faut le souligner, de son propre orchestre de dix-sept musiciens - uniquement des chorégraphes contemporains. Adieu princesses, Don Quichotte et autres Corinaï ! A quarante-trois ans, Mikhail Barychnikov - Michel pour des milliers d'intimes - jette aux orties ses pourpoints de velours romantiques et classiques. La superstar joue les violettes, le tar découvrant la démocratie, les étoiles n'ont pas cours dans la danse moderne. Une nouvelle carrière pour le futur prodige ! De passage-éclair à Paris, le sourire et l'œil bleu toujours dévastateurs, il s'explique.

« White Oak - le chêne blanc - est le nom de la plantation. Floride, où Howard Gilman (NDLR : magnat du papier et protecteur des arts depuis longtemps) nous a fait construire un studio de danse. Près de Jacksonville et à deux heures d'avion de New-York, c'est mon second « home ». Et c'est là que nous préparons nos spectacles dans un environnement idéal - il y a deux lacs, un étang aux cygnes, un yacht-club, un immense parc naturel où vivent six cents animaux dont beaucoup d'espèces rares et menacées... »

« The White Oak Dance Project n'est pas une compagnie au sens traditionnel du terme, c'est plutôt un groupe qui travaille sur des projets limités, pas toute l'année. Il monte deux créations par saison, c'est-à-dire par tournée d'un à deux mois. En Europe, nous présentons une création mondiale de Paul Taylor, et une autre de David Gordon. L'idée de ce groupe est née de mon envie, après avoir quitté la direction artistique de l'American Ballet Theatre, de travailler dans le domaine de la danse moderne - que je connaissais déjà un peu pour avoir travaillé avec Twyla Tharp, Alvin



Mikhail Barychnikov

Alley, Paul Taylor, Merce Cunningham, Glen Tetley et, surtout ces dernières années, la compagnie Martha Graham. J'ai commandé des pièces d'abord à Mark Morris, ensuite à Meredith Monk, Martha Clarke, Lar Lubovitch, Jane Dudley... Ces créateurs se situent dans la même lignée de la danse contemporaine américaine, excepté peut-être David Gordon, un peu différent, qui se définit lui-même comme « constructeur » et non chorégraphe.

« Nous sommes une quinzaine de danseurs - en fait un noyau permanent de huit auxquels s'en ajoutent cinq ou six, selon la programmation. Ils ont, pour la plupart, travaillé chez les chorégraphes modernes que j'ai cités ; je les connaissais de réputation ou je les avais vus en scène, certains m'ont été suggérés par les chorégraphes. La danse moderne est un petit monde, on se connaît tous. Ils ont en commun une forte personnalité, une grande expérience de la scène, un bagage solide à la fois comme individu et comme danseur. Ils ne sont pas très jeunes, mais j'ai longtemps travaillé avec des gens très jeunes, à présent j'ai envie de contacts avec des gens de mon âge... En général, les chorégraphes peuvent rester longtemps en scène, car ils sont la source même de leurs mouvements, on voit d'où ça vient. Regar-

dez Merce Cunningham, toujours sensationnel en scène à soixante-deux ans. Mais certains interprètes aussi peuvent avoir cette grâce. Jamais je n'ai éprouvé une telle émotion qu'en voyant danser Jean Babilée, il y a une douzaine d'années, il avait largement dépassé la cinquantaine. C'était un homme - pas seulement un danseur - qui exprimait en scène la complexité d'une âme, d'un esprit et d'un corps. Ces gens me donnent beaucoup de courage et d'espoir, je vois qu'il n'est pas nécessaire de faire de grands jets, des cabrioles et des doubles tours en l'air pour toucher les spectateurs. Le difficile est de trouver des chorégraphes appropriés.

« J'ai dit adieu aux rôles classiques (même si je continue à faire ma barre tous les jours). C'est une partie de ma vie terminée. Le difficile pour moi, à présent, est de danser dans un ensemble, je n'ai pas l'expérience. La danse moderne est démocratique, c'est un état d'esprit ; sur le plan technique, elle ne me pose pas de problème, je l'ai déjà beaucoup travaillé. J'aurais souhaité davantage d'œuvres de Graham, qui est peut-être la plus compliquée techniquement ; mais j'ai un genou droit fragile, déjà opéré deux fois et Graham demande beaucoup de travail sur les genoux. Forsythe ? Je le trouve très intéressant, il a réinventé le langage classi-

que. Mais, malheureusement, c'est trop tard pour moi... »

« Je suis toujours curieux de voir ce qui se fait aujourd'hui, et je reçois beaucoup de cassettes vidéo de jeunes chorégraphes intéressés par mon projet. Je dois dire qu'il n'y en a pas beaucoup de passionnés. Cependant j'espère, l'année prochaine, présenter un programme de chorégraphes inconnus.

« Quant à l'évolution du ballet classique, c'est une brève histoire, me semble-t-il. Je ne voudrais pas spéculer, mais les plus grandes compagnies du monde actuelles - le Bolchoï, le Kirov, l'Opéra de Paris et le Royal Ballet de Londres - ont des hauts et des bas : les deux russes dégringolent, Paris stagne, Londres vient de remonter un peu... Manquent de grands chorégraphes et de grands directeurs artistiques. Manquent la force créatrice et l'énergie qui animaient jadis le New York City Ballet avec Balanchine. Les grandes compagnies veulent toujours être un peu « être glorieuses », impressionnantes, ce n'est pas ainsi qu'on fait du travail de création en profondeur. Peut-être la facilité des échanges et des communications, aujourd'hui, commence-t-elle à gonfler la diversité des styles nationaux. Ce serait dommage, il faut que l'école de l'Opéra de Paris, à mes yeux la meilleure du monde en ce moment, garde sa spécificité, comme les autres. Il est intéressant de voir une Belle au bois dormant anglaise, n'y avait rien à voir avec les ballets russes ou danoises (j'ai oublié de citer le Royal Ballet danois parmi les « grands » actuels). Trop de questions de business, trop de souci d'être attractif entrent en ligne de compte et certaines productions ne sont pas convaincantes.

« Remonter moi-même de grands ballets classiques ? Je n'ai guère l'habitude de danser, mais j'ai l'habitude de citer le Royal Ballet danois parmi les « grands » actuels. Trop de questions de business, trop de souci d'être attractif entrent en ligne de compte et certaines productions ne sont pas convaincantes.

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC

PATRIMOINE

Le capharnaüm retrouvé

L'appartement de Gustave Moreau est enfin ouvert au public

Trois cents tableaux, gravures, meubles, bibelots accumulés dans 54 m². C'est peu à côté des six mille œuvres qu'abrite cette maison-musée de la rue de La Rochefoucauld à Paris ou encore des neuf mille pièces que contiennent les réserves de cet établissement qui dépend de la Réunion des musées nationaux. Mais c'est une première : l'appartement de Gustave Moreau - ce peintre que Huysmans considérait comme « un artiste unique, extraordinaire et mystique, enfermé en plein Paris, dans une cellule où ne pénétrait même pas le bruit de la vie contemporaine » - vient d'être enfin ouvert au public, après un siècle d'ombre et de poussière.

Il se dégage de ce sombre cabinet de curiosité tout l'esprit historiciste de la fin du dix-neuvième siècle, ce sens de l'accumulation poussé à l'extrême et, en même temps, la solitude d'un homme qui décide à soixante-dix ans de rassembler les témoignages de son passé : souvenirs de son père (mort en 1862), de sa mère (morte en 1884) et de son amie Alexandrine Dureau (morte en 1890), traces vivantes de ses maîtres. Dans cet archipel funéraire, il semble trouver l'unique maison de continuer son œuvre, donc sa vie, consacrée à l'adoration des modèles (Michel-Ange, Carpeccio, Le Titien) et des symboles religieux ou mythologiques.

« Je pense à ma mort et au sort de mes pauvres petits travaux et de toutes les compositions que je prends la peine de refaire. Séparées, elles périssent ; prises ensemble, elles donnent un peu l'idée de ce que j'étais comme artiste et du milieu dans lequel je me plaisais à rêver », note le peintre en décembre 1862. Mais c'est en 1895 que le projet prend réellement forme. Cette maison particulière, achetée en 1852 par son père, architecte de métier et maître d'œuvre de tout un lotissement de la nouvelle Athènes, va devenir à la fois un lieu de travail et un temple du souvenir. En avril 1895, Gustave Moreau décide de faire construire sur place de grands ateliers. Il va même jusqu'à racheter et agrandir certaines toiles afin qu'elles y trouvent place.

Le mobilier de l'âme de cœur

Il ne s'agit pas d'une reconstitution réaliste du nid de l'enfance, voire d'un écosystème familial, mais plutôt d'un aménagement rétrospectif de grands ateliers. Il y a des tableaux, les photos et les bibelots entretiennent des correspondances secrètes, irréductibles aux conventions esthétiques et à l'idée de décor. C'est le capharnaüm du Temps retrouvé. Une fois emprunté l'escalier, que domine un très beau carton pour un Prométhée enchaîné, on peut rester une minute ou deux heures. Les œuvres se cachent dans la pénombre : là, le portrait de Moreau par Degas ; ici, une Rachel de Chassériau ; dans un coin, une gravure de Rembrandt. L'ambiance y est sublimement étouffante, pleine de ces visions qui hantent l'œuvre du peintre.

L'appartement se découpe en trois pièces : la salle à manger, avec ses boiseries vert d'eau, assorties de chaises Louis XVI, pièce dans laquelle on a retrouvé plus de deux cents gravures de Rembrandt. Plus loin, la chambre, ancien salon de la mère du peintre, regroupe les souvenirs de famille. Dans les vitrines en chêne, légions d'honneur,

miniatures et photos ont été épilogées par le peintre, comme autant de papillons. En face, le boudoir d'Alexandrine Dureau, digne de la Chambre verte de Truffaut, aménagé dans l'ancienne chambre d'enfant de Gustave. En gentleman, il fait racher anonymement par son légataire universel, Henri Rupp, le mobilier de l'amie de cœur, accroché des portraits par Nadar, et quelques-unes de ses aquarelles : Hésiode et la Muse, Sapho, Paphos...

On quitte l'appartement par ce vestibule où les œuvres se serrent sur les murs comme pour mieux les soutenir : une huile de Fromentin, une famille d'étude de Poussin, une vue d'Égypte offerte par un ami orientaliste, Berchère, originaire d'Étampes. L'ensemble est bouleversant autant par ce qu'il rend visible que par ce qu'il suggère à force de mystère, d'insolence et d'étrangeté avec l'idéal. Ce lieu n'a pas été conçu pour la vie quotidienne mais pour y échapper, dans le recueillement, le souvenir, plus vivant que la vie elle-même. « Mourez-vous, mourez-vous de suite, pour le grand bien de l'art, pour votre gloire », écrivait le Sâr Peladan, l'auteur du Vice suprême, à Gustave Moreau en 1895. Il meurt en 1898. Après quatre ans de démarches, Henri Rupp arrive à faire accepter le legs Gustave Moreau à l'État. Le musée sera officiellement ouvert en 1903 : le premier conservateur n'est autre que Georges Rousset, élève de Gustave Moreau à l'École des beaux-arts.

Près d'un siècle plus tard, c'est une femme, Geneviève Lacambre, conservateur au Musée d'Orsay et chargée du Musée Gustave-Moreau depuis 1983, qui a rendu hommage à la mémoire du peintre avec le soin qu'il avait pris lui-même à faire le lit de son œuvre. Les 400 000 francs recueillis auprès de plusieurs mécènes (1) ont permis de restituer les dames jeunes et grises, de restaurer les bronzes et les sculptures. En 1931, on comptait 70 visiteurs par an. En 1990, ils sont 25 000, un chiffre inédit. Comparé aux 8 000 entrées quotidiennes d'Orsay, mais qui justifie l'intérêt croissant du public, étranger notamment, pour cet endroit. L'ouverture de cet appartement, mis en scène comme le tableau d'une vie, donne à mieux voir, un étage plus haut, l'œuvre et son écosystème sacré, de l'abandonner, par exemple, à cet Orphée sur la tombe d'Eurydice, peint par Moreau au lendemain de la mort de son Alexandrine et dont il suggère les couleurs avec ces mots tout simples : « L'âme est seule ; elle a perdu tout ce qui était sa splendeur, la force et la douceur. Elle pleure sur elle-même, dans cet abandon de tout, dans sa solitude inconsolable. Le silence est partout. La Lune apparaît au-dessus de l'écule et de l'étang sacré des murs ; seules les gouttes de rosée tombant des fleurs d'au font leur bruit régulier et discret, ce bruit plein de mélancolie et de douceur, ce bruit de vie dans un silence de mort. »

LAURENCE BENAÏM

(1) L'Association des amis du Musée Gustave-Moreau, la CGPI, le Conseil supérieur du mécénat culturel et l'Association américaine Friends of French Art qui a mené à bien l'inventaire de l'appartement.

► Musée Gustave-Moreau, 14, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris. Tél. : 48-74-38-50. Fermé le mardi.

NOTES

Mort de l'actrice Judith Anderson

L'actrice d'origine australienne Judith Anderson, qui incarna Lady Macbeth et la lugubre gouvernante du Rebecca d'Hitchcock, est morte le 3 janvier en Californie. Elle avait quatre-vingt-trois ans.

[Née le 10 février 1898 à Adelaide, Judith Anderson gagna les États-Unis avec sa mère en 1918 et joua dans des dizaines de pièces avant de se voir proposer les grands rôles. En 1931, on la voit dans Le diable s'incarne d'Eugene O'Neill et, en 1937, elle fait ses débuts à l'Opéra de Paris dans le rôle de Lady Macbeth, puis joue la reine Gertrude de Hamlet au théâtre de John Gielgud.]

Mais le grand public la connaît surtout comme la sinistre gouvernante de Rebecca (1940), qui lui valut un Oscar de meilleur second rôle. Elle avait joué plus tard dans les Dix Commandements, de Cecil B. De Mille, et dans l'adaptation cinématographique de la Chute sur un toit brûlant, de Tennessee Williams, et avait même joué avec Ronald Reagan, dans King's Room. Frances Margaret « Judith » Anderson, que la reine Elizabeth d'Angleterre avait nommé « Dame » de l'Empire britannique, avait encore joué Hamlet à l'âge de soixante-trois ans.]

Les fresques de Kerga menacées

En 1935, un peintre breton, Charles de Kergaraya, dit Kerga, exécutait un cycle de fresques pour décorer la salle des fêtes du sanatorium de Perharidy, près de Roscoff (Côte-d'Armor). Cet ensemble de dix peintures murales qui couvrent 200 m² décrit la vie quotidienne de la Bretagne de l'entre-deux-guerres : pêche, ramassage du goémon, cueillette des choux-fleurs, mais aussi bains de mer et traitement de la tuberculose dans cet établissement. Kerga les avait réalisées dans un style largement inspiré de

celui de l'École de Pont-Aven. L'influence de Maurice Denis y est sensible. L'intérêt de ces œuvres est donc tout à la fois sociologique et artistique.

Or le projet de modernisation du Centre hospitalier de Roscoff condamne ces peintures à la destruction puisque la salle des fêtes doit être abattue afin de permettre l'agrandissement du bâtiment. Il était regrettable qu'aucune solution de compromis ne puisse être trouvée et que ce témoignage de l'art décoratif des années 30 soit sacrifié ainsi à la légère. Trop d'œuvres comparables ont été détruites depuis vingt ans pour qu'un effort ne soit pas ici consenti.

E. de R.

THÉÂTRE

Bastille 1989/1992

Après les fêtes, à l'année nouvelle, on fait les comptes, qui généralement, laissent un goût amer. Cela se passe pour les particuliers, et aussi pour les théâtres. Même ceux qui marchent, dont les spectacles sont appréciés de la presse et du public. C'est le cas du Théâtre de la Bastille qui a la chance de porter un nom facile à retenir dans le monde entier, et dont le directeur, Jean-Marie Hordé compose ses programmes avec ceux qu'il appelle « les gens à la marge », principalement dans le domaine dramatique, mais aussi chorégraphique et musical.

Jean-Marie Hordé tient à opérer une présélection rigoureuse. La disposition des deux salles, leur aménagement, leur ambiance et celle du quartier,

leur passé donnent au Théâtre une identité marquée. Tous les genres n'y sont pas à leur place. En revanche, tout ce qui naît, tout ce qui risque, ce qui bouge, désire - et doit - passer à la Bastille, de François Tanguy à Joël Jouanneau, de Jean-Marie Pette à Bruno Bayen, de Novarina à Michel Rebeaux, entre autres...

C'est là qu'intervient la question des moyens. La plupart du temps, les gens qui commentent, qui cherchent, qui poursuivent une expérience radicale ne peuvent pas s'autofinancer. La Bastille de son côté, une fois payée le loyer, la publicité, les frais fixes, dispose de 900 000 F pour la production de quelque vingt-cinq à vingt-sept spectacles. C'est beaucoup

pour peu d'argent : « On peut difficilement tenir trois mois des formes qui ne sont pas totalement acceptées », dit Jean-Marie Hordé.

Le théâtre est ouvert de septembre à juillet. Et en avril 1992, y sera créé une pièce de Chantal Akerman. « La Bastille n'est plus en faillite, mon indépendance artistique est totale. Finalement, j'ai obtenu après trois ans de travail acharné le montant de subventions que je demandais il y a quatre ans. Je voudrais seulement pouvoir produire de temps en temps une première mise en scène, continuer mon travail. C'est un choix politique de la part du ministère comme de la Ville de Paris. »

COLETTE GODARD

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5887 HORIZONTAL

I. Avec lui, il y a des pleurs mais pas de grimaces de dents. Raté quand on a mal tourné. - II. Qui peuvent se mettre à courir. Ne fait pas de mal quand elle est blanche. - III. Ne sont pas dans la mesure des moyens. Sings. Point de départ. - IV. Rangé comme un poisson. Peut se terminer par un coup de rouge.

V. Rage. Echange de timbres. Pas présentables. - VI. Longueur de chaîne. Pas oubliées. - VII. Satisfaisantes quand il y a de bons bours. Félicité payée d'or. - VIII. Pas trop grave quand il arrive sur le parcours. Période. - IX. Autrefois, était souvent sur les dents. - X. Variété de aspin. Alla ramener. Naît dans les Alpes. - XI. Coute en Sibérie. N'est pas une fine mouche. Qui peuvent irriter. - XII. Cours de France. N'admettent pas. - XIII. Un projet pour les Anglaises. Répond. - XIV. Quand elle est grande, il n'y a pas d'échec. N'est plus qu'un triste sire quand il est mélancolique. - XV. Eau. Une ville. Pour abriter un lieu. - XVI. Un coin perdu. Ville du Nigeria. Prononcées.

VERTICALEMENT
1. Qu'on peut sans crainte laisser tomber. Tient bien son logis. - 2. Marcher sans rien dire. A le dent dur. Adverbe qui vaut mieux qu'un autre. - 3. Un certain sel. « Sortie » en famille. L'âme d'un « pistolet ». - 4. Un caractère ancien. Cachera. Peut être voulu par un ami anonyme. - 5. A une réaction bien humaine. Pas souple. Sa tête nous revient. - 6. Une question pour le psychologue. Pas original. Disciple d'un marabout. - 7. Un mot dit. Gros le long de l'échine. - 8. Pronom. N'est tranché qu'au moment où on a fini de passer. Crie comme une bête. - 9. Pas fine. Un vague sujet.

NOTES

Mort de l'actrice Judith Anderson

L'actrice d'origine australienne Judith Anderson, qui incarna Lady Macbeth et la lugubre gouvernante du Rebecca d'Hitchcock, est morte le 3 janvier en Californie. Elle avait quatre-vingt-trois ans.

[Née le 10 février 1898 à Adelaide, Judith Anderson gagna les États-Unis avec sa mère en 1918 et joua dans des dizaines de pièces avant de se voir proposer les grands rôles. En 1931, on la voit dans Le diable s'incarne d'Eugene O'Neill et, en 1937, elle fait ses débuts à l'Opéra de Paris dans le rôle de Lady Macbeth, puis joue la reine Gertrude de Hamlet au théâtre de John Gielgud.]

Les fresques de Kerga menacées

En 1935, un peintre breton, Charles de Kergaraya, dit Kerga, exécutait un cycle de fresques pour décorer la salle des fêtes du sanatorium de Perharidy, près de Roscoff (Côte-d'Armor). Cet ensemble de dix peintures murales qui couvrent 200 m² décrit la vie quotidienne de la Bretagne de l'entre-deux-guerres : pêche, ramassage du goémon, cueillette des choux-fleurs, mais aussi bains de mer et traitement de la tuberculose dans cet établissement. Kerga les avait réalisées dans un style largement inspiré de

Solution du problème n° 5888
Horizontalement
I. Incapable. - II. Nérée. Ion. - III. Sou. Rapet. - IV. Pneu. Ce. - V. Speech. - VI. Ré. Pétré. - VII. Aard. Ré. - VIII. Nouri. Ch. I. - IX. Tu. Cœur. - X. Tau. Réor. - XI. Dentiste.
Verticalement
1. Inspirant. - 2. Néon. Ecoute. - 3. Crues. Nu. An. - 4. As. Upper. - 5. Persée. Ru. - 6. Ériers. - 7. Big. Ch. Set. - 8. Louche. Orée. - 9. Enée. Léher.
GUY BROUTY

Atlas universel
MUST DES ATLAS
ATLAS UNIVERSEL

L'ANNEE 1991 DANS LE MONDE

par EDOUARD MASUREL

ETRANGER

JANVIER

6. - **GUATEMALA** : Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Jorge Serrano, candidat populiste de centre droit, est élu avec 68 % des suffrages. Il est le 14^e président Viceroy (démocrate-chrétien).

13. - **PORTUGAL** : L'élection présidentielle, M. Mario Soares, chef de l'Etat depuis 1986, est réélu le 14^e tour avec 70,4 % des suffrages.

14. - **TUNISIE** : Trois dirigeants de l'opposition, M. Habib Bourguiba, M. Mohamed Ghannouchi, M. Mohamed Masmoudi, ont été libérés après quatre semaines de détention. Les trois principaux mouvements rebelles ont contribué chacun une partie du territoire.

FEBVRIER

1. - **FINANCES MONDIALES** : La Réserve fédérale des Etats-Unis abaisse son taux d'escompte de 6,5 % à 6 % pour tenter de relancer l'économie, alors que face au coût de la réinflation, la Banque fédérale d'Allemagne a relevé, le 31 janvier, son taux d'escompte de 8 % à 8,5 %. Ces évolutions divergentes accentuent la baisse du dollar qui chute jusqu'à 145 DM, 127 yen et 4,95 F le 1^{er} février. Mais il se redresse ensuite en raison des succès alliés dans la guerre du Golfe, puis, après la victoire, en raison des perspectives de reprise de l'économie américaine.

3. - **ITALIE** : Le Parti communiste, réuni à Rimini pour son vingtième et dernier congrès, se transforme en Parti démocratique de la gauche.

7. - **GRANDE-BRETAGNE** : Trois obus de mortier sont tirés en direction de la résidence du premier ministre à Londres. Cet attentat est attribué par l'Armée à la République irlandaise (IRA).

12. - **CHINE** : Les sentences les plus sévères sont prononcées lors du dernier procès de dissidents du « mouvement de Pékin » de 1989 : deux intellectuels sont condamnés à treize ans de prison.

17. - **CAP-VERT** : Lors de la première élection présidentielle pluripartite, le président Aristides Pereira, au pouvoir depuis l'indépendance en juillet 1975, n'obtient que 26,2 % des suffrages. M. Antonio Monteiro est élu avec 72 % des voix.

20. - **ALBANIE** : Dans le centre de Tirana, la statue d'Enver Hoxha, fondateur du régime communiste, est renversée par des milliers de manifestants. Le président Ramiz Alia aux exigences des étudiants, en grève depuis le 6, et prend le contrôle du gouvernement.

21. - **THAILANDE** : Le gouvernement de M. Chatichai Choonhavan, premier ministre depuis le début 1988, est renversé par un coup d'Etat militaire.

26. - **ALLEMAGNE** : Le chancelier Kohl, revenant sur ses engagements électoraux, annonce des augmentations de 10 % de l'impôt. Le coût de la réunification s'est accru en raison de la dégradation de la situation économique dans l'ex-RDA.

27. - **BANGLADESH** : Lors des premières élections réellement démocratiques, le Parti national de la légende Khalifa Zia remporte 100 des 300 sièges du Parlement. Le Zia devient premier ministre le 19 mars.

MARS

1-7. - **ALBANIE** : Vingt mille Albanais prennent d'assaut l'ambassade de l'URSS à Rome, pour se réfugier en Italie. A Brindisi, les autorités italiennes complètent les passés par leur arrivée.

3. - **SAO-TOMÉ ET PRINCE** : M. Miguel Trovador, qui avait le soutien de l'opposition, remporte l'élection présidentielle avec plus de 80 % des suffrages. Il succède au président Manuel Pinto Da Costa, au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, qui ne se représentait pas.

10. - **SALVADOR** : Aux élections législatives, l'opposition (droite), parti au pouvoir depuis 1989, perd la majorité absolue avec 39 des 84 sièges.

15. - **ALBANIE-ETATS-UNIS** : Les relations diplomatiques, rompues en 1939, sont rétablies.

15. - **POLOGNE** : Les pays créanciers accordent une annulation de 50 % de la dette publique, qui s'élève à 33 milliards de dollars sur une dette totale de 48 milliards.

17. - **FINLANDE** : Aux élections législatives, le Parti du centre arrive en tête avec 35 (-15) des 200 sièges. Son président, M. Esko Aho, forme le 26 avril un cabinet.

coalition quadripartite, ne comprend pas le parti de gauche, pour la première fois depuis 1975.

21. - **ARABIE SAOUDITE** : Les relations diplomatiques, rompues en avril 1988, sont rétablies.

21. - **GRANDE-BRETAGNE** : Le gouvernement de M. Major annonce la suppression en avril 1993 de la poll tax, l'impôt local très impopulaire instauré par M. Thatcher en avril 1990.

24. - **BÉNIN** : Au second tour de la première élection présidentielle pluripartite, M. Nicéphore Soglo, premier ministre depuis 1990, l'emporte avec 67,73 % des suffrages. M. Kérékou, chef de l'Etat arrivé au pouvoir en octobre 1972 grâce à un putsch militaire.

25. - **MALI** : Le général Traoré, au pouvoir depuis 1968, est renversé par un coup d'Etat militaire.

AVRIL

1^{er}. - **ALLEMAGNE** : L'essai à Dittelsdorf de Detlev Rohwedder, président de la Treuhänder, l'organisme public chargé de gérer la privatisation du patrimoine industriel de l'ex-RDA, est revendiqué par la Fraction armée rouge.

7. - **ALBANIE** : Au second tour des élections législatives, le Parti du travail (communiste) obtient 168 des 250 sièges du Parlement et le Parti démocratique (opposition), 75.

18-19. - **EST-OUEST** : La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), créée pour aider l'Europe de l'Est, est inaugurée à Londres, en présence d'une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement.

18-19. - **FRANCE-ROUMANIE** : M. Mitterrand, en visite officielle en Roumanie, demande au président Iliescu de « hâter la démocratisation ».

20. - **ISLANDE** : Aux élections législatives, le Parti de l'indépendance (conservateur) de M. David Oddsson remporte 25 (+8) des 63 sièges du Parlement. M. Oddsson forme un cabinet de coalition avec les sociaux-démocrates (10 sièges).

29. - **ANTARCTIQUE** : Les signataires du traité sur l'Antarctique, réunis à Madrid depuis le 22, s'accrochent pour interdire toute exploitation minière pendant cinquante ans.

30. - **BANGLADESH** : Un cyclone d'une rare violence provoque des dégâts. Près de cent quarante mille personnes sont mortes ou disparues, les eaux sur les côtes et dans les îles du golfe du Bengale.

30. - **LIBAN** : Les milices ramènent une partie de leurs armes à Paris, qui se déploie dans certaines zones du Liban.

MAI

12. - **NÉPAL** : Lors des premières élections multipartites depuis 1959, le Parti du Congrès remporte 110 des 111 sièges du Parlement. M. Girija Prasad Koirala, est nommé premier ministre, le 29.

18. - **SOMALIE** : Les anciens maquisards du Mouvement national somalien, qui contrôlent le nord du pays, décident de faire sécession et proclament, le 24, la République du Somaliland.

21. - **ETHIOPIE** : Le lieutenant-colonel Mengistu, chef de l'Etat depuis février 1977, quitte le pouvoir et se réfugie au Zimbabwe. Les forces armées, les rebelles érythréens et tigréens remportent de nouveaux succès militaires aux dépens de l'armée régulière qui se débande. La capitale, Addis-Abeba, est encerclée par les rebelles. Les 24 et 25, comme en 1984, un gigantesque pont est jeté sur le fleuve en place.

25. - **EGYPTE** : Les pays arabes ont approuvé une annulation de 50 % de la dette publique qui s'élève à 30 milliards de dollars.

25. - **OTAN** : Les ministres de la Défense des quinze pays membres des commandements intégrés de l'Atlantique, réunis à Bruxelles, approuvent une réorganisation du dispositif de l'OTAN qui prévoit notamment la création de deux nouvelles divisions de combat.



14 octobre : Aung San Myi, prix Nobel de la paix.

par les autorités israéliennes pour évacuer 14 400 juifs éthiopiens vers l'Etat d'Israël. Le 27, s'ouvrent, à Londres, sous l'égide des Etats-Unis, des négociations entre le gouvernement israélien et les trois principaux groupes d'opposition armée pour mettre fin à trente ans de conflit civil. Le 28, tandis qu'un accord est conclu à Londres, accordant le pouvoir aux rebelles tigréens, les forces armées de l'Etat d'Israël, sous l'aval de l'Etat-Unis, Da 1^{er} au 5 juillet, une conférence à Addis-Abeba prévoit des élections démocratiques en 1993 ainsi qu'un référendum d'autodétermination en Erythrée avant deux ans.

21. - **INDE** : Rajiv Gandhi, premier ministre de 1984 à 1989 et président du Parti du Congrès, est tué par une bombe lors d'une manifestation à Madras. Les séparatistes tamouls du Sri-Lanka sont accusés d'être responsables de l'attentat qui fait seize autres morts.

22. - **LIBAN-SYRIE** : Les pré-

d'ane force multinationale « de réaction rapide ».

29. - **ESPAGNE** : Un attentat à la bombe, dirigé contre une caserne de la garde civile, à Vic, près de Barcelone, fait neuf morts et plusieurs blessés. Le 31, la police parvient à démanteler le « commando Barcelone » de l'ETA, autour présumé de l'attentat de Vic.

31. - **ANGOLA** : Le président José Eduardo Dos Santos et M. Savimbi, chef des rebelles de l'UNITA, signent à Lisbonne un accord de cessez-le-feu, conclu à Escorial le 1^{er} mai après un an de négociations directes sous les auspices du Portugal. Cet accord de paix, que l'ONU va superviser, est destiné à mettre fin à seize années d'une guerre civile qui a fait plus de cent mille morts.

JUIN

4. - **ALBANIE** : Le gouvernement communiste démissionne après six semaines de grève générale. M. Vito Buci, premier ministre nommé le 5, forme, le 11, un cabinet de coalition.

19. - Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à La Haye, excluent l'envoi en Croatie d'une force européenne d'interposition, proposé par la présidence néerlandaise ainsi que M. Mitterrand et Kohl.

25. - Le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution décrétant l'embargo sur les livraisons d'armes à la Yougoslavie. L'envoi d'une force d'urgence, proposé par la France, n'est pas accepté, plusieurs pays cherchant à limiter la possibilité d'ingérence de l'ONU dans les affaires intérieures des Etats membres.

23. - Un quatorzième cessez-le-feu est signé à Genève, cette fois sous les auspices de l'ONU, mais l'armée fédérale poursuit son offensive, en particulier en Slavonie, autour d'Osijek. Jusqu'à la fin de l'année, la continuation des combats bloque les efforts de M. Cyrus Vance, émissaire des Nations Unies, depuis le 8 octobre en faveur d'un déploiement de « casques bleus ». De source croate, le nombre des morts est évalué à 10 000 et celui des personnes déplacées à 500 000.

16. - La CEE décide de reconnaître sous condition le 15 janvier les Républiques yougoslaves qui veulent leur indépendance. Tandis que la Slovaquie, la Croatie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine déposent leur demande, l'Allemagne reconnaît officiellement, dès le 23, la Slovaquie et la Croatie.

OCTOBRE

8. - La Croatie et la Slovaquie confirment leur indépendance, à l'expiration du moratoire de trois mois qu'elles avaient accepté le 7 juillet à la demande de la CEE. Une force collective s'est emparée du pouvoir fédéral, le 3, en décrétant le « danger de guerre imminente », de violents combats se poursuivent en Croatie, notamment autour de Dubrovnik encerclé par l'armée fédérale depuis le 1^{er}.

NOVEMBRE

8. - Les Douze, qui n'ont pu faire accepter à la Serbie leur plan de paix présenté le 18 octobre, adoptent des sanctions économiques contre la Yougoslavie, avant de décider, le 2 décembre, de ne les appliquer qu'à la Serbie.

La guerre civile en Yougoslavie

JUIN

25. - La Croatie et la Slovaquie proclament leur indépendance et leur autodétermination de la Fédération yougoslave. L'intervention, le 27, de l'armée fédérale en Slovaquie provoque de violents affrontements avec les unités de la défense territoriale slovaque. Les ministres des affaires étrangères hollandais, italiens et néerlandais (la « troïka » de la CEE) se réunissent à Zagreb et à Zadar, le 28, puis le 30, pour tenter de dénouer la crise. Le 30, un fragile compromis permet l'élection de M. Stipe Mesic, Croate, à la tête de la présidence collégiale de la Fédération, alors que la Serbie bloquait depuis le 15 mai sa nomination.

JULIET

3. - Une trêve fragile s'étend en Slovaquie. Ljubljana accepte, le 5, de lever le blocus des casernes de l'armée.

5. - Les Douze décident un embargo sur les armes et un gel de leur aide financière. Une « déclaration commune » est signée, le 7, par la « troïka » européenne et les dirigeants serbes, slovaques, croates et fédéraux réunis dans l'île de Brioni. Elle prévoit un cessez-le-feu immédiat et le retour de l'armée fédérale dans ses casernes ainsi qu'un moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance du 25 juin de la Slovaquie et de la Croatie afin de reprendre les négociations sur l'avenir de la Yougoslavie.

18. - La présidence collégiale de la

Fédération annonce le retrait de l'armée fédérale de Slovaquie. Cette décision est saluée à Ljubljana comme une reconnaissance de fait de la souveraineté slovaque. Les jours suivants, la tension retombe en Slovaquie, mais elle s'accroît en Croatie, qui n'a pas obtenu le retrait des troupes fédérales et où vivent 12 % de Serbes. Les affrontements ethniques, sporadiques depuis des mois, mais encore plus violents depuis trois semaines, se multiplient et des combats de plus en plus meurtriers opposent les forces croates aux milices serbes, soutenues par l'armée fédérale, qui est largement composée de Serbes.

SEPTEMBRE

2. - Les dirigeants de la Fédération et des six Républiques yougoslaves déclarent accepter un plan de paix, présenté le 27 août par la CEE et prévoyant une conférence à La Haye, qui se réunira pour la première fois le 7, sous la présidence de Lord Carrington. Mais aucun des cessez-le-feu conclus n'est respecté. L'armée fédérale continue son offensive dans plusieurs régions de Croatie, avec l'aide de l'aviation et de la marine de guerre, tandis que les forces croates, qui ont perdu le contrôle de près de 20 % de leur territoire, multiplient les opérations de blocus des casernes fédérales.

8. - En Macédoine, 95 % des électeurs se prononcent par référendum en faveur de l'indépendance de leur pays, qui est proclamée le 15.

Berlin du siège du gouvernement.

23-26. - **CAMBODGE** : Le Conseil national suprême (CNS), qui regroupe depuis septembre 1990 des représentants des quatre factions khmères, se réunit à Pailaya, en Thaïlande ; il parvient à un accord sur un cessez-le-feu permanent et un accord sur des militaires étrangers. Le 17 juillet, à Pékin, le prince Norodom Ranariddh, officiellement élu à la présidence du CNS, qui prévoit d'installer en novembre le Phnom-Penh.

27. - **AFRIQUE DU SUD** : Après le départ du Parlement, le président Frederik De Klerk signe l'abrogation des trois dernières lois qui régissaient l'apartheid institué en 1948. Après la CEE le 15 avril, M. Bush, le 10 juillet, la loi partielle des sanctions économiques américaines imposées depuis septembre 1989.

28. - **COMECON** : L'alliance économique créée en 1949 et qui regroupait l'URSS, six pays d'Europe de l'Est, la Mongolie, le Vietnam et Cuba est officiellement dissoute.

JULIET

1^{er}. - **CEE-SUÈDE** : Débat officiel du Conseil d'Adhésion de la Suède à la Communauté européenne.

1^{er}. - **PACTE DE VARSOVIE** : L'alliance des pays d'Europe de l'Est est officiellement dissoute, malgré la volonté de l'URSS de conserver une coopération politique. La décision de dissolution avait été prise le 23 février.

1^{er}-4. - **LIBAN** : L'armée se déploie au sud. Dans la zone de conflit, elle impose ses conditions de sécurité après de violents combats.

3. - **IRLANDE DU NORD** : Les discussions multipartites commencent le 17 juin entre protestants catholiques et « achetés » sur un échec.

5. - **SCANDALE FINANCIER** : Les activités de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) dans plusieurs pays sont suspendues, grâce à une action internationale concertée et coordonnée par la Banque d'Angleterre, après la découverte de « fraudes à grande échelle ». Alors que le « trou » financier pourrait dépasser les 10 milliards de francs, la BCCI, implantée dans soixante-neuf pays et dont le principal actionnaire (77 %) est l'émirat d'Abou-Dhabi, serait impliquée dans des affaires de drogue, de terrorisme et d'espionnage, en particulier aux Etats-Unis.

18-19. - **MEXIQUE** : Premier sommet ibéro-américain, à Guadalajara.

23. - **MADAGASCAR** : Le président Didier Ratsiraka décrète l'état d'urgence, après un manifeste de 100 000 personnes qui ont lieu quotidiennement à Tananarive depuis le 10 juin, qu'une grève générale est suivie depuis le 11 juillet et que le Comité des forces vives, qui regroupe l'opposition, a formé le 22 un gouvernement de transition, organisant même l'occupation de certains ministères. Le 10 août, une « marche de la liberté » pour le présidentiel est brutalement réprimée : des dizaines de personnes tuées.

AOUT

7-10. - **ITALIE** : Près de vingt mille Albanais, candidats à l'exil, débarquent en long et en large des Pouilles. Après affrontements avec les forces de l'ordre italiennes, en particulier sur le littoral du stade de Bari, où ils ont parqués en plein soleil, ils sont tous rapatriés entre le 10 et le 18, tandis que les autorités italiennes s'efforcent d'empêcher une nouvelle immigration massive.

8. - **LIBAN** : Le Dihad islamique libère un des otages britanniques et appelle l'ONU à prescrire un accord qui prévoirait un échange de prisonniers arabes détenus en Israël contre les otages occidentaux et des otages israéliens détenus au Liban. L'ONU accepte. Un autre otage est libéré, le 11, puis quatre autres, américains et britanniques, les 24 septembre, 21 octobre et 11 novembre, tandis qu'Israël relâche des prisonniers chiites.

Les spc

31. — La Cinq dépose son bilan, ni Hachette, l'opérateur, ni les autres actionnaires ne voulant assumer les pertes de la chaîne : 600 millions prévus en 1992, après 1,1 milliard

7. - Le gouvernement annonce le transfert de l'ENA à Strasbourg ainsi que la délocalisation en province ou en région parisienne d'une vingtaine d'organismes publics.

هكذا عين الأمل

Le Monde

HEURES LOCALES

Les sportifs enfin reconnus

Annoucée pour le début de l'année, la nouvelle filière sportive de la fonction publique territoriale améliore le sort des moniteurs et répond aux préoccupations des communes

Dans l'eau jusqu'à la taille, le maître nageur s'éloigne du bord du bassin en défilant sur un tapis de mousse. Arrivé au milieu du bassin, il invite les enfants à le rejoindre en passant par ce trottoir flottant. Les élèves du cours préparatoire retiennent leur souffle, ravis de marcher sur les eaux. Les uns après les autres, ils traversent la piscine en s'efforçant de ne pas perdre l'équilibre. Lorsque ils arrivent en fin de parcours, le moniteur les emmène dans un grand bras, les soulève dans les airs, et les relâche dans un déluge d'éclaboussures et d'éclats de rire. « Bien qu'ils ne sachent pas encore nager, ils ont plus peur de l'eau, parce que nous leur donnons confiance avec ces exercices de coordination », commente Christophe, grand garçon athlétique d'une trentaine d'années, maître nageur depuis quinze ans à Créteil (Val-de-Marne).

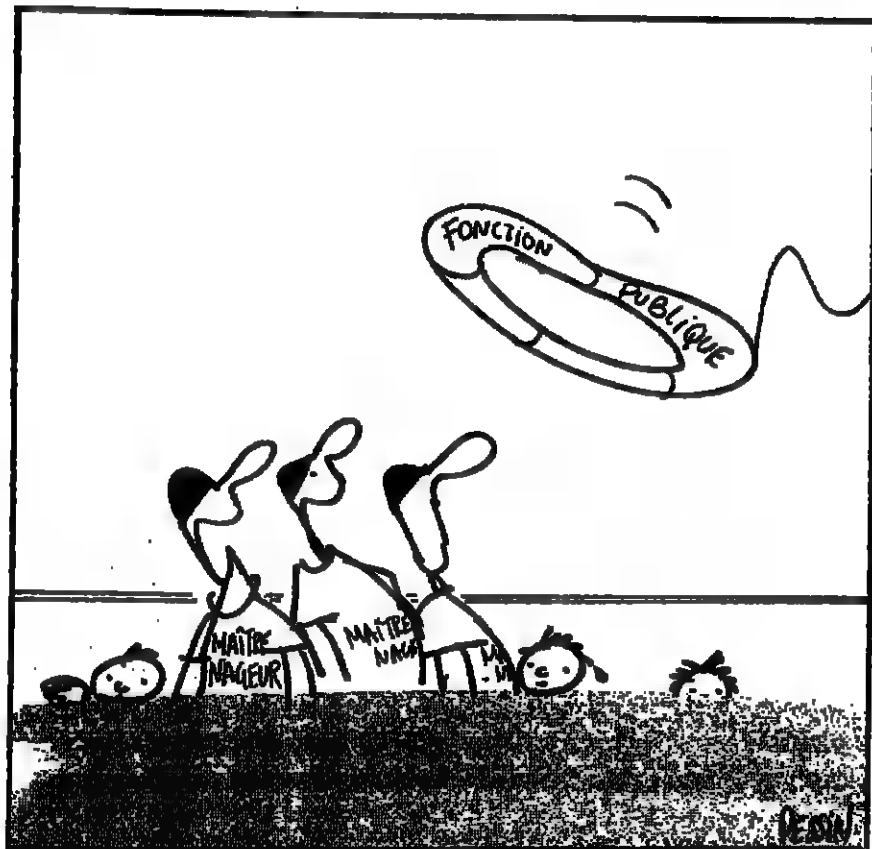
Dans un gymnase voisin, des élèves de cours élémentaire se tortillent au son du twist. La monitrice, Anne, brevetée en gymnastique rythmique et sportive, a même tombé les rubans et les cerceaux pour une initiation à la « danse de salon », qui va de la valse au rock, en faisant un crochet par le rap. Dans la cour, Sylvie, monitrice d'athlétisme, en survêtement et baskets, entraîne un groupe d'enfants de sept ans à la course de haies, tandis que leur instituteur en exercice d'autres au lancer du ballon. « La collaboration avec les enseignants se passe très bien, assure Sylvie. Ce sont eux qui demandent à ce que nous intervenions pendant les temps scolaires. Ils nous prennent au sérieux. »

Quelle que soit leur spécialité, les moniteurs de sport partagent un même souci, celui d'être reconnus. « Pour l'instant, il suffit de consulter notre fiche de paie pour constater que ce n'est pas vraiment le cas ! Avec quinze ans d'ancienneté, je ne gagne que 8 400 francs bruts », remarque Christophe.

Reconnaissance des qualités pédagogiques

« Nous, les sportifs, on nous prend pour des paquets de muscles, lance son chef de bassin, la quarantaine déboulée. Alors que j'ai une personnalité sous ma responsabilité. Je ne gagne pas encore 10 000 francs nets. Bien sûr, on arrondit ses fins de mois avec des cours particuliers, comme partout. Mais ici, c'est heureux, il n'y a pas de caisse noire pour les entraîneurs ou bouées de sauvetage... Le métier est dur, physiquement. Il faut passer trois ou quatre heures dans l'eau chaque jour, certains dimanches ou certains soirs. Et enfin, il y a le stress de la surveillance, surtout depuis le noyade de Bourg-Saint-Maurice (1) ».

Les services sportifs de la ville de Créteil attend la nouvelle filière avec impatience. Il espère qu'elle redonnera du sens à son personnel, et notamment aux maîtres nageurs sauveteurs. Il craint une prochaine pénurie. Créteil est sans doute l'une des villes les plus « sportives » de France, puis-



qu'elle consacre 13 % de son budget (la moyenne nationale étant de 6,5 %), et qu'elle gère un service de 100 personnes pour 52 000 habitants. « Nous proposons à peu près toutes les activités possibles, hormis le parachutisme », assure le directeur.

La municipalité organise des animations de quartier et met à disposition de la population un grand nombre de moniteurs qui interviennent pendant les heures scolaires, en présence et sous la responsabilité des instituteurs. « Ici, le sport, c'est vital. Quand on vit dans une tour, on a un immense besoin de se défouler ! ».

La future filière sportive devrait satisfaire les moniteurs, parce qu'elle leur reconnaît un véritable rôle pédagogique. Désormais gratifiés du titre d'« éducateurs sportifs territoriaux », ils pourront accéder dans la fonction publique territoriale, ce qui ne leur était jusqu'ici refusé. Ils obtiendront ainsi une justice pour leur travail d'un diplôme de niveau IV (baccalauréat). Pour un débutant, cette promotion devrait se traduire par une augmentation d'environ 1 800 francs bruts. Les maîtres nageurs qui n'auraient pas passé le

brevet, en vigueur depuis 1985, auront trois ans pour le faire. La promotion, qui n'avait pas inscrit cette réforme dans son projet initial, a été adoptée par un conseil syndical. Sa mise en œuvre a été très rapide, le nombre relativement restreint de personnes concernées (5 000 à trois ans) permettant peu d'écarts budgétaires.

La filière est un grand mérite, mais de créer une catégorie A chez les sportifs. « On va enfin reconnaître les textes (sur les cadres), l'Union Marc, directeur du service des sports à Saint-Nazaire. Au début des années 80, Marc, sa licence de sport en poche, se dirige vers le professorat, lorsque l'inspection médicale lui découvre un anévrisme à la colonne vertébrale. Catastrophe ! Il ne peut s'inscrire en maîtrise et, face à débouchés ailleurs, l'enseignement, se retrouve sur le marché du travail sans diplôme monnayable. Après un séjour dans un magasin d'équipement sportif, il entre dans une municipalité, grâce à son brevet de moniteur. Il dirige un petit office des sports tout en apprenant la gestion et le travail de la fonction publique

territoriale (CNFPT). Au bout de quelques années, la mairie de Saint-Nazaire lui propose un poste de directeur adjoint, taillé sur mesure. « Comme les règlements concernent le personnel communal, les années 50, faisaient planifier la hiérarchie sportive en catégorie B, la municipalité n'a trouvé son statut particulier, même à la fois de l'attaché et de l'ingénieur, pour que je puisse bénéficier d'un salaire de catégorie A. » Ce type d'emploi, dit « spécifique », n'est qu'il ne peut être transféré à une autre commune, et non transférable à une autre, devrait disparaître avec l'apparition de la filière. Quatre mille personnes environ seraient reclassées, après passage par une commission d'homologation, selon une étude réalisée par le CNFPT.

Rationaliser les effectifs

« C'est une vraie reconnaissance », estime Olivier Debruyne, directeur du service des sports à Suresnes (Hauts-de-Seine). Après avoir passé une maîtrise d'économie et de gestion du sport, il est entré dans la collectivité, il a eu la qualité de contractuel, puis par un emploi spécifique, avec un salaire de 11 000 francs nets. « On admet ainsi que le sport offre d'autres perspectives que l'animation. C'est mon métier, on aime avoir des compétences techniques et administratives. Il faut pouvoir dialoguer avec les fédérations, savoir choisir le revêtement de sol d'un gymnase, organiser une manifestation sportive et s'occuper du personnel. » dit-il, je veux guérir le mal de « conseiller territorial » qu'on va nous donner. Je ne veux pas que ça me gêne. »

Le projet de secrétariat d'Etat aux collectivités locales, approuvé à une large majorité par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, saisit l'Association des maires de France, qui aurait même souhaité en limiter les quotas et les... Il répond aux préoccupations des communes, qui craignent presque les réformes du sport public en France.

La loi de finances qu'elle lui consacrerait a augmenté de 13 % en une décennie, sous l'effet d'une politique totalement volontariste, le nombre de compétences n'étant venu avec d'obligations nouvelles. Aujourd'hui, elle emploie environ 50 000 personnes dans le secteur du sport, dont un tiers pour l'animation, mais le CNFPT. La nouvelle loi va permettre de rationaliser les services qui ont souvent été créés de façon empirique, autour de la construction d'une piscine ou d'un stade. Elle va aussi aider les communes qui s'appliquent à démocratiser les pratiques et l'utilisent pour consolider le tissu social ou promouvoir l'image de leur cité.

RAFAËLE RIVAIS

(1) Après le décès d'un enfant de cinq ans, trois maîtres nageurs ont été involontairement (le 10 août 1991).

Fagots hors la loi

PARCE qu'elle cuit son pain au feu de bois, une boulangerie parisienne est menacée de fermeture par les services de la préfecture de police. Elle invoque la loi sur la tranquillité publique : « Tout objet susceptible d'être utilisé comme arme est interdit ». La loi n'est pas autorisée, pour cause de pollution atmosphérique.

Voilà donc un bon vieux pain de campagne ou du hêtre mis au ban des activités culinaires du plus grand Paris. Les Parisiens n'hésitent pas à manger le pain, mais du fagot - il glisse une bûche dans la cheminée pour se chauffer une petite Marmite. La réponse en 1990, les pompiers de la capitale sont intervenus plus d'une cinquantaine de fois pour éteindre des feux de cheminée, mais pas pour arrêter une trentaine de services en 1991.

La pollution des embouteillages

Cette affaire risque de créer un précédent. Peut-on jeter, en effet, l'opprobre sur un métier devenu, selon le règlement, un pollueur et laisser se développer, par exemple, des chaînes de pizzas dont le principal ingrédient est le pain ? C'est ce que le maire de la capitale, Jacques Chirac, pourra-t-il encore longtemps tolérer les services de la mairie de Paris, bureau de l'Hôtel de ville, où, en toute discrétion, petite une Marmite ?

La pollution générée par la bûche-énergie dans la capitale n'est pas vraiment composable à cette provocation par la circulation automobile et les embouteillages qu'elle engendre ? Aujourd'hui, tous les spécialistes s'accrochent pour dire que le trafic routier est la principale source de pollution urbaine. Dans le monde, elle est la première source de pollution pour les grandes métropoles, les pouvoirs publics ne peuvent pas se tromper de cible. Mais le prix de la bûche, les ménages français, soit plus de 6 millions de logements, brûlent du bois pour chauffer leur principale pièce.

JEAN PERRIN

Les autoroutes alpines entre projets et réalisations

Gap sur la voie du Sud

Malgré les contraintes dues au relief, le ministre des transports a choisi, pour relier Sisteron, le tracé passant par la préfecture des Hautes-Alpes

GRENOBLE

de notre correspondant

Les ingénieurs de l'équipement, qui étudient depuis cinq ans la géographie topographique des Alpes du Sud, avancent des arguments techniques et financiers très solides pour proposer un tracé de passage entre Grenoble et Sisteron, empruntant le col de la Croix-Haute (altitude 1 176 mètres). Mais, vendredi 20 décembre, M. Paul Quilès, ministre des transports, a annoncé que ses services avaient retenu un tracé par Gap (Hautes-Alpes).

L'itinéraire par le col de la Croix-Haute aurait raccourci de trente minutes le « voyage » entre Grenoble et Sisteron, son coût aurait été nettement moins élevé que les 9,3 milliards de francs (1) estimés par le tracé gapençais. L'itinéraire aurait aussi beaucoup mieux servi le développement de la région de l'autoroute de la vallée du Rhône (A7).

L'un des objectifs du tracé, partiellement réalisé depuis l'ouverture de la section de l'autoroute Aix-en-Provence-Sisteron, est en effet de détourner une partie du trafic à l'est du Rhône en créant la direction de Grenoble et du sud des Alpes. « L'itinéraire alternatif » pourrait ainsi être le doublement de l'A7. Lorsque l'on interroge les ingénieurs du ministère de l'équipement sur la durée de cette rémis-

sion, ils s'abstiennent prudemment de fournir des informations. Le tracé par Gap répond à des objectifs d'aménagement du territoire. La construction de ce nouvel axe routier doit permettre également la désenclavement du département des Hautes-Alpes et de la ville de Gap (36 000

habitants) aujourd'hui difficilement accessible à voiture comme par le train. La « route Napoléon » exige en effet deux heures de voyage pour gagner Grenoble.

Quarante-cinq minutes de trajet sont nécessaires lorsque l'autoroute sera en service au tout début de l'année 2000. Les administrations à la région Provence-

Alpes-Côte d'Azur, le département des Hautes-Alpes se sent, compte tenu de sa situation alpine, beaucoup plus proche de la capitale des Alpes hautes, Grenoble, d'une ville située au bord de la mer Méditerranée, « Nos liens historiques et culturels », les étudiants des Alpes s'inscrivent plus nombreux dans les universités grenobloises

que dans celles d'Aix-en-Provence ou de Marseille. Mais aussi la géographie nous pousse à regarder la direction de Grenoble et du Dauphiné à l'ouest, vers le nord de l'Europe qui constitue, pour nos stations de montagne, un véritable réservoir de clientèle, déclare le maire de Saint-Pierre-en-Champsaur, M. Jean-Pierre Festa (divers

Valence à une heure de Grenoble

GRENOBLE

correspondance

INAUGURÉE vendredi 20 décembre, l'autoroute Grenoble-Valence aura été construite depuis vingt-quatre ans, depuis les premières études de la région Rhône-Alpes (AREA). Un quart de siècle après, bien des vicissitudes après, il commence par l'opposition des producteurs de noix à la valse-hésitation des élus isérois, le nouvel ouvrage ne sera plus guère détracteur. Car le tronçon ouvert à la circulation, entre Voreppe (Isère) et Bourg-de-Péage (Drôme), représente davantage que le sobriquet de

Cette section, prolongement de l'axe rapide Genève-Annoy-Chambéry-Grenoble, est le dernier maillon du

alpin, bien entendu à la limite du Rhône, où il rejoint l'A 7. Avant s'ouvrir, il se continuait, une ligne de grand transit, touristique de marchandises, depuis l'Allemagne, la Suisse et l'Italie du Nord, en direction de la façade méditerranéenne et de la péninsule ibérique. Un maillon qui a encore été modernisé par la construction de la section entre Genève et Valence, doublement connectée au TGV Lyon-Turin, à la ligne de Montmélan (Savoie), et au TGV Méditerranée. Aussi Valence se prépare-t-elle à son destin de plaque tournante, par l'aménagement d'une zone plate-forme d'échanges combinant la route, le rail et le Rhône.

Les enjeux économiques de l'Europe en seront-elles notablement renforcées ? Probablement non, estime l'organisme d'étude et

de promotion Grenobloise pour le développement (GID), qui souligne la « dimension régionale » de l'infrastructure. M. Rodolphe Pesca, président (PS) du conseil général de la Drôme et maire de Valence, en attend une rééquilibrage du développement régional des villes, fortement polarisé par la métropole lyonnaise. Il homologue grenoblois, M. Alain Carignon, lui-même maire du conseil général de l'Isère, va donc le valence pour se féliciter de la mise à disposition d'une nouvelle voie de transit pour le sud. Au sein du territoire rhodanien, la fonction majeure de l'A 43 est de servir de lien entre la capitale du sud alpin, comme alternative possible au projet de « voie Dauphine » qui, reliant Lyon à Grenoble par un chaletier interrompu du parc d'activités - encore à créer, - formerait

la colonne vertébrale de la région Rhône-Alpes.

L'Isère et la Drôme se rapprochent sensiblement rapprochées par cette jonction, qui met à portée de main d'une heure de trajet. Les milieux économiques, spécialement les services de commerce et d'industrie, grandes entreprises de la zone autoroutière, sont les premiers à en profiter. Quelques exemples. Le massif du Vercors, aisément accessible, pourrait bénéficier d'un regain touristique. Dans un autre domaine, les liens entre les universités grenobloises et leurs implantations à Valence, promue « pôle de développement universitaire », devraient s'enrichir.

PIERRE LE HIR

droite). Il y a un siècle nous avons raté le chemin de fer qui nous aurait passés par Lus-la-Croix-Haute. Ne pas accueillir l'autoroute aurait été catastrophique.

Le futur Grenoble-Gap-Sisteron, au contraire, est une véritable politique par ses adversaires, les écologistes, les agriculteurs et les habitants du superbe plateau du Trièves qu'elle risque de défigurer. Le maire de Gap, M. Pierre-Bernard Polletier (CDS) juge ce nouveau tracé « inutile, dépendant et nuisible ». Le surcroît de trafic attendu par l'agglomération grenobloise par l'ouverture de l'autoroute Grenoble-Valence (voir ci-contre) puis celle programmée pour la fin de la section Grenoble et Turin via la vallée de la Maurienne, enfin la réalisation de l'axe Ambérieu-Grenoble-Sisteron, va bouleverser les conditions de circulation dans la capitale des Hautes-Alpes. « Il faut recruter le bouchon à Lyon à Grenoble, clame son maire, M. Alain Carignon (en congé du RPR). Il faut envisager son démantèlement de façon sérieuse, sinon le désenclavement de l'A7 par les Alpes serait nul. »

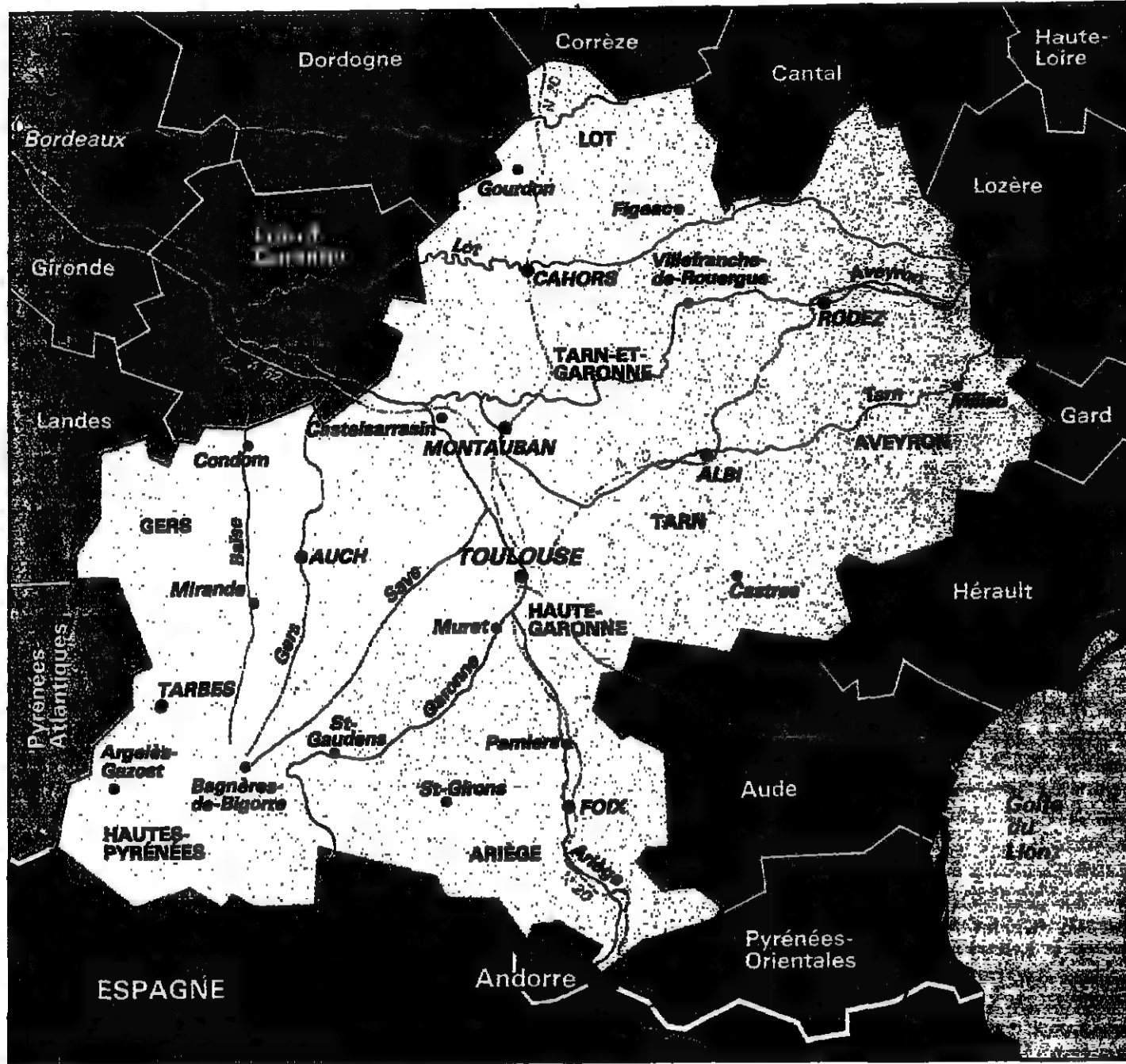
CLAUDE FRANÇILLON

(1) Le coût de certains kilomètres de cette autoroute a atteint des sommets : entre 80 et 100 millions de francs. Le coût moyen au kilomètre est de 40 millions de francs et il est situé entre 20 et 30 millions de francs.

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS



MIDI-PYRÉNÉES : les



Préfecture :
Toulouse

Départements :
Ariège (préfecture : Foix)
Aveyron (préfecture : Rodez)
Haute-Garonne (préfecture : Toulouse)
Gers (préfecture : Auch)
Lot (préfecture : Cahors)
Hautes-Pyrénées (préfecture : Tarbes)
Tarn (préfecture : Albi)
Tarn-et-Garonne (préfecture : Montauban)

Superficie :
45 347 km²

Population :
2 430 000 habitants

Principales agglomérations :
Toulouse (808 311 habitants)
Tartas (77 810 habitants)
Albi (84 415 habitants)
Montauban (53 068 habitants)

«MIDI-PYRÉNÉES» : Qu'est-ce que ça veut dire ? On est du Languedoc, on est du Quercy, on est du Limousin. On se sent d'Auvergne. On se sent de France. On respire l'histoire de France. On a le terroir, on a le terroir, on a le terroir. Mais comment peut-on être «midi-pyrénéen» ?

La réponse est simple : on ne peut pas. On ne peut pas être «midi-pyrénéen» car on n'est ni du Languedoc, ni du Quercy, ni du Limousin, ni de l'Auvergne. On est de France. On est de France. On est de France.

Humiliation millénaire

Il n'y aurait pas de la «midi-pyrénéen» une quence mineure d'un «midi-pyrénéen» d'imaginaire imputable à quelque technocrate incapable de discerner la moindre affinité avec les épousailles du roqueton aveyronnais et du cassoulet gascon, du vin «midi-pyrénéen» et du confit «midi-pyrénéen», des bouillottes de Carmaux et des neiges de Luz-Ardiden, à quelque rond-de-cuir trop obtus pour percevoir la moindre identité derrière les nœuds de Rodez et de Tarbes, de Foix et de Muret, concédés pourtant sous le célèbre «midi-pyrénéen» des «midi-pyrénéens». Ah! Cynisme, que de coups de rapière se perdent !

La vérité, selon les gens d'ici, est que cette piètre dénomination

Une trêve « historique »

Après plusieurs décennies de rivalités fratricides, le PS et le MRG font front commun pour résister à la pression d'une droite où l'on se bouscule au portillon

M. LIONEL JOSPIN mène campagne. Presque un débutant. Seul membre du gouvernement parti à la reconquête d'une région dirigée par l'opposition depuis le scrutin de 1986, le ministre de l'Éducation nationale assume avec application, depuis trois mois, sa fonction de chef de file. Il va par monts et par vaux, chaque week-end, à l'ancienne, bien au-delà de la Haute-Garonne où il conduira personnellement la liste de la majorité mitterrandiste. Il ne se fait guère d'illusion sur sa capacité personnelle à renverser, ici, le cours national des choses mais il est ainsi fait, Lionel Jospin, qu'il faut plus qu'une «sinistrose» pour l'empêcher d'aller jusqu'au bout de sa campagne militante.

Ce n'est pourtant pas plus facile qu'ailleurs, en Midi-Pyrénées aujourd'hui, d'être ministre de la République. Sa visite à Auch, en novembre, a été marquée par de violents affrontements entre les forces de l'ordre et des agriculteurs en colère venus lui réclamer des comptes. Puis, quand il est allé à Millau, il a été obligé, dans des circonstances analogues, de quitter la ville en hélicoptère. Et l'autre jour, à Toulouse, c'est un groupe d'ar-

rière pour l'espace européen. Il a réussi un tour d'opération de prestige en obtenant la complicité du président de la Commission des communautés européennes, M. Jacques Delors, pour l'organisation d'un colloque régional au titre de «la région, demain l'Europe», qui a réuni cinq mille personnes à Toulouse. M. Jospin a fait, en la circonstance, coup triple, en présence de ses équipiers départementaux voisins. Il avait aussi invité Toulouse, ce jour-là, plusieurs espagnols, en particulier le maire de Barcelone, M. Pasqual Maragall, pour étudier avec eux de nouvelles formes de coopération transfrontalières.

M. Jospin a également profité de son passage pour recevoir à la préfecture, sans tambours ni trompettes, une délégation de syndicalistes agricoles, histoire d'améliorer leurs relations avec les socialistes, qui ont le président UDF-PR du conseil régional sortant, M. Marc Censi, porte-drapeau de l'opposition à l'administration directe de M. Jospin.

Un humaniste égaré en politique

M. Jospin a également profité de son passage pour recevoir à la préfecture, sans tambours ni trompettes, une délégation de syndicalistes agricoles, histoire d'améliorer leurs relations avec les socialistes, qui ont le président UDF-PR du conseil régional sortant, M. Marc Censi, porte-drapeau de l'opposition à l'administration directe de M. Jospin.

réclamait depuis plusieurs semaines, au nom des droits agricoles, que cette entrevue ait lieu chez lui.

Avec M. Jospin, candidat qui dément son regard sceptique, son front dégaré et son visage qu'adonne une fine barbe blanche soigneusement entretenue, M. Censi présente un profil ressemblant aux portraits les plus connus de Montaigne. Et, au fond, ce n'est pas étonnant. Le président du conseil régional de Midi-Pyrénées n'est, en effet, qu'un humaniste égaré en politique. S'il est devenu homme public, en accordant en 1968 à la présidence de la jeune chambre économique de Rodez, sa ville natale, c'est un peu à contrecoeur.

Ingénieur des arts et métiers, aujourd'hui âgé de cinquante-six ans, il se passionnait surtout pour la poésie et le théâtre d'amateur. Ses concitoyens lui doivent deux spectacles : *Antoine et Céline*, comédie de M. Censi, et *Guilhem de Peire sur les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle*. De méchantes langues prétendent, au demeurant, que ce personnage attachant ne fait carrière, sur la scène politique, que parce qu'il s'est fait une spécialité du rôle de doubleur inoffensif. M. Baudis ne l'aurait choisi comme successeur à la présidence de l'assemblée régionale, en 1988, que parce qu'il était sûr qu'il ne lui porterait pas ombrage, de la même façon que, cinq ans auparavant, M. Roland Boschat-Monserin l'aurait désigné pour lui succéder à la tête de la municipalité de Rodez pour assurer une transition en catimini.

M. Censi a incontestablement un problème d'image, ce qui peut, certes, de nos jours hypermédiatisés, apparaître comme un handicap politique. Il en est conscient et s'en remet aux docteurs en médias pour y remédier : une agence parisienne de communication se charge de le «vendre». Il est vrai aussi qu'en quittant son Aveyron familial pour s'opposer à M. Jospin en Haute-Garonne, où il conduira la liste de la majorité régionale «soutenue par Dominique Baudis», le maire de Rodez se fait over-

tement le paravent du maire de Toulouse. Cela, en demeurant, ne le dérange pas. Il ne dissimule pas l'estime qu'il porte à M. Baudis : «J'avais de lui, comme tout le monde, une image médiatique et j'ai découvert un administrateur avisé et rigoureux. Nous faisons campagne ensemble.»

Ce serait tout de même faire injure à M. Censi et à ses électeurs que de le présenter comme un faïot. A défaut de courir le panache cet homme a du bon sens et, surtout, qualité de plus en plus rare, le sens du mandat public. Son élection n'est pas feinte quand il s'insurge contre tous ceux qui, M. François Mitterrand en tête, selon lui, alimentent la thèse franco-française du discrédit général des hommes politiques : «Ce mépris est insupportable ! Des élus locaux, j'en obtiens beaucoup et ces gens que tout le monde prend aujourd'hui pour des

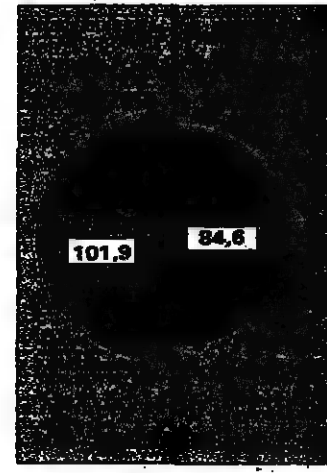
paillasse sont en vérité, le plus souvent, des gens extraordinaires. eux, ils ont le sens du travail bien fait !»

S'il faut en croire un sondage réalisé par l'Office central des sondages et statistiques, autrement dit les renseignements généraux, la personnalité de M. Censi commence néanmoins à s'imposer, dans la région, au «chi-parade» publié le 9 août dernier par la *Dépeche du Midi*, il arrive en troisième position, avec une cote de 27 %, loin derrière M. Baudis (30 %) mais près de M. Jospin (30 %) et devant le principal associé radical de gauche, le ministre de l'Éducation nationale, M. Jean-Michel Baylet, crédité seulement de 22 %.

A. R.
Lire la suite page 18

TENDANCES

• PIB



(Source : INSEE.)

• Budgets régionaux



(Source : ministère de l'Équipement.)

GÉRARD MONSEGUR EXPANSION
CONSEIL EN DÉVELOPPEMENT

urbanisme commercial
création de zones d'activités
management des réalisations

économie des projets
études de faisabilité
concept

Parc Club du Millénaire - n°29
34036 Montpellier Cedex
Tél. 67.22.58.58
Fax. 67.22.39.28

صكنا من الأصل

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

les mythes effilochés

La région a été mûrement choisie par un pouvoir parisien acharné à perpétuer l'humiliation millénaire infligée à l'Occitanie par l'Etat central depuis la tragique épopée des cathares. « Midi-Pyrénées publiée par Paris » pouvait-on lire le 3 décembre à la « une » de la *Dépeche du Midi*. Pourquoi, diable ! assassinerait-on tous les mythes ?

Le vaillant maire UDF-PR de Rodez, M. Marc Censi, que le drapeau pare ainsi du titre assexué de président du conseil régional de Midi-Pyrénées, alors qu'ailleurs certains de ses pairs peuvent se prétendre nobles ducs d'Aquitaine, de Bourgogne ou de Lorraine, exprime donc nécessairement le ressentiment de tout un peuple quand il déclare :

« Pourquoi ne pas avoir pulsé dans le ventre de nos racines ? Serait-ce, France jacobine, l'obsession tant maladroite que tu parures la gloire nationale de Languedoc et de Guyenne ? Est-ce la France puritaine qui redoute même et toujours Les Cathares et la « fin Amour » ? En Provence et Aquitaine ? Ou encore la région qui Qui craint la région de Cognac ? »

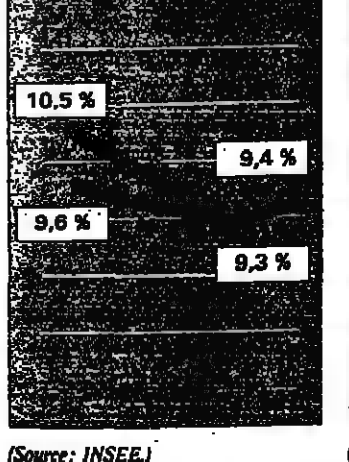
Certes, il n'est pas facile à découvrir, le lien affectif qui relie entre ces terres de cathares. Il y a, par exemple, deux façons passionnelles de regarder Toulouse.

Deux stéréotypes et un paradoxe

Une vision rose, qui la voit, justement, comme le symbole d'une revanche en marche. C'est Toulouse la conquérante, forte de cent mille habitants supplémentaires en dix ans, devenue la deuxième ville universitaire de France ; Toulouse la flamboyante, haut lieu international de la technologie, berceau de l'aéronautique, promise dans deux ans au métro VAL, sans compter l'essor de son secteur de progrès non seulement les autres communes de Haute-Garonne, mais aussi les contrées les plus reculées des sept autres départements.

Une vision grise, qui la voit, au contraire, comme l'expression d'une perversité parachevée. C'est alors Toulouse la pleureuse, métropole de déséquilibre, cœur hypertrophié d'une région atrophisée où une campagne rurale sur trois ne possède plus d'habitat primaire ; Toulouse la banquise, illusoire oasis de prospérité dans un désert de pauvreté, brillante façade urbaine vouant par ses effets centrifuges les campagnes environnantes à la mort lente.

Ces deux visions stéréotypées procèdent, cependant, d'un même paradoxe : l'expansion spectaculaire de Toulouse, qui n'échappe pas à la dévotion ambiante, mais se fonde sur un taux de croissance économique supérieur à la moyenne nationale et un taux de chômage généralement inférieur, ainsi moins à la bourgeoisie locale, qu'aux opérateurs industriels et à l'Etat gaulliste.



(Source : INSEE.)

Midi-Pyrénées n'enlève rien à son autre constat, illustrant, celui-là, la triple capacité d'indépendance, de résistance et d'adaptation qui constitue l'un des piliers de cette identité millénaire et mal équilibrée « midi-pyrénéenne » : Toulouse n'est pas le seul nombril de la région. Chacun des départements voisins de la Haute-Garonne en possède un, et parfois même plusieurs, ancrés dans les particularités historiques. Loin du tout-puissant réducteur, cette région présente donc la complexité à l'extrême, celle d'un espace composé de composantes, d'un réflexe de solidarité entre les emprises parisiennes, cherchant à développer sa coopération avec sa suzeraine technopole, mais ne comptant vraiment, par ailleurs, la protection, que sur ses propres forces pour affronter l'avenir.

En fait des dizaines de dizaines que constituent dans les sept départements voisins la plupart des agriculteurs et des artisans, apparaissent ainsi de nombreuses réussites : l'Aveyron ou le département Rodez, Decazeville, Millau, d'ailleurs, sont bonheurs la région pyrénéenne ; on trouve même une PMI extrêmement performante en technologie audiovisuelle dans la petite commune de Saint-Sernin-sur-Rance ; l'Ariège a du mal à se débarrasser de l'image d'arrière-pensée qui lui colle à la peau depuis la botte de Napoléon la vouant à la production guerrière d'hommes et de fer, mais, grâce à son maire modéré, M. André Trigano, frère du Général, le département Club Méditerranée, qui a donné l'exemple, Mazères sur sa sortie de l'anonymat en misant avec succès à la fois sur l'implantation de petites entreprises industrielles et d'activités de secteur tertiaire.

Dans les Hautes-Pyrénées, tardivement industrialisées, Lourdes, deuxième ville hôtelière de France, est en train de se diversifier sagement sous l'impulsion de son nouveau maire, M. Philippe Douste-Blazy. A partir de son développement à Tarbes, le département pharmaceutique de M. Pierre Fabre est devenu l'un des principaux aménageurs du Sud-Ouest, etc.

Mais attention au mythe de l'exception confirmant la règle !

Un fait majeur : le péri-urbain

A l'image de Toulouse, chaque ville moyenne de la région joue aussi la carte de la « péri-urbanisation » en engendrant sa propre banlieue. « Le Midi-Pyrénées », un millier de communes, soit une moyenne de trois, font partie de banlieues et toutes les villes ont une banlieue, soulignent les experts. Le Midi-Pyrénées n'est pas la région de la population rurale de Midi-Pyrénées appartenant à ce que l'on nomme le péri-urbain. Ce dernier est un fait majeur dans la région (1).

Les habitants de l'autre toulousain cultivent leur autonomie en essayant de s'affranchir pour leur propre compte, à la façon des antiques grecques, mais avec un souci de gauchisme à brouiller les pistes en faisant semblant de réduire leur niveau de vie aux valeurs du verbe, porté au pinacle, de la gastronomie, érigée en fait majeur, et du rugby, assimilé par certains à

une école de solidarité. Il est difficile de continuer à disposer du pouvoir de « faire » les élections - mais Jean-Michel, l'actuel ministre du tourisme, qui lui succédera, s'en est aperçu à ses dépens aux législatives de 1986, - elle garde celui de « faire » ou de « défaire » les notables, et elle ne s'en prive pas dès qu'il s'agit de préserver les vieilles amitiés ou le ménage des amis de clientélisme.

Les vieux habits de la Dépeche

Car le développement de la « péri-urbanisation » a déplacé vers la droite le centre de gravité de la vie toulousaine. Cela fait vingt ans qu'un club de la dépeche de Toulouse, ancien lieu de Front populaire, est tombée sous la bannière de la ligne Baudis. C'est là, dit-on, depuis 1986, que la dépeche « toulousaine » (celle de 1981) a cessé de refluer. L'accession du club aveyronnais M. Censi à la présidence du conseil régional, l'arrivée en 1988 de M. Dominique Baudis au conseil régional, le club de la dépeche de Toulouse, qui a fait anti-cumul des mandats, n'a fait qu'accentuer l'amarçonne des gauches locales, sans grand espoir de revanche à court terme.

D'un scrutin à l'autre, Midi-Pyrénées, qui connaît traditionnellement un climat rebelle, tend, en fait, à se banaliser, à se rapprocher des normes politiques nationales. Un autre vieux mythe s'effiloche.

Et il ne faut pas compter sur la *Dépeche du Midi* pour renouer les fils de la dépeche de cent vingt-deux ans, la vieille préface du journal, qui fit naguère trembler les gouvernements de la République, n'incarne plus une de ces glorieuses valeurs. Les valeurs du progrès républicain se préoccupent surtout, aujourd'hui, du chiffre d'affaires du groupe de presse qu'il a hérité.

Enfin à ses débuts départementales et à ses heures millénaires dans les locaux, il continuait d'être le plus authentique reflet de l'identité régionale dans une sensibilité. Mais, s'il contribue à maintenir la personnalité « midi-pyrénéenne », il ne la façonne plus. Dans la vie locale, le « journal de la dépeche », qui est l'honneur d'accueillir les signatures de Jean Jaurès et de Georges Clemenceau, ne gère plus, désormais, qu'une communauté MRG réduite aux acquêts. Le politique dépecheur n'est plus fidèle à son slogan à gauche - et M. François Mitterrand n'a pas le meilleur souvenir de son attitude lors de l'élection présidentielle. Institution, la *Dépeche* cohabite avec les institutions, sans leur faire entendre avec elles, au besoin, comme avec la famille Baudis, les relations de connivence.

En patronne lucide, son autrice, présidente-directrice générale, M^{me} Evelynne Jean-Baylet, a épousé

l'air du temps fluctuant. A défaut de continuer à disposer du pouvoir de « faire » les élections - mais Jean-Michel, l'actuel ministre du tourisme, qui lui succédera, s'en est aperçu à ses dépens aux législatives de 1986, - elle garde celui de « faire » ou de « défaire » les notables, et elle ne s'en prive pas dès qu'il s'agit de préserver les vieilles amitiés ou le ménage des amis de clientélisme.

A l'intérieur de son entreprise, où se perpétue volontiers, par l'intermédiaire du Grand-Orient de France, l'influence de la franc-maçonnerie, dans le droit fil de la tradition anticléricaliste des *Dépeches* de la III^e République héritée de plusieurs générations illustres, de Arthur Huc, ancien directeur politique, de Irénée Bonafous, ancien correspondant à Montauban, les journalistes ont les premiers prévenus.

Mais leur détermination prenant des libertés de conscience avec un travail qui les met en demeure, de se « conformer » à une « écriture » et à « tâches » à la « ligne politique du journal » l'ont questionné plus d'évoquer publiquement les débats internes à la famille Baylet ! Certains journalistes l'ont récemment appris à leurs dépens.

Renversement d'un piédestal, déchirement d'une image...

Pourquoi faut-il qu'au « page de Cognac », la recherche de mythes neufs, le « fil d'Ariane » connu aujourd'hui et prospecté brin d'autoroute ainsi baptisé qui relie depuis deux semaines Toulouse à son aéroport de Blagnac ? Que les journalistes aient-ils

ALAIN ROLLAT

(1) Politique en Midi-Pyrénées. Pambo, Editions Eché, 1987.

COUP DE CŒUR

Carmen

C'est une jeune fille, et pourtant, Carmen est connue à Toulouse que n'importe quel responsable politique. Elle est devenue quelques années la vedette des sans-logis et autres laissés-pour-compte. Son nom est devenu un cri de ralliement, le symbole d'un combat pour la dignité.

Elle n'a pas peur de l'Espagne. Ses parents, républicains de sang, ont fait du franquisme en 1938 un objet de haine. Carmen est une toulousaine à l'âme catalane. Manifestement, la fille a le sang du père, en l'honneur d'un autre combat pour la dignité, cet humble qui lui a donné le goût du combat.

Aujourd'hui, Carmen est grand-mère. La photo de ses petits-enfants dans son bureau, elle Carmen a maintenu une bien grande famille : des jeunes qui émergent au RMI, des retraités, au total une soixantaine de personnes qui font tourner, jour après jour, l'association. Pour elles, Carmen a l'affection bourrue et sans réserve d'une mère.

Elle est une femme fière. Pour héberger quelques sans-logis, elle a dû faire appel à la loi de la construction locale. Les voisins n'ont pas voulu, les loyers de la proximité leur font peur. Pour parer au plus pressé, elle a aménagé quelques bureaux dans son entrepôt en locaux studios. « On ne pourra pas m'empêcher d'inviter des gens chez moi », relève-t-elle, comme par défi. Carmen n'en revient pas elle-même.

GÉRARD VALLÉS

RECEVEZ EN AVANT-PREMIERE LE GUIDE VACANCES TOULOUSE MIDI-PYRÉNÉES 92

- Pays de traditions, de culture, de soleil, d'espace, MIDI-PYRÉNÉES vous offre en toutes saisons la possibilité de mille et une découvertes. Laissez-vous séduire par l'infinité diversité de paysages et par ses hommes, leur histoire, leurs traditions, leur accueil.
- Le GUIDE VACANCES TOULOUSE MIDI-PYRÉNÉES 92, c'est une sélection de 140 produits pour vous laisser la liberté de choisir votre destination.
- Quelle que soit la saison, tout y est : randonnées, découvertes, loisirs sportifs, séjours de remise en forme, séjours gastronomiques et de bonnes adresses pour être accueillis en hôtes privilégiés.

LE GUIDE VACANCES TOULOUSE MIDI-PYRÉNÉES 92, pour découvrir avant tout le monde d'innies sensations.



Coupon réponse à nous retourner au Comité Régional du Tourisme 54, bd de l'Embarcadere, BP 2166, 31022 Toulouse Cedex. Tél : 05 13 55 55. Je désire recevoir gratuitement, en avant-première, le GUIDE VACANCES TOULOUSE MIDI-PYRÉNÉES 92.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Tél _____

La semaine prochaine : NORD-PAS-DE-CALAIS

Déjà publié : l'Alsace (le Monde 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde 3-4 novembre), la Centre (le Monde 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde 17-18 novembre), la Corse (le Monde 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde 1-2 décembre), l'Île-de-France (le Monde 8-9 décembre), la Languedoc-Roussillon (le Monde 15 et 22 décembre), le Limousin (le Monde 22 et 23 décembre) et la Lorraine (le Monde 29 et 30 décembre).

ÉCONOMIE

BILLET

Avec la nomination d'un administrateur

La Cinq entre dans la phase judiciaire

La Cinq est entrée dans la spirale judiciaire : vendredi 3 janvier, le tribunal de commerce de Paris a entériné le dépôt de bilan de la chaîne et nommé un administrateur judiciaire, M. Hubert Lafont. Spécialiste de la presse - il s'est notamment occupé de l'Union de Reims, en 1985, du *Matin de Paris*, en 1987, et du groupe *Femme d'aujourd'hui* - M. Lafont dispose d'une période de trois mois pour procéder à un audit financier et dégager d'éventuelles solutions pour la Cinq.

Un comité d'entreprise doit se réunir lundi 6 janvier, en présence de M. Lafont et de l'ADG de la chaîne, M. Yves Sabouret. Les conséquences des décisions du tribunal y seront examinées. Le PDG d'Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, a indiqué qu'il s'est engagé, dans des conditions à préciser, à maintenir ouvert le petit robinet d'alimentation qui permettra à La Cinq de conserver une trésorerie minimale. La chaîne a besoin de trois millions de francs par jour pour exister. D'ores et déjà, la direction a annoncé la suspension

de magazines coûteux comme *« Les Absents »* ou *« Les Amoureux »* de Guillaume Durand et de l'émission dominicale de Jean-Pierre Elkabbach. Sous les films achetés avant 1992 pourront être diffusés.

L'un des actionnaires de La Cinq, le groupe Fininvest de M. Silvio Berlusconi, a indiqué être prêt à assumer la responsabilité de la gestion de La Cinq (...) à condition que l'on nous donne les moyens de travailler sans trop de restrictions (*le Monde* du 4 janvier). A La Cinq, des salariés ont chargé un avocat, M. Jean-Marc Vaut, de porter plainte contre Hachette pour abus de confiance. Un Comité de défense de La Cinq, formé par l'inter-syndical et la société des journalistes, a écrit au président de la République, au premier ministre, aux présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale et à différents ministres pour leur demander d'accorder des dérogations provisoires à la chaîne, sous le contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, afin de lui permettre de survivre.

Non-assistance à télévision en danger

Suite de la première page

Il a également fait connaître leur souhait de voir disparaître cette chaîne du paysage audiovisuel français (PAF).

En réponse à ces prises de position et comme pour justifier par avance sa décision, le CSA ne cesse, alors, d'accroître le niveau des obligations imposées à Hachette dans plusieurs domaines : l'information (alors que le cahier des charges initial de La Cinq n'en prévoyait pas), les productions pour la jeunesse, les engagements vis-à-vis du cinéma, de la Société française de production, etc.

Déficit d'exploitation dramatique

En 1991, La Cinq a scrupuleusement respecté tous ses engagements, à la différence des autres chaînes privées, investissant plus de 200 millions de francs dans des productions françaises et participant à la coproduction de plus de 50 fictions originales. Force est de constater que, malgré tous nos efforts, l'audience de La Cinq n'était, fin 1991, que légèrement supérieure aux derniers mois de 1990. Dans le même temps, le marché publicitaire n'a cessé de se dégrader. Les règles imposées en matière de diffusion et de recettes commerciales ont été intégralement maintenues en dépit des bonnes paroles qui nous avaient été prodiguées. Le simple retour au cahier des charges initial de La Cinq nous a été systématiquement refusé.

Dans ces conditions, La Cinq a connu, une nouvelle fois, un déficit d'exploitation dramatique en 1991 ; il devrait représenter le double des pertes envisagées au début de l'année. Pour franchir ce nouveau cap critique, nous avons élaboré un plan de restructuration dont le coût social était terrible. C'était, comme je l'ai dit, un plan de « survie » qui a suscité l'inquiétude et le coté par le personnel de La Cinq. Il était nécessaire, mais pas encore suffisant, car il lui fallait obtenir l'accord du CSA.

Jean-Luc Lagardère et moi-même avons plaidé durant trois heures devant le CSA, le 20 décembre dernier. Au cours de cette longue audition, à aucun moment, sous aucune forme, le CSA n'a évoqué la possibilité d'accorder, même de manière limitée ou provisoire, un quelconque assouplissement des obligations imposées à La Cinq. Au contraire, il a réaffirmé avec insistance qu'elle devait « strictement respecter ses obligations » pour 1992, 1993 et 1994 ; en soulignant parfaitement que cette rigueur signifiait un véritable arrêt de mort pour La Cinq (et qu'elle risquait de compromettre toute chance de relance). Je note simplement qu'il a rendu public cet arrêt de mort quelques heures après que j'ai annoncé ma propre décision, tout en reconnaissant à cette occasion que, « face au passif accumulé, à l'importance des charges d'exploitation et à la rigueur de la réglementation, aucun investisseur ne s'est manifesté... ».

« Intégrisme audiovisuel »

Durant cette même période, le gouvernement a préféré esquiver le débat et s'est borné à accepter un amendement applicable à toutes les chaînes, dicté par l'impossibilité d'appliquer la réglementation des quotas de diffusion au 1^{er} janvier 1992. Mais il s'est opposé à toute modification de la réglementation

commerciale alors que je l'avais informé, à de multiples reprises, des conséquences de cet immobilisme obstiné, en particulier pour notre chaîne. Seuls quelques parlementaires, qui se comptent sur les doigts d'une main, ont vainement tenté de relancer le débat.

Plus grave encore, le gouvernement vient de convoquer le Parlement en session extraordinaire et a refusé d'inscrire la situation de l'audiovisuel à l'ordre du jour. Vainement un nouveau refus du pouvoir de voir s'instaurer un débat de fond sur ce sujet ? Si en est ainsi, le gouvernement persévérera dans son attitude de non-assistance à une télévision en danger et ajoutera une nouvelle date, peut-être la dernière, à la liste des occasions manquées !

Dans de telles conditions, le refus devenu logique des actionnaires de recapitaliser La Cinq et le retrait de certains banquiers ont privé la chaîne des moyens financiers nécessaires à la poursuite de son activité. J'ai donc été contraint de placer La Cinq et ses filiales sous la protection du tribunal de commerce de Paris, qui aura à statuer, soit sur un plan de redressement, soit de reprise, soit sur une décision de liquidation.

Une législation irréaliste

Ainsi, une chaîne de télévision généraliste faisant une large place à l'information et à la création, regardée par plusieurs millions de téléspectateurs, risque de disparaître prochainement, entraînant le licenciement de la totalité de son personnel, mettant en danger de nombreuses sociétés de production, aggravant la situation déjà difficile des créateurs.

interprètes, techniciens et journalistes. « L'intégrisme audiovisuel » du ministre de la culture aboutit aux pires résultats et se retourne contre ceux qu'il voulait protéger.

Ainsi le paysage audiovisuel s'enfoncé un peu plus dans le déséquilibre et l'hégémonie d'une seule chaîne. Situation exceptionnelle qui rapproche la France des pays sud-américains plutôt que de l'Europe en matière de pluralisme audiovisuel. Ainsi, La Cinq aura été sacrifiée au nom d'une législation dont chacun sait qu'elle vit ses derniers jours. Ceux-là mêmes qui ont pour charge de la contrôler l'ont déclarée irréaliste et inapplicable. C'est sans doute la première fois que l'on condamne une entreprise au nom d'une législation qui ne lui survivra pas.

Sans Hachette, La Cinq serait morte, il y a quatorze mois. Au-delà de la déception, qui est aussi forte que l'enthousiasme initial, faut-il tant reprocher au premier groupe de communication français d'avoir voulu relever le défi de La Cinq, dont la situation a glissé du difficile vers l'impossible, selon les termes de Jean-Luc Lagardère ? Puisse cet événement tragique, unique dans l'histoire de la télévision, faire prendre conscience aux responsables politiques qu'il est urgent de réformer le PAF ; urgent d'améliorer le financement du secteur public au moyen de la redevance et d'aligner le secteur privé sur des bases économiques comparables à celles des télévisions européennes. Faute de quoi l'audiovisuel français comptera bientôt d'autres victimes.

Je ne puis conclure sans exprimer mon émotion et ma tristesse à tous les collaborateurs de La Cinq. Ils ont apporté à la télévision française un ton, une originalité et une indépendance d'esprit dont ils peuvent être fiers et qui méritent un avenir.

YVES SABOURET
(Les interruptions sont de la rédaction.)

Malgré une reprise des immatriculations

Le marché automobile français a reculé de 12 % en 1991

Pas de surprise. Le marché automobile français a terminé l'année 1991 en baisse de 12 % par rapport à l'année précédente. Le décalage est d'environ 277 000 véhicules, puisque, selon les statistiques provisoires diffusées vendredi 3 janvier par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), 2 032 100 voitures particulières ont été immatriculées en 1991, contre un total de 2 309 130 en 1990.

Comme il est fréquent depuis une dizaine de mois, le bilan de santé du marché, établi à la fin du mois de décembre 1991, comporte à la fois des signes encourageants et des motifs de préoccupation. Parmi les raisons d'espérer, on relève la légère progression de 3,2 % des immatriculations au mois de décembre 1991, par rapport au même mois de l'année précédente. Difficile pour autant de

prédire la reprise. L'été dernier, les immatriculations de voitures neuves avaient connu une timide poussée à la hausse, sans pour autant la confirmer à la rentrée.

Le taux de pénétration des marques étrangères a continué à progresser. Il s'est établi à 40,1 % en 1991. Si l'on inclut toutefois les petits véhicules utilitaires neufs, cette pénétration est plus réduite, à 37 %.

De toutes les marques françaises, c'est Renault qui essuie le recul le plus marqué sur son marché intérieur (immatriculations en baisse de 15,5 %), repli visiblement amplifié par les grèves de Cléon de l'automne dernier. La baisse de 13,2 % affichée par Peugeot est plus préoccupante. Elle signale un net vieillissement de la gamme. Citroën s'en tire mieux, avec une chute de 10 %.

L'affaire Virgin Megastore

La FNAC propose l'ouverture des magasins six dimanches par an

La direction de Virgin Megastore devait faire savoir, samedi 4 janvier à midi, si elle ouvrait illégalement ses magasins des Champs-Élysées et de Bordeaux, dimanche 5 janvier. Vendredi, M. Patrick Zelnick, PDG de Virgin France, qui a engagé des discussions avec le ministère du travail, a été reçu par M. François Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat, qui lui aurait signifié que « le gouvernement était déterminé à faire sanctionner les violations délibérées de la loi ».

« La loi est modifiée au Parlement, pas dans la rue », précise un communiqué du ministre, qui souligne une « définition précise et opérationnelle » de la notion de vente de « biens culturels » pouvant justifier le statut « à part » de ces commerces. Le 6 janvier, M. Doubin

recevra M. Jean-Louis Pétriat, PDG de la FNAC. Celui-ci propose l'ouverture des magasins six dimanches par an, à titre expérimental, dans le respect de la légalité. « Nous ne sommes pas favorables à une consommation effrénée, à n'importe quel moment et n'importe quand », ajoute-t-il.

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a d'autre part rejeté la demande de la CFDT visant à faire fixer à 200 000 francs l'astreinte de 50 000 francs par heure d'ouverture, définie le 27 décembre. Il a, en revanche, ordonné la liquidation de la somme de 500 000 francs, correspondant aux dix heures d'ouverture du dimanche 29 décembre.

Recul du fioul au profit du gaz

Le chauffage central équipe 80 % des logements

Élément de confort, le chauffage central ne cesse de progresser dans les résidences principales des Français, la préférence allant au gaz et - de plus en plus - à l'électricité, qui détrônent le fioul.

Quatre résidences principales sur cinq sont pourvues d'un chauffage central contre une sur deux en 1975, selon une étude de l'Observatoire de l'énergie basée sur les résultats du dernier recensement de 1990. Cette progression est due à la poussée du chauffage central individuel.

duel - 72 % du total (contre 55 % en 1975) - qui rencontre un succès croissant dans les immeubles collectifs.

Bien sûr, le taux d'équipement est inversement proportionnel à l'âge de la construction : 90 % des résidences principales achevées après 1949 en sont pourvues. De même pour le chauffage central individuel. Et de grandes disparités existent entre les types et la taille des logements : 11 % des immeubles collectifs et 29 % des maisons individuelles n'en sont pas dotés. Plus la résidence est grande, plus l'installation d'un chauffage central est nécessaire.

Pour le mode d'énergie, le fioul est le grand perdant des années 80 : alors qu'il alimentait 46,5 % des chauffages centraux en 1982, sa part s'est réduite à 28 % en 1990. Détrôné par le gaz (37,2 % des équipements), il est désormais talonné par l'électricité (24,5 %, soit un doublement en sept ans), qui équipe aujourd'hui quatre millions de résidences principales. Percée également du bois (500 000 logements, soit 3 % du total), dont la part a été multipliée par deux, au détriment du charbon, bon dernier avec 1,5 % des chauffages centraux. Pourtant, le fioul reste la première source d'énergie des maisons individuelles avec un tiers des équipements (5 % en collectif). À l'inverse, le gaz alimente 57 % des immeubles collectifs et 30 % des maisons individuelles.

L'Île-de-France championne

L'Observatoire - qui dépend de la direction générale de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur - note d'autre part des disparités régionales : le Centre-Ouest (Bretagne, Normandie, Centre et Aquitaine) est, globalement, la région où le taux d'équipement est le plus élevé (avec une préférence pour l'électricité), exception faite de l'Île-de-France, championne toutes catégories (88,4 %). À l'inverse, le Nord-Pas-de-Calais, malgré ses hivers rigoureux, n'est équipé qu'à deux tiers (le charbon a freiné son développement) avec une percée record du gaz pour les maisons individuelles.

F. V.

Avec la coopération des dockers de la Réunion

Le port de la Pointe-des-Galets se modernise

LA RÉUNION

de notre correspondant

Loin des mouvements de grève qui affectent la plupart des ports de la métropole, le port de la Pointe-des-Galets, à la Réunion, poursuit son activité sans entrave. Pourtant, depuis le mois de juillet dernier, d'importants changements sont intervenus sur les quais, modifiant profondément la manutention maritime organisée jusqu'alors par une convention collective datant de 1968.

Il aura fallu plus d'une année de négociations ardues entre les sociétés de manutention, la direction du port et les organisations syndicales de dockers pour parvenir à un accord qui satisfait les uns et les autres. L'accord prévoit une diminution sensible du nombre des dockers (de 450, les effectifs passaient à 300) compensée par une amélioration des statuts et des salaires. Les ouvriers bénéficieront en outre d'un plan de formation étalé sur trois années et financé à hauteur de 33 millions de francs par l'Etat. Si les sociétés de manutention risquent de subir un alourdissement de leurs charges salariales dans l'immédiat, à plus longue échéance la réduction des effectifs devrait jouer en leur faveur. Pour le responsable des dockers CGT, M. Michel Séra-

phine, l'accord constitue « une solution acceptable dans une situation déjà difficile ». Mais les dockers n'entendent pas consentir d'autres « sacrifices ».

La modernisation de la manutention à la Pointe-des-Galets (plus de deux millions de tonnes de trafic annuel) était devenue indispensable. Elle prévoyait la mise en service de pontiques à conteneurs (plus de 100 millions de francs d'investissement) en 1993. D'autre part, sur les quais de la Pointe-des-Galets commence en ce début d'année 1992 une expérience pilote d'« informatique portuaire » par l'intermédiaire du système EDI (échange de données informatisées) tout les professionnels de la place et leur permettra d'échanger des informations non seulement avec l'Europe, mais aussi avec les pays du Sud-Est asiatique fournisseurs de marchandises pour le marché régional.

En jouant la carte d'une amélioration qualitative de ses services, la Pointe-des-Galets ambitionne de compenser son handicap majeur face aux ports concurrents comme Port-Louis à l'île Maurice et Tamatave à Madagascar, à savoir un coût de la main-d'œuvre bien supérieur.

ALEX DJOUX

EN BREF

Haussé du prix des carburants. - La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) sera relevée, mardi 7 janvier, de 4,7 centimes par litre sur le supercarburant et le gazole, de 4,2 centimes pour le super sans plomb et de 0,6 centimes par litre pour le fioul domestique. A la pompe ou à la vente ces hausses, s'ajoutant à des prix incluant la TVA, seront plus importantes : 5,49 centimes par litre pour le super et le gazole, 4,85 pour le super sans plomb, 0,74 pour le fioul domestique. La TIPP est en principe relevée au début de chaque année en fonction de la hausse des prix. Mais, depuis la crise du Golfe, le relèvement ne représente plus que la moitié de la hausse des prix, soit 1,5 % pour un taux d'inflation de 3 % en 1991.

Poids lourds : Avia choisit de s'allier à Mercedes-Benz au détriment de Renault. - Avia, le constructeur tchécoslovaque de camions légers, partenaire de longue date de Renault-Véhicules industriels (RVI), la filiale poids lourds du groupe automobile Renault, jouera finalement la carte Mercedes-Benz pour assurer son développement. Sous réserve d'approbation par les autorités pragoises, un accord de principe - dont on sait encore peu de chose - devrait être conclu entre Avia et le groupe industriel allemand. Avia et son partenaire auraient décidé de produire en commun, dans le cadre d'une nouvelle société dont celui-ci détiendrait 31 % du capital, des camions et véhicules utilitaires légers sous la marque Mercedes.

PUBLICATIONS

Bon vent, bonne mer !

On connaissait les projets de loi portant diverses dispositions d'ordre financier (DOOF) ou d'ordre social (DOSOS). Le vocabulaire s'enrichit avec, maintenant, les diverses dispositions d'ordre maritime (DOM) que le secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, a fait adopter le 3 janvier au conseil des ministres.

Le ton avait été donné par M. Mitterrand lui-même, très en verve de métaphores navales quelques minutes avant le conseil, demandant à ses ministres de se comporter « comme des capitaines de navire quand ça commence à souffler ». Sans préciser toutefois s'il fallait rentrer vite au port, profiter de la brise pour prendre de la vitesse ou se mettre à la cape et attendre... Les dispositions maritimes adoptées consistent, pour la plupart, en une adaptation de la législation nationale aux principes et au droit communautaires. Ainsi, un ressortissant allemand ou une société grecque pourront, désormais, posséder un navire battant pavillon français pourvu que le bateau (de commerce ou de pêche) soit exploité à partir d'un établissement situé en France. Autre modification importante : les marins et officiers d'un navire français pourront, dans certaines proportions, être irlandais ou portugais. Seuls resteront obligatoirement français le capitaine et son second « en raison des prérogatives d'ordre public qui sont attachées à ces fonctions ». Il s'agit d'un coin enfoncé dans une loi de 1928 à laquelle sont très attachés les syndicats et qui avait provoqué, en 1974, la faillite et le désarmement du paquebot *France*.

Après les équipages, le tourisme nautique. Quand un bateau de plaisance ou un scooter heurte un baigneur, les indemnités susceptibles d'être versées à la victime en vertu de la Convention de Londres (1976) sont plafonnées. Pour inciter les conducteurs à plus de prudence, on fera sauter ce plafond.

Le projet de loi contient aussi une disposition destinée à remédier à la précarité des contrats de travail des marins pêcheurs et enfin un chapitre qui constitue une « bonne manœuvre » de M. Le Drian à l'égard de son collègue, M. Michel Chassagne. Au titre des contrôles de sécurité, les agents des douanes (qui disposent de moyens nautiques et d'enquête efficaces) pourront arraisonner les navires, notamment les bateaux de plaisance et ceux qui transportent des matières dangereuses.

Au moment où les frontières terrestres tombent, voilà un salutaire terrain de redéploiement pour les douaniers. M. Le Drian sait aussi qu'il aura besoin du ministre du budget pour faire passer sa réforme du statut des dockers.

FRANÇOIS GROSCHARD

Haussé mensuelle de 0,6 % des commandes industrielles aux Etats-Unis. - Les commandes passées à l'industrie américaine ont augmenté de 0,6 % en novembre par rapport à octobre. C'est la deuxième hausse mensuelle consécutive (+ 1,9 % en octobre par rapport à septembre), ce qui ne s'était pas produit depuis avril 1991. Les commandes passées à l'industrie sont considérées comme un bon indicateur de l'évolution de la conjoncture au cours des mois à venir. La progression enregistrée en novembre s'explique en grande partie par les commandes à l'aéronautique, qui varient fortement d'un mois à l'autre. Hors le secteur des transports, la progression n'a été que de 0,1 % après + 0,6 % en octobre.

Le marché automobile français a reculé de 12 % en 1991. - Le décalage est d'environ 277 000 véhicules, puisque, selon les statistiques provisoires diffusées vendredi 3 janvier par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), 2 032 100 voitures particulières ont été immatriculées en 1991, contre un total de 2 309 130 en 1990. Comme il est fréquent depuis une dizaine de mois, le bilan de santé du marché, établi à la fin du mois de décembre 1991, comporte à la fois des signes encourageants et des motifs de préoccupation. Parmi les raisons d'espérer, on relève la légère progression de 3,2 % des immatriculations au mois de décembre 1991, par rapport au même mois de l'année précédente. Difficile pour autant de

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 30 DÉCEMBRE 1991 AU 3 JANVIER 1992

PARIS

Bonne année, happy new year

INDICE CAC 40
+ 2,90 %

Quatre séances seulement cette semaine à la Bourse de Paris, écourtée en raison des fêtes du Nouvel An. Quatre séances, toutefois, durant lesquelles les valeurs françaises auront poursuivi le galop engagé la semaine précédente, dans le sillage de Wall Street. Deux belles séances, lundi et mardi, très techniques, comme aliment à la rappeler les opérateurs, entendent par là : habillage de bilan de fin d'année et arrivée à échéance des contrats sur indice - permettent à la Bourse de Paris de terminer l'année calendaire en fanfare, avec un solide positif pour les deux mois de 16,37 %.

Passée l'année, la place, finissant sa vive progression des derniers jours de décembre - plus de 8 % depuis le 10 décembre - se réveille un peu lourde et abandonnera, au terme de la première séance de 1992, 0,88 %. La dernière de la semaine aura connu des fortunes plus diverses, l'indice CAC 40 flirtant à plusieurs reprises avec le point d'équilibre, avant de s'adjuger finalement 1,17 % en clôture, portant ainsi ses gains à 2,90 % pour la période. Deux minutes avant la fermeture du palais Brongniart, Wall Street inscrivait un nouveau « plus haut historique » en cours de séance à 3 193,85 points. Ceci expliquant

celui. On peut pourtant se poser la question de savoir si cette hausse représente véritablement la tendance profonde du marché. Sans être fautive, le mouvement de reprise de ces dernières séances est dû, en partie, au facteur technique de fin d'année et à l'élan impulsé par la place new-yorkaise à la suite de l'abaissement d'un point du taux d'escompte, le 20 décembre dernier.

Mais si, en dix jours, la place américaine a presque doublé ses gains accumulés jusqu'alors, les États-Unis n'ont pas pour autant mis un terme à la récession. Quand bien même certains investisseurs le pensent. Ils estiment que la reprise outre-Atlantique est à portée de main, appuyant leur discours sur le fait que si les statistiques américaines ne sont pas bonnes, elles sont moins mauvaises que prévu. Quelques augures de Wall Street se prononcent pour une reprise aux alentours du mois de mai. Le printemps américain sera-t-il suffisamment puissant et solide pour entraîner dans son sillage le Vieux Continent ? En tout cas, en France, il comblerait les vœux du président de la République et serait le bienvenu en mettant un terme à la « langueur ».

Reste que, dans l'immédiat, avant le retour de la reprise, les opérateurs présents attendent celui des absents et surtout la fin de la trêve des confessions. L'année boursière ne devrait en fait véritablement débuter que le 6 janvier. Les volumes de transactions

- particulièrement étroits ces derniers jours - ne devraient véritablement s'efforcer qu'après le week-end. De plus, la publication la semaine prochaine de statistiques économiques aux États-Unis, concernant le chômage notamment, permettra sans aucun doute de donner un éclairage plus concret sur les semaines qui vont suivre.

Bilan des valeurs

Du côté des valeurs, les fins d'année sont traditionnellement propices aux bilans. Pour ne pas faillir à cette règle et ne pas laisser à cette règle le CAC 40, on pense à Total, arrivé depuis peu parmi les plus belles valeurs de la cote, qui a « surperformé » l'indice, en progressant de 56 % sur l'année. Total, qui a continué de bénéficier cette semaine de l'importance des ressources du gisement colombien qu'il exploite en commun avec British Petroleum, BSN a atteint son plus haut cours historique à la fin de l'année et progressé de 40 %. L'Oréal lui aussi a « surperformé » le CAC en gagnant 53 % sur douze mois. Sans oublier Michelin (+ 90 %) et Elf Aquitaine (+ 36 %). En revanche, des valeurs ont sous-performé l'indice comme Matra (- 20 %), Paribas (- 25 %), Club Méditerranée (- 9 %) pour ne citer qu'elles.

Autre bilan, révélateur de la morosité ambiante, celui des introductions en Bourse. Les entreprises ne se sont pas bous-

culées au portillon cette année. Dans son dernier numéro, la Cote D'Or, qui les a recensés, en dénombre seulement dix-huit sur les marchés au comptant, second marché et hors-cote réunis. Comme le déplore le quotidien financier, on est bien loin des quatre-vingt-deux admissions enregistrées au cours de l'année 1987.

Cette semaine encore, et pour conclure, Hachette s'est un peu reprise. Après avoir souffert, fin décembre, des déclarations de M. Jean-Luc Lagardère selon lesquelles le groupe était à la recherche d'un repreneur pour La Cinq, puis de l'annonce d'un plan de licenciement massif, le titre s'est sensiblement redressé. L'annonce de la mise en règlement judiciaire de la chaîne a rassuré les investisseurs, ceux-ci estimant que le groupe multimédia cessait de perdre de l'argent. Ce regain d'intérêt s'est effectué au dépit de la mise en garde adressée aux petits actionnaires d'Hachette par M. Joseph Thouveret, président de la CFTC Bourse. Il écrivait en début de semaine : « Au vu des promesses faites aux salariés de La Cinq et à leur famille, il y a un an, et du non-respect de ces engagements moraux, la CFTC Bourse estime qu'une entreprise qui a si peu de parole vis-à-vis de ses proches collaborateurs n'a aucune raison d'en avoir plus vis-à-vis de ses actionnaires... »

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Quatre séances, quatre records

WALL STREET

+ 3,22 %

Wall Street a terminé 1991 et commencé la nouvelle année sur de nouveaux records. Cette semaine, continuant à être soutenue par la baisse des taux d'intérêts américains et les espoirs de reprise économique, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé, vendredi, à 3 201,47 en hausse de 99,95 points (3,22 %) par rapport à la semaine dernière. L'activité a été très soutenue avec quelque 230 millions d'actions échangées en moyenne au cours des quatre séances de cette semaine écourtée par le Nouvel An.

Malgré la publication d'indices peu encourageants, les analystes restent persuadés que la reprise interviendra d'ici à quelques mois. L'annonce que l'indice composite des principaux indicateurs économiques américains - censé préfigurer la conjoncture dans les six à neuf prochains mois - a enregistré pour le mois de novembre sa plus forte baisse de ces dix derniers mois, et que l'activité industrielle s'est nettement ralentie en décembre par rapport au mois précédent, n'a que très peu entamé leur enthousiasme.

Cela étant, le marché américain a continué à profiter de la baisse des taux amorcée le 20 décembre.

Cette détente du loyer de l'argent entraînant un transfert de capitaux du marché obligataire vers la grande Bourse new-yorkaise.

La progression de Wall Street a, néanmoins, été ralentie par des prises de bénéfices. Celles-ci ont été plus limitées que ne l'anticipaient les experts, les investisseurs préférant conserver leurs titres par crainte de rester à l'écart d'une progression encore plus importante.

Indice Dow Jones du 3 janvier : 3 201,47 (c.3 101,52).

	Cours 27 déc.	Cours 3 janv.
Alcoa	65 3/8	64 5/8
ATT	39 1/8	39 1/8
Bearing	46 1/8	47 1/8
Chase Nat. Bank	18	17 7/8
De Post de Nations	46	46 3/8
Eastman Kodak	46 1/2	46 1/2
Exxon	58 1/4	60 3/8
Ford	27 7/8	30 3/8
General Electric	74	76 1/4
General Motors	27 3/4	27 1/2
Goodyear	59 1/4	59 1/4
IBM	89 3/8	90 3/8
ITT	54 1/8	55 3/4
Mobil Oil	67 1/4	69 1/4
Pfizer	81 5/8	85 5/8
Schlumberger	61 3/4	63 3/8
Tesoro	59 1/8	61 7/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	143 5/8	145 1/4
Union Carbide	28 1/2	29 1/2
United Tech.	52 1/2	53 3/4
Westinghouse	16 3/4	18 1/8
Xerox Corp.	68	67 1/2

LONDRES

Vive progression

BOURSE FT 100

+ 3,5 %

Après s'être envolée de 3 % pendant la dernière séance de 1991 - sa plus forte hausse depuis l'annonce de l'entrée de la livre dans le SME (système monétaire européen) le 5 octobre 1990 - la Bourse de Londres a commencé l'année en trombe, soutenue par des facteurs techniques et des espoirs de reprise économique en 1992.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a franchi, lors de la première séance de l'année, la barre des 2 500 points, enregistrant sur une semaine écourtée par les fêtes de fin d'année une hausse de 85,4 points, soit 3,5 %, à 2 504,1 points. Mais l'impact de la hausse a cependant été atténué par le faible volume d'activité sur le marché, la plupart des investisseurs ayant déserté la City pour les fêtes.

Les hausses successives de Wall Street liées aux espoirs de reprise économique aux États-Unis, l'envolée du marché à terme et les commentaires optimistes du premier

ministre John Major, indiquant que les premiers signes de reprise devraient apparaître lors des prochains mois, ont insufflé un regain de dynamisme au marché.

Sentiment optimiste d'autant plus fort que le raffermissement de la livre sur le marché des changes a éloigné, dans l'immédiat, les craintes d'un relèvement des taux d'intérêt.

Indices « FT » du 3 janvier : 100 valeurs, 2 504,1 (c. 2 418,7) ; 30 valeurs, 1 901,4 (c. 1 841,8) ; fonds d'Etat, 87,1 (c. 86,56) ; mines d'or, 140,1 (c. 143,6).

	Cours 27 déc.	Cours 3 janv.
Bovinter	6,40	6,79
BP	278	290
Charter	5,03	4,99
Comstar	4,68	5,14
De Beers	14,84	15,37
Glaxo	8,15	8,48
GLS	18,50	18,63
ICI	11,28	11,90
Routex	10	10,47
Shell	4,83	4,96
Unilever	8,68	9,85
Vickers	1,63	1,71

TOKYO

Belle fin d'année :
+ 2,4 %

L'année 1991 s'est achevée le 30 décembre à midi, au Kabuto-cho, par un bouquet final. A l'issue de cette première et ultime demi-séance de la semaine, avant la fermeture traditionnelle du marché tokyote, qui rouvrira ses portes le lundi 6 janvier seulement, et pour une demi-séance encore, la hausse a été au rendez-vous. Une belle hausse même, puisque, un quart d'heure après l'ouverture, le Nikkei avait déjà progressé de 1,4 %. Poursuivant son avance, il parvenait même, durant un court instant, à franchir la barre des 23 000 points, avant de s'inscrire en clôture à la cote 22 983,77 avec un gain de 546,45 points (+2,4 %).

La grande Bourse japonaise a essentiellement réagi à la décision de la Banque du Japon d'abaisser d'un point son taux d'escompte pour le ramener de 5,5 % à 4,5 %, soit à 3 points au-dessus du taux américain. Cette mesure, qui intervient peu avant l'arrivée du président Bush en visite officielle au pays du Soleil-Levant, avait été prévue par les spécialistes.

Indices du 30 décembre : Nikkei, 22 983,77 (c.22 437,32) ; Topix, 1 715 (c.1 685,11).

	Cours 27 déc.	Cours 30 déc.
Alcoa	68 5/8	70 1/8
Bridgepoint	1 020	1 030
Cannon	1 400	1 410
Fuji Bank	2 410	2 500
Honda Motor	1 400	1 510
Mitsubishi Electric	1 400	1 450
Mitsubishi Heavy	694	696
Sony Corp.	4 630	4 680
Toyota Motor	1 450	1 500

FRANCFORT

Bon départ :
+ 2,5 %

La Bourse de Francfort a enregistré un bon début d'année, avec une hausse de l'indice instantané DAX de 40,03 points, soit 2,5 % en une semaine, réduite à trois jours seulement en raison des fêtes du Nouvel An. A l'issue des séances européennes, Francfort a largement profité du sursaut de Wall Street enregistré au cours des derniers jours de 1991 et des premiers de 1992.

Les analystes de la Commerzbank s'attendent cependant à un premier semestre tumultueux en raison de plusieurs facteurs : politique monétaire restrictive, risques d'inflation et baisse de la croissance. Au deuxième semestre, la conjoncture devrait se ressaisir, la Bourse de Francfort en profitant en priorité.

Quasiement tous les titres ont été en hausse, cette semaine, à l'exception du sidérurgiste Hoesch, qui perd à nouveau 14 deutschemarks contre 7 deutschemarks la semaine passée.

Indices du 3 janvier : DAX, 1 603,62 (c.1 563,39) ; Commerzbank, 1 840,60 (1 794).

	Cours 27 déc.	Cours 3 janv.
ABG	198,80	201,80
BASF	217,70	227,30
Bayer	276,00	281,30
Commerzbank	246,50	253,90
Deutschebank	664,00	683,50
Hoesch	218,50	222,00
Karstadt	621,00	630,00
Mannesmann	245,00	251,50
Siemens	622,00	631,50
Volkswagen	254,40	262,00

Mines d'or, diamants

	2-1-92	Diff.
Anglo-American	208	+ 8,10
Amgold	0	inch.
Bul. Gold M.	48,80	- 0,20
De Beers	149	+ 4,40
Drief. Cons.	62	+ 2,40
Gencor	0	0
Harmony	32,30	+ 0,30
Randfontein	26,20	+ 0,65
Santa-Helena	34,25	+ 1,25
Western Deep	187,50	+ 5,50

Matériel électrique

	2-1-92	Diff.
Alstom-Alsthom	556	+ 21
CBRE	280	+ 4,90
Général des eaux	2 075	+ 82
Intertek	628	- 8
Labinal	731	- 23
Lagardère	3 594	+ 145
Lyon. des eaux	436	+ 7
Matra	169,50	+ 2,10
Martin-Gérin	481	+ 2,90
Moulinex	154	+ 5,50
Radotechnique	1 190	+ 15
SEB	1 070	+ 2
Sext-Avionique	190	+ 15
Thomson-CSF	150,60	+ 0,20
IBM	476	+ 16,30
ITT	285,40	+ 16,30
Schulberger	339,90	+ 14,90
Siemens	2 162	+ 27

Alimentation

	2-1-92	Diff.
Béghin-Sey	579	+ 9
Bouygues	2 460	+ 10
BSN	1 027	+ 41
Carrefour	2 350	+ 71
Casino, G. P.	134	+ 0,4
Guyonnet-Gasc.	1 366	+ 45
LYMH	4 187	+ 204
Olivier	153	+ 10,5
Permot-Ricard	1 190	+ 22
Promodis	2 710	+ 10
Saint-Louis	1 200	+ 65
Source Perrier	1 243	+ 31
Nestlé	33 850	+ 850

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	2-1-92	Diff.
AGF	458	+ 17
AXA (ex-Cie Midi)	760	+ 36
Banque Paribas	92	+ 13,90
Catellon	657	+ 48
CCF	164,1	+ 0,10
CPF	1 000	+ 45
CPI	282,50	+ 1,50
Chargeurs	900	+ 3
CPR	242	+ 8,50
Eurofrance	1 246	+ 12
GAN	820	+ 70
Locindes	726	+ 31
Paribas	316,80	+ 9,50
Schneider	545	+ 4
Société générale	452	+ 3
Sovac	769	+ 98
Suez (ex fin.)	285,50	+ 10,60
UAP	476	+ 8

Mines, caoutchouc

	2-1-92	Diff.
Géophysique	465,10	+ 14,90
Infat	244	+ 9
Métaleurop	62,90	+ 0,60
Michelin	126,10	+ 7,10
RTZ	46,45	+ 0,45
ZCI	1,62	+ 0,08

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	2-1-92	Diff.
8,80 % 1977	123,20	+ 0,05
10 % 1978	100,40	+ 0,30
9,80 % 1978	100,25	+ 0,24
9 % 1979	99	inch.
10,80 % 1979	101,85	+ 0,45
CNE 3 %	4290	+ 90
CNE 5 000 F	99,30	+ 0,80
CNE Paribas 5 000 F	98,35	+ 0,75
CNE Suez 5 000 F	99	+ 1,40
CNE 5 000 F	98,40	+ 0,20

Valeurs diverses

	2-1-92	Diff.
Accor	648	+ 14
Air liquide	676	+ 7
Ajcomart	2 000	+ 10
Bic	630	+ 13
BOA	278	+ 2
CIP	945	+ 8
Club Méd.	407	+ 11
Basilex	309,30	+ 8,80
Euro Disney	152,30	+ 13,40
Europe 1	845	+ 60
Eurotunnel	39,90	+ 1,60
Groupe Citi	485,10	+ 10,10
Hachette	134	+ 14
Havas	440	+ 23
Marine Wende	278,40	+ 1,60
Navigation mixte	1 205	+ 64
Nord-Est	89,30	+ 2,70
L'Oréal	728	+ 7
Saint-Gobain	445,50	+ 22,20
Suofit	1 019	+ 15
Sauvages Châtillon	203	+ 3
Sida Roussel	814	+ 4

Bâtiment, travaux publics

	2-1-92	Diff.
Auxil. d'entr.	1 001	+ 24
Bouygues	521	+ 7
Ciments français	281	+ 1
OTM	334	+ 10
Immo. Phéas	163	+ 5
J. Lefebvre	810	+ 10
Lafarge-Coppée	324,50	+ 5
Polet	415	+ 8
SOE-SB	203	+ 10,50

Métallurgie, construction mécanique

	2-1-92	Diff.
Alpi	298	+ 0
Danubio Aviation	310	+ 3
De Dietrich	1 355	+ 25
Fives-Lille	315	+ 10,10
Immo. Phéas	163	+ 5
SAGEM	1640	+ 45
Stratex, Facom	710	+ 40
Valco	562	+ 23
Valloire	258	+ 5

Pétroles

	2-1-92	Diff.
BP-France	108	+ 1,10
ELF-Aquitaine	375,90	+ 14,90
Esso	588	+ 12
Primagaz	560	+ 0
Soprop	359,80	+ 14,80
Total	1 025	+ 81
Exxon	312,80	+ 12,80
Petrofina	1 778	+ 3
Royal Dutch	447,20	+ 18,20

Filatures, textiles, magasins

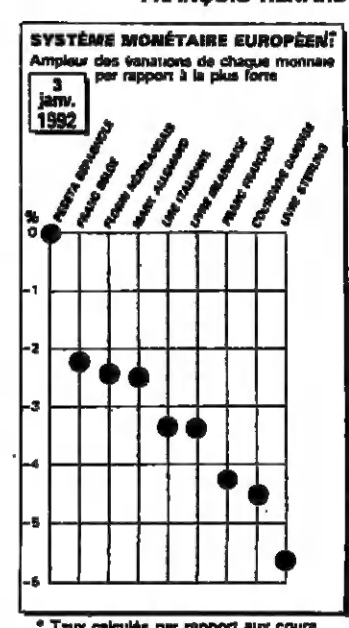
	2-1-92	Diff.
Agache (Fin.)	783	+ 28
BVF	635	+ 16
Danart	2 375	+ 125
DMC	270	+ 7
Gal. Lafayette	1 321	+ 48
Nord Galeries	117	+ 14,10
Praline	797	inch.
La Redoute	4 540	+ 14
SCOA	18,90	+ 0,90

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeur	Hausse %	Valeur	Baisse %
Suez	+13,3	Solac	- 4,9
Danubio Electr.	+12,9	UIS	- 6,1
Nordex et Co.	+12	Navig. mixte	- 5,7
Spie Indulgences	+11,9	Scor SA	- 5,5
DFP	+11,7	STB	- 5,5
Eurofrance	+10,2	Radiorécepteur	- 5,1
Total ex. R.	+9,3	CCP	- 4,7

Le yen démarre

F. R.



Les Etats-Unis sont favorables à une adhésion rapide de la Russie au Fonds monétaire international

Les Etats-Unis se sont déclarés favorables à une adhésion rapide de la Russie et des autres pays membres de la CEI (Communauté des Etats indépendants) au FMI (Fonds monétaire international) et à la Banque mondiale.

L'adhésion au FMI et à la Banque mondiale facilitera les réformes entreprises par ces pays pour accéder à une économie de marché, a déclaré en substance M. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor américain.

« Nous travaillerons avec ces pays pour nous assurer que leurs demandes d'adhésion seront prises en compte aussi vite que possible », a ajouté M. Brady.

L'Union soviétique bénéficiait, depuis octobre dernier, d'un statut spécial de membre associé. Les Etats-Unis s'étaient alors opposés à l'octroi à l'URSS d'un statut de membre à part entière. « Les développements importants qui se sont produits dans l'Union soviétique ont créé de nouvelles occasions et de nouveaux défis pour la coopération financière internationale », a expliqué M. Brady. Les Etats-Unis soutiennent dès mainte-

nant l'adhésion de la Russie, de l'Ukraine, du Kazakhstan, de la Biélorussie, du Kirghizistan et de l'Arménie, Républiques avec lesquelles Washington a établi des relations diplomatiques ou est en train de le faire. Washington soutiendra ensuite les demandes des six autres ex-Républiques soviétiques quand elles auront établi des relations diplomatiques avec les Etats-Unis.

D'autre part, la grande conférence internationale qui se tiendra à Washington pour discuter de l'aide à apporter aux nouveaux Etats indépendants devrait avoir lieu vers le 22 janvier. Réunis, vendredi 3 janvier, à Paris, les dix-sept pays créanciers de l'ancienne Union soviétique ont confirmé aux représentants de la banque du commerce extérieur soviétique (VEB) le report du remboursement des échéances de la dette de l'ex-URSS, dette qui atteint environ 80 milliards de dollars. Fin novembre, à Moscou, les sept principaux pays industrialisés avaient accordé un report jusqu'en 1992, des échéances pour les emprunts contractés avant le début de janvier 1991.

Mécontentement grandissant en Pologne contre les hausses de prix

Le mécontentement est de plus en plus grand en Pologne à la suite des fortes hausses des prix du gaz, de l'électricité et de l'eau chaude appliquées au début de l'année.

Un mouvement de protestation semble s'étendre à l'ensemble des grandes villes, signale l'agence de presse PAP qui cite Lodz (centre), Bydgoszcz (ouest), Wrocław (sud-ouest), Zielona Gora (ouest), Szczecin (nord-ouest). Beaucoup de Polonais, semble-t-il, demandent que soient annulées les hausses. Le syndicat OPZZ (ex-communiste) menace de lancer une grève générale. La Fédération des retraités, qui regroupe plusieurs millions d'adhérents, s'est jointe au mouvement de protestation qui regroupe maintenant les syndicats de Solidarité.

« En cas de grève générale, le gouvernement ne pourra que reculer, c'est-à-dire annuler les hausses de prix », a déclaré, vendredi 3 janvier, le nouveau premier ministre, M. Jan Olszewski, ajoutant qu'une telle décision serait une « catastrophe » pour la Pologne, car elle déstabiliserait les finances publiques du pays et aurait des conséquences imprévisibles sur l'économie. (AFP)

Numéro un mondial des vins et spiritueux

Le britannique Grand Metropolitan s'offre l'italien Cinzano

Grand Metropolitan poursuit sa politique d'acquisition de marques dans le domaine des vins et spiritueux. Le géant britannique, qui possède entre autres la vodka Smirnoff, le whisky Johnnie Walker et la liqueur Bailey's, vient d'y ajouter un sursillon de vermouth transalpin. Le groupe agroalimentaire a en effet annoncé, vendredi 3 janvier à Londres, le rachat de la totalité de la société italienne Cinzano, qui produit et commercialise l'apéritif du même nom.

Grand Metropolitan, qui contrôlait déjà 25 % du capital de la firme, a repris pour un montant non déterminé les 75 % restants, jusqu'ici détenus par la famille Cinzano Marone et l'INFINIT, la société d'investissement de la famille Agnelli. Selon les estimations des analystes britanniques, le prix de la transaction se situait dans une fourchette de 75 à 100 millions de livres, soit 750 millions à 1 milliard de francs. Cette acquisition permet surtout à Grand Metropolitan de se doter d'un réseau commercial en Amérique latine, où il ne disposait pas de positions fortes, à l'exception du Brésil.

M. Farran, menacé d'une deuxième inculpation abandonne la présidence de la fédération du PR

Dans les Pyrénées-Orientales

Le ministère de la justice doit, en principe, transmettre lundi 6 janvier au président de l'Assemblée nationale, à la veille de la session extraordinaire du Parlement convoquée le 8 janvier, la demande de levée d'immunité parlementaire formulée par le procureur de la République de Perpignan contre M. Jacques Farran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales, déjà inculpé d'ingérence et d'abus de confiance à la suite des enquêtes en cours, notamment sur la gestion de la chambre de commerce et d'industrie de ce département (le Monde daté 15-16 décembre 1991). Ancien président de cette chambre consultative, M. Farran est menacé d'une deuxième inculpation alors que son genre, également poursuivi avec certains de ses collaborateurs, demeure emprisonné depuis le 13 décembre.

abouti à ce qui est devenu l'affaire Farran, parce que toutes les investigations ont convergé vers le député UDF-PR du département, alors président de la chambre de commerce et d'industrie.

Un an plus tard, M. Jacques Farran, par ailleurs conseiller général et adjoint au maire de Perpignan, reste plus que jamais visé. Comme il le dit lui-même : « J'ai toujours été devant et je reste en première ligne ». Inculpé le 18 octobre pour « ingérence et abus de confiance à la suite de graves irrégularités constatées dans la gestion de la chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orientales », il a vu s'effondrer tout le système politico-financier qui en avait fait l'un des personnages les plus puissants du Roussillon. Il se trouve maintenant sous la menace d'une nouvelle inculpation depuis l'ouverture, le 13 décembre, d'une autre information judiciaire après la constatation de détournements de fonds dans la gestion du parking de l'aéroport de Perpignan, assurée par la chambre de commerce. Le 13 décembre, deux de ses proches ont été incarcérés : M. Jacques Salvas, secrétaire général des services de la chambre de commerce, a été inculpé de « complicité d'abus de confiance », tandis que M. Jean-Edmond Miravet, directeur commercial de l'aéroport, gendre de M. Farran, était inculpé d'abus de confiance. Le vice-président, trésorier de la chambre de commerce, M. Augustin Guillard, inculpé de « complicité », a été libéré en liberté.

Le procureur de la République

avait transmis, le même jour, une demande de levée d'immunité parlementaire à l'encontre de M. Farran, afin de permettre au juge d'instruction, M. Claude Gazeau, de l'entendre dans cette nouvelle affaire. Son trésorier ayant démissionné, son secrétaire général étant emprisonné et son directeur de cabinet, M. François Calvet, ayant décidé, lui aussi, de se démettre de ses fonctions, M. Farran apparaît de plus en plus seul.

Passation des pouvoirs accélérée

M. Gazeau a accepté, le 27 décembre, la demande de remise en liberté présentée par l'avocat de M. Salvas mais il a refusé une levée d'écrou au bénéfice de M. Miravet. La chambre d'accusation de Montpellier a non seulement confirmé le mandat de dépôt mais a également prévenu Gazeau contre celui-ci, prévenu désormais de « vol, complicité de vol et recel de vol ». Cette incarcération affecte particulièrement M. Farran : « Je ne veux pas que ce soit les autres qui paient pour des histoires me concernant. On a mis en prison des personnes qui n'y ont strictement rien fait, sans tenir compte des conséquences familiales, professionnelles et sociales », a-t-il déclaré au lendemain de l'incarcération du secrétaire général de la chambre de commerce et de son gendre.

Le même jour, M. Farran s'est démis de la présidence de la fédération départementale du Parti républicain : « J'ai demandé à être déchargé de mes responsabilités au

sein de la fédération départementale jusqu'à ce que justice ne soit rendue, a-t-il notamment indiqué. J'ai pris cette décision pour mieux me défendre et protéger mes proches et ma famille. La prison ne me fait pas peur ».

M. Farran a aussi passé la main à la tête de la chambre de commerce. Battu très nettement aux élections consulaires du 18 novembre après vingt et un ans de règne sans partage, il a été contraint de céder son fauteuil à son vicaire, M. Guy Fourcade, jusque-là président du tribunal de commerce, avant la date initialement retenue pour la passation des pouvoirs. Le préfet, M. Jean-René Garnier, qui vient d'être nommé préfet du Morbihan par le conseil des ministres du 3 janvier, a préféré accélérer la procédure pour mettre fin au blocage du fonctionnement de la chambre consultative.

C'est le 21 décembre que M. Fourcade et son équipe se sont installés à la CCI. M. Calvet a rejoint le bureau des avocats de Bordeaux et a été remplacé dans sa fonction de directeur de cabinet par M. François Bonneau, jusqu'alors chargé de mission d'une société d'économie mixte, la SEMER. C'est l'actuel directeur de l'URSSAF du département, M. Jean-Pierre Romero, qui est appelé à devenir directeur des services, en remplacement de M. Salvas. Le nouveau bureau de la chambre de commerce s'est immédiatement attaché à « dresser un état des lieux financiers » et s'est constitué partie civile.

JEAN-CLAUDE MARRE

PERPIGNAN

de notre correspondant

Le 1^{er} janvier 1991, le procureur de la République de Perpignan, M. Louis Bertolotti, avait annoncé son intention de « nettoyer les services de la chambre de commerce et d'industrie de certains agents du département ». Au fil des mois de l'année écoulée, les différentes enquêtes administratives, financières et policières menées dans les Pyrénées-Orientales ont ainsi

Accord salarial à la BNP

Avec la CFTC et le SNB-CGC, un accord salarial a pu être signé le 3 janvier à la BNP, après que l'association celui-ci, le 30 décembre, par la suite CFTC avec l'organisation patronale, l'Association française de banques (AFB). La prime versée fin janvier passe de 8 % à 12 % de la rémunération de décembre, le minimum étant porté de 700 francs à 1 300 francs. Huit autres compléments ont été versés. Quant à l'augmentation prévue pour 1992, elle reste fixée à + 1 % au 1^{er} mars et à + 1,25 % au 1^{er} novembre.

Il n'y avait jamais eu d'accord salarial à la BNP, où se réunissent de cette « première relation contractuelle » avec les syndicats. Le Crédit lyonnais doit entreprendre la même négociation la semaine prochaine.

Forces ouvrières, la CGT et la CFDT, qui avaient jugé « inacceptable » l'accord avec l'AFB, envisagent « une mobilisation pour les semaines à venir ».

Textile : 50 000 emplois supprimés au Portugal en 1991. - Le textile portugais a très sévèrement souffert, en 1991, de la concurrence acharnée que lui font, sur le marché européen, les importations en provenance de pays tiers, notamment d'Asie. Selon les données publiées récemment par la Fédération des syndicats de travailleurs de l'industrie textile, la FETESIT, près de 50 000 salariés de ce secteur ont perdu leur emploi l'an dernier. Les compressions d'effectifs ont touché 190 entreprises, indique la fédération. Une bonne centaine d'entre elles ont dû mettre la clé sous la porte. La crise du textile portugais risque d'avoir des répercussions douloureuses sur l'économie du Vale do Ave, au nord du pays, qui concentre, autour de trois pôles - Porto, Braga et Castelo Branco - l'essentiel de cette industrie.

Pas de reprise d'activité à la mine d'or de Salsigne (Aude). - L'activité industrielle des Mines et produits chimiques de Salsigne (MPCS), qui avait cessé le 23 décembre dernier, ne devrait pas reprendre. Le conseil d'administration de cette société, dont le dépôt de bilan et la mise en redressement judiciaire avaient été prononcés en octobre 1991, a refusé, vendredi 3 janvier, d'assurer les frais de sécurité sur le site et le coût du chômage partiel pour les 374 personnes qui y sont encore salariées. Le tribunal de commerce de Carcassonne avait ordonné la semaine dernière à la Compagnie, principal actionnaire de MPCS et filiale du Bureau de recherches géologiques et minières, établissement public, d'assurer les pertes d'exploitation jusqu'au 31 janvier. La mine d'or de Salsigne est la plus importante d'Europe.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, vendredi 3 janvier, sur proposition de M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, le mouvement préfectoral suivant :

AINSE : M. Pierre-René Lemas. M. Pierre-René Lemas, directeur général des collectivités locales, est nommé préfet de l'Ainse, en remplacement de M. Patrick Magnier, nommé préfet de la Loire.

Né le 23 février 1951 à Alger, ancien élève de l'ENA, M. Lemas a été membre de plusieurs cabinets ministériels, auprès de Gaston Defferre, au ministère de l'Intérieur, de 1981 à 1983, puis de M. Pierre Joxe, toujours place Beauvau, de 1984 à 1986. De 1986 à 1988, il a été nommé sous-directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer, avant de rejoindre, en mai 1988, le cabinet de M. Jean-Michel Bicheron, puis celui de M. Jean-Michel Baylet, au secrétariat d'Etat chargé des collectivités locales.

LOIRE : M. Patrick Magnier. M. Patrick Magnier, préfet de l'Ainse, est nommé préfet de la Loire, en remplacement de M. Jean-Paul Marty, nommé préfet de la région Champagne-Ardenne, le 18 décembre 1991.

Né le 18 juillet 1938 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Magnier est secrétaire du cabinet du préfet de la Corse, en 1966, puis directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle, en 1969, sous-préfet de Provins en 1974 et secrétaire général de la préfecture de l'Indre, en 1976, avant d'être nommé, en 1980, sous-directeur des affaires politiques au secrétariat d'Etat chargé des DOM-TOM, puis en juin 1982, sous-directeur des personnels et de la formation à la direction générale de l'administration au ministère de l'Intérieur. Préfet des Alpes-de-Haute-Provence en juillet 1983, puis préfet de la Dordogne, en juin 1987, M. Magnier était préfet de l'Ainse depuis le 7 février 1990.

LOZÈRE : M. Michel Pelissier. M. Michel Pelissier, sous-préfet de Chalon-sur-Saône, est nommé préfet de la Lozère, en remplacement de M. Jean Aribaud, nommé préfet de l'Yonne.

Né le 15 octobre 1947 à Barjols (Var), M. Michel Pelissier, ancien élève de l'ENA, a été en 1978 directeur du cabinet du préfet des Landes, puis, l'année suivante, du préfet de l'Eure, avant d'être nommé sous-préfet de Briançon. Chef de cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre, puis secrétaire général de l'Académie de France à Rome, il est devenu en 1983 directeur du cabinet du préfet des Alpes-Maritimes. Il était sous-préfet de Chalon-sur-Saône depuis le 17 août 1988.

MORBIHAN : M. Jean-René Garnier. M. Jean-René Garnier, préfet des Pyrénées-Orientales, est nommé préfet du Morbihan, en remplacement de M. Philippe Parant, nommé préfet de la Seine-Saint-Denis le 18 décembre 1991.

Né le 8 octobre 1938 à Brest (Finistère), M. Garnier est ancien élève de l'ENA. Affecté le 4 juin 1965 au ministère de l'Industrie, il devient en mai 1966 chef de cabinet du directeur des services d'outre-mer au ministère des DOM-TOM, puis en mars 1968, directeur du cabinet du préfet du Gard. En 1970, il est nommé secrétaire général de la Guadeloupe puis de janvier à mars 1973, chef adjoint du cabinet du ministre de la culture, Jacques Dubaut. Il rejoint ensuite, en qualité de chef de cabinet, M. Bernard Stasi, ministre des DOM-TOM jusqu'en février 1974. Nommé sous-préfet de Fontenay-le-Comte, en 1975, M. Garnier devient secrétaire général de la Polynésie française en 1976, puis secrétaire général des services de la région Champagne-Ardenne en 1982, il a été nommé préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon en 1987, puis préfet de l'Indre en 1988. M. Garnier était préfet des Pyrénées-Orientales depuis le 1^{er} août 1990.

PYRÉNÉES-ORIENTALES : M. Pierre Steinmetz. M. Pierre Steinmetz, préfet hors cadre, est nommé préfet des Pyrénées-Orientales en remplacement de M. Jean-René Garnier, nommé préfet du Morbihan.

Né le 23 janvier 1943 à Sainte-Colombe (Rhône), M. Steinmetz est ancien élève de l'ENA. Affecté en juin 1970 au ministère des DOM-TOM, il est devenu, en 1972, directeur du cabinet du haut-commissaire de la République à Nouméa. Rapporteur général de la Commission supérieure pour la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires de 1973 à 1979, il est appelé en août 1979 au secrétariat général du gouvernement en qualité de chargé de mission. En 1979, il entre au cabinet de M. Raymond Barre, premier ministre, comme chargé de mission sur les dossiers relatifs aux collectivités locales, aux rapatriés, à la jeunesse et aux sports. Sous-directeur à la mairie de Paris en juillet 1983, il devient en octobre 1984, directeur du cabinet du secrétaire général de la Ville de Paris puis, en avril 1987, directeur du développement économique et social du conseil régional de l'Île-de-France. M. Steinmetz a ensuite été nommé préfet de la Haute-Marne en septembre 1988, puis préfet hors cadre mis à la disposition de M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, le 13 octobre 1989.

HAUTE-SAVOIE : M. Jean-Paul Frouin. M. Jean-Paul Frouin, préfet de l'Yonne, est nommé préfet de la Haute-Savoie, en remplacement de M. Michel Brizard, nommé préfet hors cadre.

Né le 27 octobre 1939 à Avranches (Manche), M. Frouin, ancien élève de l'ENA, a été successivement sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, directeur du cabinet du préfet de Haute-Normandie et secrétaire général de la Manche avant d'être nommé en 1977 chef de mission auprès du préfet de Bretagne et en 1982 sous-préfet de Lorient. Il est devenu en 1983 sous-directeur de l'administration territoriale à la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur puis, en 1986, préfet de la Meuse. Il était préfet de l'Yonne depuis le 22 décembre 1987.

YONNE : M. Jean Aribaud. M. Jean Aribaud, préfet de la Lozère, est nommé préfet de l'Yonne, en remplacement de M. Jean-Paul Frouin, nommé préfet de la Haute-Savoie.

Né le 30 novembre 1943 à Carcassonne (Aude), M. Aribaud, ancien élève de l'ENA, a été successivement directeur du cabinet du préfet d'Eure-et-Loire, sous-préfet de Briançon, chef de cabinet puis conseiller technique auprès du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, puis aux DOM-TOM, M. Paul Dijoud, avant de devenir en 1980 sous-directeur aux affaires sociales et culturelles du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, puis, en 1983, directeur adjoint de la direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur. Il était préfet de la Lozère depuis le 26 juillet 1989.

POLYNÉSIE FRANÇAISE : M. Michel Jan. M. Michel Jan, administrateur civil hors classe, conseiller technique au cabinet du président de la République, est nommé préfet, haut-commissaire de la République en Polynésie française, en remplacement de M. Jean Montpezat, qui occupait ces fonctions depuis le 10 novembre 1987.

M. Michel Jan est né le 21 janvier 1951 à Paris. Licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et du Centre universitaire d'études des Communautés européennes, ancien élève de l'ENA (promotion « Voltaire »), il a consacré, jusqu'à présent, la majeure partie de sa carrière aux dossiers de l'outre-mer. Il a d'abord été, de 1980 à 1983, chef de la mission « amers » à la direction des affaires économiques, sociales et culturelles du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, puis, successivement, conseiller technique (juin 1983) et directeur de cabinet (juillet 1983) du secrétaire d'Etat, M. Georges Lemoine, auprès duquel il participait, notamment, à la gestion du dossier calédonien au cours d'une période particulièrement tendue. Détaché ensuite, en 1988, en Algérie, au titre de la mobilité, en qualité de conseiller des affaires étrangères, il a exercé la charge de conseil général à Constantine avant de revenir en métropole comme chef de bureau des officiers et commandants et des corps urbains à la direction du personnel et de la formation de la police, au ministère de l'Intérieur. Nommé chargé de mission à l'Elysée le 14 juillet 1988, il y était conseiller technique, en charge, notamment, des DOM-TOM, depuis janvier 1991.

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES

PRIX TRÈS COMPÉTITIFS

25 années d'expérience

R.-M. Leroy, fabricant - 208, av. de Maine, 75014 Paris, 9^e arr. - Tél. : 45-18-57-40

SOMMAIRE

DATES

Il y a quatre-vingts ans : Sun Yat-sen fonde la République chinoise 2

ÉTRANGER

Yugoslavie : les combats se sont apaisés en Croatie..... 3
Géorgie : une manifestation de soutien au président a été brutalement dispersée..... 3
Allemagne : l'ouverture des archives de la Stasi..... 3
Salvador : le gouvernement procède à une amnistie générale après le cessez-le-feu..... 4
Kenya : le président arap Moi ouvre la voie des élections pluralistes..... 4
Le président Bush a voulu rassurer ses alliés asiatiques sur le maintien de la présence militaire américaine. 5
Washington : condamne fermement Israël pour l'expulsion de douze Palestiniens..... 5
Inde : la croisade des hindouistes..... 5

POLITIQUE

A l'occasion des cérémonies du Nouvel An à l'Elysée, M. Mitterrand a autorisé les fonctionnaires à éviter l'esprit de caste..... 6
La communiqué du conseil des ministres du vendredi 3 janvier..... 6
Livres politiques : Révisions avant la révision, par André Laurens..... 6

SOCIÉTÉ

Fin de chantier olympique à Barcelone..... 7
La neuvième étape du raid-marathon Paris-Syrie-Le Cap..... 7
Douze incendies criminels en un mois dans le canton breton de Pipriac..... 7
L'arrêt des tests de l'Aycoval sur des malades du sida..... 7

HEURES LOCALES

Les sportifs enfin reconnus
Les autoroutes alpines entre projets et réalisations
Midi-Pyrénées : les mythes effilochés
Amboise attire les promoteurs..... 15 à 18

CULTURE

Patrimoine : L'appartement de Gustave Moreau est enfin ouvert au public..... 9
Danse : Virage sur l'alle pour Mikhail Baryshnikov qui se voue désormais à la danse contemporaine..... 9

CHRONOLOGIE

L'année 1991 dans le monde..... 11 à 14

ÉCONOMIE

Avec la nomination d'un administrateur, Le Cinq est entrée dans une phase judiciaire..... 13
Revue des valeurs..... 20
Crédits, changes, grands marchés..... 21

Services

Abonnements..... 2
Cartes..... 10
Météorologie..... 10
Mots croisés..... 9
Télévision..... 10
Spectacles..... 8

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 janvier 1992 a été tiré à 463 636 exemplaires.

صكنا من الأصل